Comprendre la petite enfance

▲

La recherche communautaire en développement de la petite enfance

Résultats de l'étude de cartographie communautaire de l'Île-du-Prince-Édouard

Sarah Henry Gallant
Early Childhood Development Association of PEI

Un projet de la direction générale de la recherche appliquée
Développement des ressources humaines Canada

Novembre 2001

●

Date d'impression novembre 2001

ISBN: 0-662-86425-5
Cat. No. RH64-8/2001-2F

La version anglaise de ce document est disponible sous le titre
« Results of the Community Mapping Study on Prince Edward Island »./
This paper is available in English under the title
"Results of the Community Mapping Study on Prince Edward Island"

Si vous avez des questions d'ordre général concernant les documents publiés par la Direction générale de la recherche appliquée, veuillez les adresser au :

Service des publications
Direction générale de la recherche appliquée
Politique stratégique
Développement des ressources humaines Canada
165, rue Hôtel-de-Ville, Phase II, 7e étage
Hull (Québec) Canada
K1A 0J2

Téléphone : (819) 994-3304
Télécopieur : (819) 953-9077
Courrier électronique : research@hrdc-drhc.gc.ca
http://www.hrdc-drhc.gc.ca/dgra

Remerciements

L'auteur tient à remercier tous ceux et celles qui ont contribué à la rédaction du présent rapport.

La cartographie communautaire est un moyen relativement nouveau et complexe de transmettre de l'information. Jusqu'à maintenant, très peu de chercheurs dans le domaine social l'ont adoptée. Nous sommes reconnaissants à l'équipe des analystes chercheurs des Études sur l'apprentissage dans les collectivités de DRHC, en particulier Margo Craig-Garrison et Christina Norris ainsi qu'aux coordonnateurs de la recherche des autres sites du projet CPE, pour le soutien et le savoir faire dont ils n'ont pas hésité à nous faire profiter. Nous tenons à remercier Kathleen Flanagan Rochon et Carolyn Simpson, du Children's Secretariat de l'Î.-P.-É., dont la collaboration et les conseils nous ont été fort utiles. Nous tenons également à remercier tous les éducateurs de la petite enfance de l'Île-du-Prince-Édouard, qui ont toujours bien accueilli nos initiatives de collecte de données aux fins du présent projet. Nous apprécions le soutien que nous ont fourni Cindy Donahue et Sonya Corrigan ainsi que les membres de la Early Childhood Development Association of PEI. Leurs efforts incessants pour aider les enfants de la collectivité à prendre le meilleur départ possible sont impressionnants, tout en étant une source d'inspiration.

Nous souhaitons également remercier la Eastern Cooperative Health Organization, qui nous a aidés à concevoir et à mettre en œuvre les outils informatiques utilisés pour la collecte des données. Finalement, merci aux ministères provinciaux de la Santé et des Services sociaux, de l'Éducation ainsi que du Développement, qui n'ont pas hésité à partager leurs ressources et à nous offrir leur soutien et leur savoir-faire pendant toute la durée du projet.

104-02735/

Avertissement

Les programmes et les services communautaires évoluent constamment, ce qui complique une étude de cartographie communautaire. La Early Childhood Development Association of PEI a fait de son mieux pour veiller à ce que l'inventaire des ressources soit complet et fiable. Ce rapport a été rédigé à partir des données accessibles et de l'information fournie par diverses ressources de la collectivité, y compris la base de données Info PEI, la base de données HIRC ainsi que divers répertoires locaux. L'inventaire des ressources qui ont été recueillies et qui sont examinées aux fins de ce rapport ne se veut pas une liste exhaustive, mais plutôt un premier pas important pour l'analyse des programmes, des services et du contexte physique et social de l'Île-du-Prince-Édouard.

Table de matières

Liste des cartes 6

1. Aider les collectivité à aider les enfants à partir du bon pied 10
   Les composantes de l'initiative Comprendre la petite enfance (CPE) 11
2. La collectivité de l'Île-du-Prince-Édouard 15
3. L'environnement social de l'Île-du-Prince-Édouard 21
   Mobilité de la population 21
   Études et emploi 22
   Revenu des ménages 39
   Structure familiale 39
   Diversité ethnique et linguistique 46
   Vue d'ensemble : Créer un indice social 46
   Comment cette information peut elle être exploitée à l'avantage des enfants? 56
4. L'environnement physique 58
   Densité de la circulation 58
   Types de quartiers 59
   Détritus 66
   Vue d'ensemble : Créer une échelle de l'environnement physique 66
   Comment la collectivité peut elle exploiter cette information? 73
5. Ressources des quartiers 74
   Ressources éducationnelles 75
   Programmes d'éducation de la petite enfance (PÉPE) 75
   Ressources éducationnelles ciblant les parents et les familles 88
   Ressources éducationnelles ciblant la collectivité 92
   Ressources sociétales 99
   Services de santé 101
   Installations de sport et de loisirs, parcs et terrains de jeu 108
   Divertissement et culture 112
   Écoles 119

Annexe A : La Early Childhood Development Association of PEI 123
Annexe B : Cartes supplémentaires 125
Annexe C : Élaboration de l'indice social 129
Annexe D : Résultats de l'observation des quartiers 131
Annexe E : Conception et résultats de l'enquête sur les programmes communautaires 133
Bibliographie 136

Liste des cartes

Carte 1 : Où vivaient les enfants à l'Île-du-Prince-Édouard? 16
Carte 2a) : Quels secteurs de l'Î.-P.-É. comptaient le plus grand nombre de familles ayant des enfants à la maison? 17
Carte 2b) : Quels secteurs de Charlottetown comptaient le plus grand nombre de familles ayant des enfants à la maison? 18
Carte 2c) : Quels secteurs de Summerside comptaient le plus grand nombre de familles ayant des enfants à la maison? 19
Carte 3a) : Quels secteurs avaient le niveau de mobilité le plus grand? 23
Carte 3b) : Quels secteurs de Charlottetown avaient le niveau de mobilité le plus grand? 24
Carte 3c) : Quels secteurs de Summerside avaient le niveau de mobilité le plus grand? 25
Carte 4a) : Quels secteurs comptaient la proportion la plus élevée de personnes ayant fait des études postsecondaires? 27
Carte 4b) : Quels secteurs de Charlottetown comptaient la proportion la plus élevée de personnes ayant fait des études postsecondaires? 28
Carte 4c) : Quels secteurs de Summerside comptaient la proportion la plus élevée de personnes ayant fait des études postsecondaires? 29
Carte 5a) : Quels secteurs comptaient la proportion la plus élevée de personnes sans diplôme d'études secondaires? 30
Carte 5b) : Quels secteurs de Charlottetown comptaient la proportion la plus élevée de personnes sans diplôme d'études secondaires? 31
Carte 5c) : Quels secteurs de Summerside comptaient la proportion la plus élevée de personnes sans diplôme d'études secondaires? 32
Carte 6a) : Quels étaient les taux d'emploi dans les quartiers de l'île? 33
Carte 6b) : Quels étaient les taux d'emploi dans les quartiers de Charlottetown? 34
Carte 6c) : Quels étaient les taux d'emploi dans les quartiers de Summerside? 35
Carte 7 : Quels secteurs de l'Île-du-Prince-Édouard avaient le plus grand nombre de personnes travaillant dans l'agriculture? 37
Carte 8 : Quels secteurs de l'Î.-P.-É. avaient le plus grand nombre de personnes occupées dans les industries rurales? 38
Carte 9a) : Quel était le revenu moyen des ménages dans les quartiers de l'île? 40
Carte 9b) : Quel était le revenu moyen des ménages dans les quartiers de Charlottetown? 41
Carte 9c) : Quel était le revenu moyen des ménages dans les quartiers de Summerside? 42
Carte 10a) : Quels secteurs de l'Î.-P.-É. avaient la proportion la plus élevée de ménages à faible revenu? 43
Carte 10b) : Quels secteurs de Charlottetown avaient la proportion la plus élevée de ménages à faible revenu? 44

Carte 10c) : Quels secteurs de Summerside avaient la proportion la plus élevée de ménages à faible revenu? 45
Carte 11a) : Quels secteurs de l'Î.-P.-É. comptaient la proportion la plus élevée de familles monoparentales ayant des enfants? 47
Carte 11b) : Quels secteurs de Charlottetown comptaient la proportion la plus élevée de familles monoparentales ayant des enfants? 48
Carte 11c) : Quels secteurs de Summerside comptaient la proportion la plus élevée de familles monoparentales ayant des enfants? 49
Carte 12 : Quels secteurs avaient la proportion la plus élevée d'immigrants récents? 50
Carte 13 : Quels secteurs avaient la proportion la plus élevée de résidents qui ne parlaient ni anglais ni français? 51
Carte 14a) : Qu'est-ce que l'indice social indiquait au sujet des risques socioéconomiques des quartiers de l'Î.-P.-É.? 53
Carte 14b) : Qu'est-ce que l'indice social indiquait au sujet des risques socioéconomiques des quartiers de Charlottetown? 54
Carte 14c) : Qu'est-ce que l'indice social indiquait au sujet des risques socioéconomiques des quartiers de Summerside? 55
Carte 15a) : Où vivaient les enfants par rapport aux axes de circulation à l'Île-du-Prince-Édouard? 60
Carte 15b) : Où vivaient les enfants par rapport aux axes de circulation à Charlottetown? 61
Carte 15c) : Où vivaient les enfants par rapport aux axes de circulation à Summerside? 62
Carte 16a) : Dans quels types de quartiers vivent les enfants à l'Î.-P.-É.? 63
Carte 16b) : Dans quels types de quartiers vivent les enfants à Charlottetown? 64
Carte 16c) : Dans quels types de quartiers vivent les enfants à Summerside? 65
Carte 17a) : Quels secteurs de l'Î.-P.-É. avaient le plus de déchets sauvages? 67
Carte 17b) : Quels secteurs de Charlottetown avaient le plus de déchets sauvages? 68
Carte 17c) : Quels secteurs de Summerside avaient le plus de déchets sauvages? 69
Carte 18a) : Quelles étaient les conditions matérielles générales des quartiers de l'île? 70
Carte 18b) : Quelles étaient les conditions matérielles générales des quartiers de Charlottetown? 71
Carte 18c) : Quelles étaient les conditions matérielles générales des quartiers de Summerside? .. 72
Carte 19a) : Où sont situés les organismes qui offrent des services aux enfants de 0 à 6 ans à l'Î.-P.-É.? 76
Carte 19b) : Où sont situés les organismes qui offrent des services aux enfants de 0 à 6 ans à Charlottetown? 77
Carte 19c) : Où sont situés les organismes qui offrent des services aux enfants de 0 à 6 ans à Summerside? 78
Carte 20a) : Où étaient offerts les programmes de maternelle à l'Î.-P.-É.? 81
Carte 20b) : Où étaient offerts les programmes de maternelle à Charlottetown? 82
Carte 20c) : Où étaient offerts les programmes de maternelle à Summerside? 83

Carte 21 : Où étaient offerts les programmes préscolaires à l'Î.-P.-É.? 84
Carte 22a) : Quels secteurs de l'Î.-P.-É. avaient le meilleur accès aux services de garde? 85
Carte 22b) : Quels secteurs de Charlottetown avaient le meilleur accès aux services de garde? .. 86
Carte 22c) : Quels secteurs de Summerside avaient le meilleur accès aux services de garde? 87
Carte 23a) : Où étaient situés les centres de ressources familiales et les programmes de haltes garderies à l'Î.-P.-É.? 89
Carte 23b) : Où étaient situés les centres de ressources familiales et les programmes de haltes garderies à Charlottetown? 90
Carte 23c) : Où étaient situés les centres de ressources familiales et les programmes de haltes garderies à Summerside? 91
Carte 24a) : Quels secteurs de l'Î.-P.-É. avaient le meilleur accès aux programmes d'apprentissage des compétences parentales et aux ressources familiales? 93
Carte 24b) : Quels secteurs de Charlottetown avaient le meilleur accès aux programmes d'apprentissage des compétences parentales et aux ressources familiales? 94
Carte 24c) : Quels secteurs de Summerside avaient le meilleur accès aux programmes d'apprentissage des compétences parentales et aux ressources familiales? 95
Carte 25a) : Quels secteurs de l'Î.-P.-É. avaient le meilleur accès aux bibliothèques et aux joujouthèques? 96
Carte 25b) : Quels secteurs de Charlottetown avaient le meilleur accès aux bibliothèques et aux joujouthèques? 97
Carte 25c) : Quels secteurs de Summerside avaient le meilleur accès aux bibliothèques et aux joujouthèques? 98
Carte 26 : Où étaient situés les logements familiaux et les organismes qui fournissent des programmes de logement à l'Î.-P.-É.? 100
Carte 27 : Quels secteurs de l'Î.-P.-É. ont le meilleur accès aux centres communautaires récréatifs? 102
Carte 28a) : Où étaient situées les cliniques médicales à l'Î.-P.-É.? 103
Carte 28b) : Où étaient situées les cliniques médicales à Charlottetown? 104
Carte 28c) : Où étaient situées les cliniques médicales à Summerside? 105
Carte 29 : Où étaient situés les services de santé d'urgence à l'Î.-P.-É.? 106
Carte 30a) : Où étaient situées les ressources de santé préventives à l'Î.-P.-É.? 109
Carte 30b) : Où étaient situées les ressources de santé préventives à Charlottetown? 110
Carte 30c) : Où étaient situées les ressources de santé préventives à Summerside? 111
Carte 31a) : Quels secteurs de l'Î.-P.-É. ont le meilleur accès aux installations récréatives? 113
Carte 31b) : Quels secteurs de Charlottetown ont le meilleur accès aux installations récréatives? 114
Carte 31c) : Quels secteurs de Summerside ont le meilleur accès aux installations récréatives? 115

Carte 32a) : Où étaient offerts les programmes artistiques et récréatifs à l'intention des enfants âgés de 0 à 6 ans à l'Î.-P.-É.? 116
Carte 32b) : Où étaient offerts les programmes artistiques et récréatifs à l'intention des enfants âgés de 0 à 6 ans à Charlottetown? 117
Carte 32c) : Où étaient offerts les programmes artistiques et récréatifs à l'intention des enfants âgés de 0 à 6 ans à Summerside? 118
Carte 33 : Où étaient situés les galeries d'art, les musées et les salles de théâtre à l'Î.-P.-É.? .. 120
Carte 34 : Où étaient situés les services de soutien et de sécurité communautaires à l'Î.-P.-É.? 121
Carte 35 : Où étaient situées les écoles publiques à l'Î.-P.-É.? 122
Carte S1 : Île-du-Prince-Édouard 126
Carte S2 : Charlottetown 127
Carte S3 : Summerside 128

1. Aider les collectivités à aider les enfants à partir du bon pied

Nous devons absolument mieux comprendre les facteurs qui favorisent ou qui entravent le développement des enfants et aider les collectivités à faire un meilleur suivi du développement des enfants si nous voulons assurer le meilleur départ possible aux enfants du Canada.

On pense de plus en plus que la sollicitude et l'attention dont les enfants font l'objet pendant la petite enfance peuvent avoir des répercussions importantes sur le reste de leur vie. C'est pourquoi la Direction générale de la recherche appliquée (DGRA) de Développement des ressources humaines Canada (DRHC) a mis sur pied le projet *Comprendre la petite enfance (CPE)*.

Les chercheurs ont constaté que le développement de l'enfant pendant les premières années de la vie, depuis la naissance jusqu'à l'âge de six ans, constitue le fondement de la compétence et de la capacité d'adaptation qui influenceront l'acquisition du savoir, le comportement et la santé tout au long de la vie (on trouvera une analyse des recherches actuelles supplémentaires dans ce domaine dans McCain et Mustard, 1999, ainsi que dans Doherty, 1997). Ces premières années jouent un rôle critique dans le développement des enfants, puisqu'elles façonnent les résultats développementaux qu'ils obtiendront à long terme, non seulement leur réussite à l'école et sur le marché du travail, mais également leur état de santé en général, la qualité de leur vie et leur faculté d'adaptation.

Le projet CPE a pour objet de fournir de l'information au sujet de l'influence qu'exercent diverses caractéristiques de la collectivité sur le développement des enfants et de renforcer la capacité des collectivités d'utiliser cette information pour assurer le suivi du développement de la petite enfance, tout en mettant en place des solutions communautaires efficaces.

Comprendre la petite enfance (CPE) est une initiative nationale conçue pour diffuser les résultats de recherches qui renforceront la capacité des collectivités de prendre des décisions éclairées au sujet des meilleures politiques et des programmes les plus appropriés à l'intention des familles qui ont de jeunes enfants. L'initiative est conçue pour aider les collectivités de partout au Canada à atteindre l'objectif qu'elles se sont donné d'améliorer le développement de la petite enfance, en leur fournissant l'information dont elles ont besoin pour améliorer ou adapter les ressources et les services communautaires. Les collectivités y trouvent de l'information sur la façon dont les expériences de l'enfance influencent l'acquisition du savoir, la santé et le bien être; elles peuvent donc ainsi assurer le suivi des progrès des enfants et optimiser le développement de l'enfance par la mobilisation stratégique des ressources et des programmes.

Le projet CPE table sur l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ), une initiative conjointe de DRHC et Statistique Canada. L'ELNEJ, dans le cadre de laquelle des données ont commencé à être recueillies en 1994, est la source de données longitudinales nationale qui fait autorité pour

les recherches sur le développement de l'enfance au Canada. Son objet est de nous permettre de mieux comprendre les facteurs qui influencent le développement et le bien être des enfants.

Les premières recherches sur le développement de l'enfance ont montré que certains facteurs communautaires peuvent influencer les résultats développementaux des enfants, mais seules des recherches plus poussées pourront démontrer l'ampleur de cette influence et les mécanismes par lesquels elle s'exerce (Kohen, Hertzman et Brooks-Gunn, 1998).

L'un des principaux objectifs de l'initiative CPE est donc de contribuer à déterminer la portée et la nature des influences qu'exerce la collectivité sur le développement de l'enfance et la façon dont elles peuvent varier selon les familles, les écoles, les salles de classe et les quartiers. L'initiative compte trois volets indépendants mais complémentaires de collecte des données, ce qui permet d'assurer le suivi et la transmission de l'information de façon plus détaillée au niveau communautaire :

- le volet communautaire de l'ELNEJ;
- l'instrument de mesure du développement de la petite enfance;
- l'étude de cartographie communautaire.

Réunie, cette information nous permettra de mieux comprendre les facteurs communautaires qui influencent le développement de la petite enfance et les moyens que les collectivités peuvent mettre en œuvre pour répondre le mieux possible aux besoins des jeunes enfants et de leurs parents.

Les composantes de l'initiative Comprendre la petite enfance (CPE)

L'instrument communautaire de l'ELNEJ

Ce nous avons appris des parents

Un questionnaire communautaire approfondi inspiré de l'ELNEJ a été mis au point afin de recueillir auprès des parents des renseignements plus détaillés qui allaient servir à évaluer l'utilisation que font les familles des ressources communautaires et les répercussions de ces ressources communautaires sur les résultats développementaux des enfants. Des ménages représentatifs de toutes les écoles dans la division ont été choisis au hasard pour participer à ce sondage volontaire, dont les résultats seront analysés pour déterminer l'importance relative de certains facteurs communautaires par rapport aux facteurs individuels et aux facteurs familiaux en ce qui concerne le développement de l'enfance. Le questionnaire communautaire inspiré de l'ELNEJ a été administré à la fin du printemps 2000 et sera administré à nouveau en 2004.

L'instrument de mesure du développement de la petite enfance

Ce nous avons appris des enseignants

L'instrument de mesure du développement de la petite enfance (autrefois connu sous le nom d'instrument de mesure de la maturité scolaire) est un questionnaire destiné aux éducateurs et éducatrices de la maternelle. L'instrument de mesure du développement de

la petite enfance est conçu pour mesurer divers aspects du développement des enfants avant qu'ils ne commencent la première année d'école dans les domaines suivants :

- santé physique et bien être;
- santé et maturité affectives;
- connaissances et compétences sociales;
- développement du langage et capacité de réflexion;
- capacité de communication et connaissances générales.

Conçu pour mesurer la maturité scolaire des enfants, l'instrument de mesure du développement de la petite enfance (IMDPE) permet de déterminer dans quelle mesure les enfants sont prêts à participer à des activités scolaires. Élaboré par Magdalena Janus et Dan Offord, du Centre canadien d'études des enfants à risque de l'Université McMaster, l'instrument a été conçu et testé en collaboration avec des enseignants et des éducateurs et dans le cadre de divers projets pilotes.

L'IMDPE a pour objet d'aider les collectivités à mesurer leur efficacité lorsqu'il s'agit de soutenir le développement de l'enfance. L'instrument, conçu en fonction de divers groupes d'âges, indique comment les enfants d'une classe progressent. Il n'a pas pour objet d'évaluer chaque enfant à titre individuel.

En dressant le profil de la petite enfance dans la collectivité, l'IMDPE permet à celle ci de faire le point sur le passé et d'anticiper l'avenir. Ainsi, la collectivité peut rajuster et améliorer ses programmes de développement de la petite enfance; elle peut également rajuster les programmes scolaires de façon à ce qu'ils répondent aux besoins des jeunes lorsqu'ils entreront à l'école.

L'étude de cartographie communautaire

Ce que nous avons appris de la cartographie communautaire

Le présent rapport se concentre sur les résultats de l'étude de l'établissement du profil des collectivités menée à l'Î.-P.-É.. Cette étude a permis de recueillir de l'information sur les éléments suivants :

- les caractéristiques physiques et socioéconomiques des quartiers dans lesquels habitent les enfants;
- les genres de programmes et de services à la disposition des enfants de six ans ou moins et de leurs parents;
- les endroits où ces programmes étaient offerts.

Nous avons eu recours à trois sources de données : le Recensement de 1996, l'observation des quartiers (voir l'annexe D) et une étude des programmes (voir l'annexe E) dans le cadre de laquelle a été dressé un inventaire des services offerts dans chaque quartier. Colligée, l'information ainsi recueillie constituera un cadre d'analyse qui permettra non seulement de déterminer ce qui fonctionne bien ou moins bien, mais qui donnera également certaines indications des raisons pour lesquelles les services et les ressources fonctionnent comme ils le font. Cette analyse servira également de fondement à des discussions à l'échelle de la collectivité à la fois sur la façon d'élaborer des stratégies communautaires et sur la répartition des ressources, l'objectif étant d'optimiser les résultats développementaux des enfants.

Cette information sera mise à la disposition des collectivités, qui pourront s'en servir pour exploiter au maximum leurs ressources, à

l'appui du développement de la petite enfance[1]. L'information peut servir à déterminer :

- si les ressources sont dispensées dans à proximité, d'où vivent les enfants;
- les moyens les plus efficaces de planifier, prioriser et répartir les ressources pour le développement de l'enfance.

Définir la collectivité dans laquelle vivent les enfants

Les notions de quartier et de collectivité intègrent des aspects psychologiques et sociologiques aux aspects géographiques, et peuvent être définies à partir des interactions sociales et des fonctions qu'on observe dans un lieu particulier, outre sa situation géographique. Même s'il existe de nombreuses façons de définir les quartiers et les collectivités, aux fins de notre rapport, les quartiers seront définis en fonction des lignes de démarcation des secteurs de dénombrement (SD), tandis que les expressions « collectivité » et « province » seront utilisées de façon interchangeable pour désigner l'Île-du-Prince-Édouard dans son ensemble. Les SD (soit, ici, les quartiers) sont les secteurs géographiques normalisés les plus petits pour lesquels les données du recensement sont signalées. Il y a 267 SD à l'Île-du-Prince-Édouard. Les SD sont regroupés en secteurs de recensement, qui sont au nombre de quatre dans la province

Les résultats de l'initiative CPE :

Vue d'ensemble

Une fois analysés, les résultats de l'instrument communautaire de l'ELNEJ, de l'instrument de mesure du développement de la petite enfance, et de l'étude de cartographie communautaire aident les collectivités à :

- mesurer le développement de la petite enfance avant que les enfants commencent l'école;
- déterminer comment les influences communautaires se répercutent sur le développement de la petite enfance pendant les premières années de la vie;
- dresser le profil des ressources communautaires à la disposition des familles et des enfants;
- évaluer avec quelle efficacité les besoins des familles qui ont de jeunes enfants sont satisfaits;
- se familiariser davantage avec la façon dont la recherche peut être utilisée au niveau local pour apporter des améliorations qui profiteront aux enfants.

CPE dans l'Î.-P.-É.

Se concerter pour les enfants de l'Île-du-Prince-Édouard

L'Association du développement des jeunes enfants de l'Île-du-Prince-Édouard, (*Early Childhood Development Association of PEI* (ECDA)) est le porte parole des professionnels de l'éducation et de la garde de la petite enfance à l'échelle provinciale depuis plus de 25 ans. L'ECDA compte environ 400 membres, y compris des propriétaires et des exploitants de services accrédités de garde à

[1] On trouvera plus de renseignements au sujet du cadre théorique sur lequel repose cette recherche et de la sélection des instruments dans Connor et Brink, 1999.

l'enfance, des professionnels travaillant dans des domaines connexes, des enseignants et des parents.

Au fil des ans, l'ECDA s'est donné pour mission de collaborer avec d'autres intervenants au nom des enfants. L'association a commencé à forger des partenariats autour de divers enjeux concernant les enfants, notamment l'alphabétisation, le dépistage précoce et l'intervention précoce. L'ECDA a également été un participant de la première heure du débat sur les déterminants de la santé et les répercussions des premières années sur la santé future.

Plus récemment, l'ECDA a joué un rôle de premier plan dans l'élaboration d'une stratégie provinciale visant à favoriser le développement sain des enfants. Elle a participé à la coordination et à l'organisation d'événements tenus dans de petites collectivités de toutes les régions de la province pendant la phase de consultation, et a joué un rôle de chef de file au sein du comité consultatif pour le sain développement de l'enfance (*Healthy Child Development Advisory Committee*), chargé de faire des recherches et d'élaborer la stratégie provinciale. En novembre 2000, le document pour nos enfants : un stratégie pour le sain développement de l'enfance (*...For Our Children: A Strategy for Healthy Child Development*), inspiré d'une démarche exhaustive intégrée pour le développement sain des enfants qui tient compte de la situation particulière de la province, a été présenté au premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard.

La stratégie pour nos enfants : un stratégie pour le sain développement de l'enfance (*...For Our Children*) est l'aboutissement d'un partenariat provincial qui s'est constitué entre le gouvernement et la collectivité. Le rapport pose les jalons d'une démarche qui permettra à l'Î.-P.-É. d'accorder la plus grande priorité aux soins et à l'éducation des enfants de la province. Le défi au cours des cinq premières années sera de mobiliser la collectivité dans le cadre d'une initiative exhaustive faisant appel au gouvernement, au secteur privé et au secteur des organismes bénévoles, afin d'améliorer la maturité scolaire des enfants.

Les objectifs de l'ECDA, de la province et de l'initiative CPE concordaient étroitement; c'est pourquoi l'Î.-P.-É. dans son ensemble a été désignée comme site de mise en oeuvre du projet CPE. La recherche a été menée par l'ECDA à l'échelle de la province tout au long de l'an 2000 (on trouvera plus d'information au sujet de l'ECDA dans l'annexe A).

II. La collectivité de l'Île-du-Prince-Édouard

L'objectif du présent rapport est d'examiner le milieu social et physique et les ressources de l'Île-du-Prince-Édouard dans l'optique du développement de la petite enfance.

L'Île-du-Prince-Édouard est la plus petite des provinces canadiennes, tant du point de vue de la superficie que de celui de la population. Même si la province est densément peuplée, elle n'est pas surpeuplée. Selon Statistique Canada, en 2000, la population de l'Î.-P.-É. se chiffrait à 138 900 habitants, dont environ 11 080 enfants de 0 à 6 ans, qui représentaient 8 % de la population. La province se divise en trois comtés, Prince, Queens et Kings. La capitale, Charlottetown, est sise au centre de l'île, dans le comté de Queens, et elle compte 32 500 habitants. La deuxième ville en importance, Summerside, se trouve à l'ouest de la province, dans le comté de Prince, et sa population est de 14 500 habitants (voir les cartes supplémentaires de l'annexe B qui montrent les collectivités et les principales routes de l'Î.-P.-É.).

La province mesure 224 kilomètres de longueur et entre 6 et 64 kilomètres de largeur, pour une superficie de 5 660 kilomètres carrés. Aucun endroit de la province n'est à plus de 16 kilomètres de la mer. Environ 56 % de la population vit dans des régions rurales, les terres agricoles représentant 47 % de la province. La majorité de la population est d'origine britannique et environ 11 % des habitants parlent le français. Les principaux secteurs d'activité sont l'agriculture, le tourisme et la pêche, toutes industries saisonnières qui dépendent du sol et du climat.

Carte 1 – Où vivaient les enfants à l'Île-du-Prince-Édouard?

Cette carte illustre la répartition des enfants de six ans ou moins dans la collectivité; chaque point représente 10 enfants.

- Même si on retrouvait des enfants de six ans ou moins dans toutes les régions de l'Î.-P.-É., leur concentration était la plus forte dans les environs de Charlottetown et de Summerside.
- Selon le recensement de 1996, environ 51 % des jeunes enfants de la naissance à six ans vivaient dans le comté de Queens, 34 % dans le comté de Prince et 15 % dans le comté de Kings.

Comme on retrouve des enfants dans toutes les régions de notre province rurale, il est important de veiller à ce que des programmes et des services de soutien soient accessibles aux enfants et à leurs parents partout dans l'île.

Carte 2 – Quels secteurs de l'Î.-P.-É. comptaient le plus grand nombre de familles ayant des enfants à la maison?

En 1996, il y avait environ 35 755 ménages dans la province et à peu près 68 % d'entre eux, soit 24 320, étaient des familles ayant des enfants à la maison.

- Dans la plupart des quartiers (55 %), on comptait moins de 100 familles ayant des enfants à la maison.
- Dans le comté de Queens, il y avait environ 18 535 ménages. De ce nombre, 12 595, soit à peu près 68 %, étaient des familles comptant des enfants à la maison.
- C'est dans le comté de Queens, au centre de l'Î.-P.-É. qu'on retrouvait la majorité des

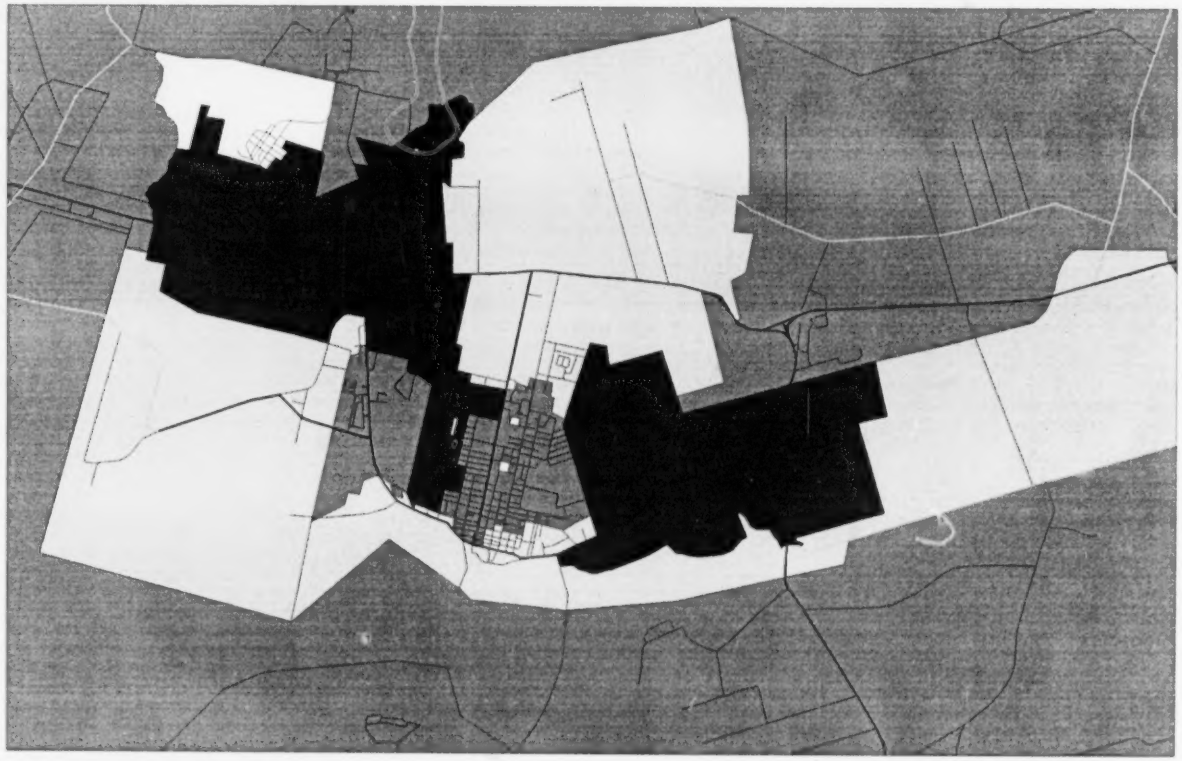
Carte 1 : Où vivaient les enfants à l'Île-du-Prince-Édouard?

Carte 2a : Quels secteurs de l'Î.-P.-É. comptaient le plus grand nombre de familles ayant des enfants à la maison?

Community Research in Child Development
Résultats du projet de cartographie communautaire à l'Île-du-Prince-Édouard, ECDA, 2001
Source : Recensement de 1996

Carte 2b : Quels secteurs de Charlottetown comptaient le plus grand nombre de familles ayant des enfants à la maison?

Carte 2c : Quels secteurs de Summerside comptaient le plus grand nombre de familles ayant des enfants à la maison?



familles ayant des enfants : 52 % des familles de la province ayant des enfants à la maison y vivaient.

- Le comté de Prince comptait 12 200 ménages, dont 8 135, soit 67 %, qui avaient des enfants à la maison.
- Dans le comté de Kings, il y avait environ 5 020 ménages, dont 3 590 familles ayant des enfants à la maison, soit 72 % des ménages.

Il est important de savoir où vivent les familles ayant des enfants pour pouvoir cibler les ressources de telle sorte que tous les enfants et toutes les familles y ont accès.

III. L'environnement social de l'Île-du-Prince-Édouard

Les interactions sociales d'un enfant peuvent exercer une influence importante sur son développement. La capacité des enfants d'entretenir des interactions sociales positives et efficaces commence à se manifester tôt dans la vie et elle est influencée par leurs premières relations étroites, leurs expériences avec d'autres enfants et l'orientation et les instructions qu'ils reçoivent de leurs parents et d'autres membres de la famille (voir Doherty, 1997). Ces relations peuvent être complétées par des interactions avec d'autres personnes au delà du cercle familial, par exemple les personnes qui les gardent et les résidents de leur quartier et de la collectivité en général. Les attentes et les comportements des enfants peuvent être influencés par certains modèles de comportement dans la collectivité.

On trouvera dans cette section des données socioéconomiques et démographiques au sujet des quartiers où vivaient les enfants de l'Île-du-Prince-Édouard, à partir des données du Recensement de 1996. Diverses caractéristiques des résidents, par exemple la situation de famille, la scolarité, l'emploi et le revenu, sont examinées. Les analyses de ce genre aident les chercheurs à se familiariser davantage avec divers enjeux importants ayant trait à l'environnement social des enfants qui vivent dans différents quartiers de l'Île-du-Prince-Édouard.

Mobilité de la population

Parmi les quartiers de l'Île-du-Prince-Édouard, combien étaient stables ou instables et combien d'enfants et de familles habitaient dans de tels quartiers?

Pourquoi poser cette question?

Les quartiers qui affichent une plus grande stabilité sont ceux dans lesquels les membres de la collectivité sont plus susceptibles d'agir pour le bien commun des enfants. Ainsi, les liens sociaux sont une condition préalable importante à la cohésion et à l'efficacité collective dans le quartier — c'est à dire la cohésion sociale entre les voisins et leur volonté d'agir pour le bien commun (Sampson, Raudenbush et Earls, 1997). Par ailleurs, les liens sociaux affaiblis créent un climat propice à la criminalité et à d'autres comportements antisociaux. En d'autres termes, dans les quartiers dont les résidents sont isolés les uns des autres, les liens sociaux sont généralement faibles et le sentiment d'appartenance commune est encore plus faible.

Une façon de mesurer la stabilité d'un quartier est de déterminer la proportion des habitants qui ont déménagé depuis un an. Des taux élevés de mobilité résidentielle et de transition dans un quartier correspondent souvent à des perturbations sociales et à l'affaiblissement des liens sociaux.

Selon certains théoriciens, des modèles de comportement positifs chez les camarades et les adultes dans la collectivité peuvent influencer le développement et le bien être des enfants, particulièrement sur le plan des comportements et de l'apprentissage, tandis que dans des environnements négatifs, les enfants peuvent être privés de soutiens sociaux positifs, tout en étant exposés à des comportements malsains ou autres comportements antisociaux. (Furstenberg et Hughes, 1995; Jencks et Mayer, 1990.)

Carte 3 – Quels secteurs avaient le niveau de mobilité le plus grand?

- Le nombre moyen de résidents de l'Î.-P.-É. qui avaient déménagé au cours de l'année précédente représentait 11 % de la population, soit moins que la moyenne nationale de 16 %.
- Dans la plupart des quartiers de l'Î.-P.-É. (78 %), les taux de mobilité étaient inférieurs à la moyenne nationale.
- Les quartiers dont les taux de mobilité étaient supérieurs à la moyenne nationale se retrouvaient à Summerside, à Charlottetown et dans le centre sud de la province.
- Quelques quartiers isolés du centre ville de Charlottetown et de Summerside affichaient des taux de mobilité élevés, c'est à dire que plus de 29 % de la population y avait déménagé au cours de l'année précédente. Dans ces mêmes quartiers, les facteurs de risque possibles pour les enfants étaient plus nombreux, notamment des taux de pauvreté plus élevés et des niveaux de scolarité et de revenu moins élevés.
- On relevait 11 secteurs de dénombrement (SD) (5 %) à Summerside et à Charlottetown qui affichaient une mobilité élevée. Plus de la moitié de leur population (62 % des ménages) se composait de familles ayant des enfants. Au total, 505 enfants de six ans ou moins vivaient dans ces secteurs de dénombrement — des quartiers où on pouvait retrouver d'autres facteurs associés à l'instabilité et à la défavorisation.
- Dans l'ensemble, les taux de mobilité des différents quartiers de l'Î.-P.-É. étaient inférieurs à la moyenne nationale. Cependant, il faudra peut être cibler certaines ressources communautaires particulières sur les enfants et les familles vivant dans les régions de Summerside et de Charlottetown, où la mobilité est plus élevée.

Études et emploi

Quel était le niveau de scolarité des habitants de la collectivité et combien étaient employés?

Pourquoi poser cette question?

Le niveau de scolarité des résidents est considéré comme un élément essentiel de l'environnement socioéconomique des collectivités dans lesquelles les enfants grandissent et se développent. Dans les collectivités où les niveaux de scolarité sont élevés, les adultes sont plus susceptibles d'être employés, moins susceptibles de vivre dans la pauvreté, et plus susceptibles de pouvoir servir de modèles de comportement positifs et de mentors pour leurs propres enfants et ceux des autres. Par ailleurs, les adultes dont les niveaux de scolarité sont moins élevés ont peut être des perspectives d'emploi réduites et sont plus susceptibles de vivre dans la pauvreté. On a démontré qu'il y avait un lien entre la scolarité des parents et le développement des enfants.

Des recherches ont montré que les quartiers où les taux de chômage sont élevés peuvent avoir des répercussions négatives sur les résultats comportementaux des enfants (Kohen, Hertzman, Brooks-Gunn, 1998).

Par exemple, dans les quartiers où les taux de chômage sont élevés, les problèmes peuvent être aggravés par une plus grande pauvreté et un manque de ressources. Les caractéristiques de ces quartiers peuvent avoir des répercussions négatives sur l'environnement

Carte 3a : Quels secteurs avaient le niveau de mobilité le plus grand?

Community Research in Child Development
Résultats du projet de cartographie communautaire à l'Île-du-Prince-Édouard, ECDA, 2001
Source : Recensement de 1996

Carte 3b : Quels secteurs de Charlottetown avaient le niveau de mobilité le plus grand?

Carte 3c : Quels secteurs de Summersideavaient le niveau de mobilité le plus grand?

dans lequel vit l'enfant et sur son bien être global.

Plusieurs études ont également constaté des relations entre le climat socioéconomique général d'un quartier (dont la scolarité et l'emploi sont des composantes importantes) et le développement des enfants qui y vivent. Elles ont démontré que les résultats développementaux étaient plus positifs dans les quartiers dont les résidents affichaient un statut socioéconomique moyen plus élevé (Brooks-Gunn, Duncan, Klebanov et Sealand, 1993; Chase-Lansdale, Gordon, Brooks-Gunn et Klebanov, 1997; Halpern-Felsher et coll., 1997).

Carte 4 – Quels secteurs comptaient la proportion la plus élevée de personnes ayant fait des études postsecondaires?

- Selon le Recensement de 1996, environ 46 % des habitants de l'Î.-P.-É. qui avaient 15 ans ou plus s'étaient inscrits à des études postsecondaires ou les avaient terminées (diplôme collégial, grade universitaire).
- Dans la majorité des quartiers de la province (69 %), plus de 40 % des résidents de plus de 15 ans avaient fait des études postsecondaires. Ces quartiers étaient plus nombreux dans le centre de la province.
- Environ 17 % des enfants de six ans ou moins (2 015 enfants) vivaient dans des quartiers dont les habitants étaient nombreux à avoir fait des études postsecondaires (60 % ou plus). La plupart de ces quartiers se retrouvaient dans la région métropolitaine de Charlottetown.
- C'est dans les extrémités est et ouest de la province qu'on retrouvait le moins de résidents ayant fait des études postsecondaires.
- Il y avait très peu de quartiers (12) dont moins de 20 % des habitants avaient fait des études postsecondaires. Environ 405 enfants de six ans ou moins y vivaient.

Carte 5 – Quels secteurs avaient la proportion la plus élevée de personnes sans diplôme d'études secondaires?

- Dans la province, 43 % des personnes de 15 ans et plus n'avaient pas encore de diplôme d'études secondaires. Cette proportion est supérieure à la moyenne nationale de 37 %.
- Environ 65 % des SD de la province (157 SD) correspondaient à des quartiers dont le pourcentage de résidents sans diplôme d'études secondaires était supérieur à la moyenne nationale de 37 %. Plus de la moitié de tous les enfants de six ans et plus de la province (61 %, soit 7 070 enfants) vivaient dans ces quartiers, qui se retrouvaient principalement concentrés aux extrémités est et ouest de la province.
- Dans les régions comptant une proportion élevée de personnes sans diplôme d'études secondaires (54 % de la population ou plus), on retrouvait 1 815 enfants (environ 16 % de la population des six ans ou moins de la province).

Carte 6 – Quels étaient les taux de chômage dans les quartiers de l'île?

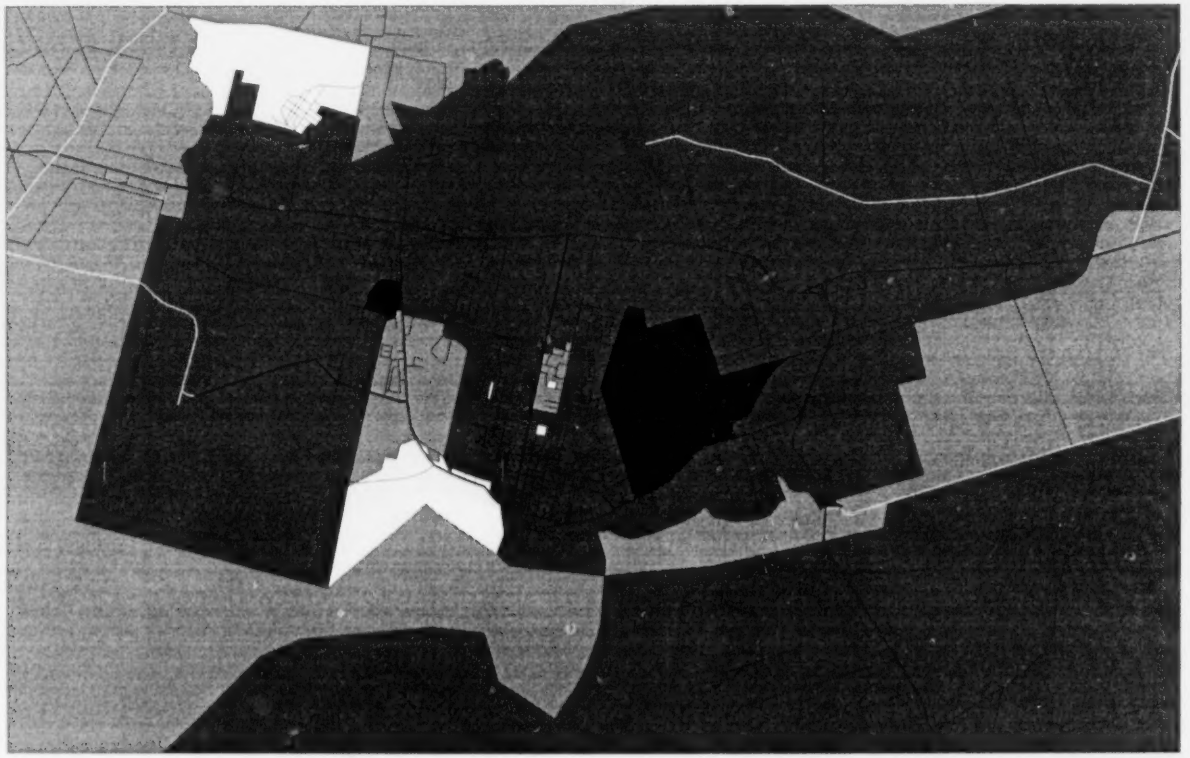
- Le taux de chômage de l'Î.-P.-É. était de 14 % au moment du Recensement de 1996, c'est à dire davantage que le taux de chômage du Canada à l'époque, qui atteignait 10,0 %.

Carte 4a : Quels secteurs comptaient la proportion la plus élevée de personnes ayant fait des études postsecondaires?

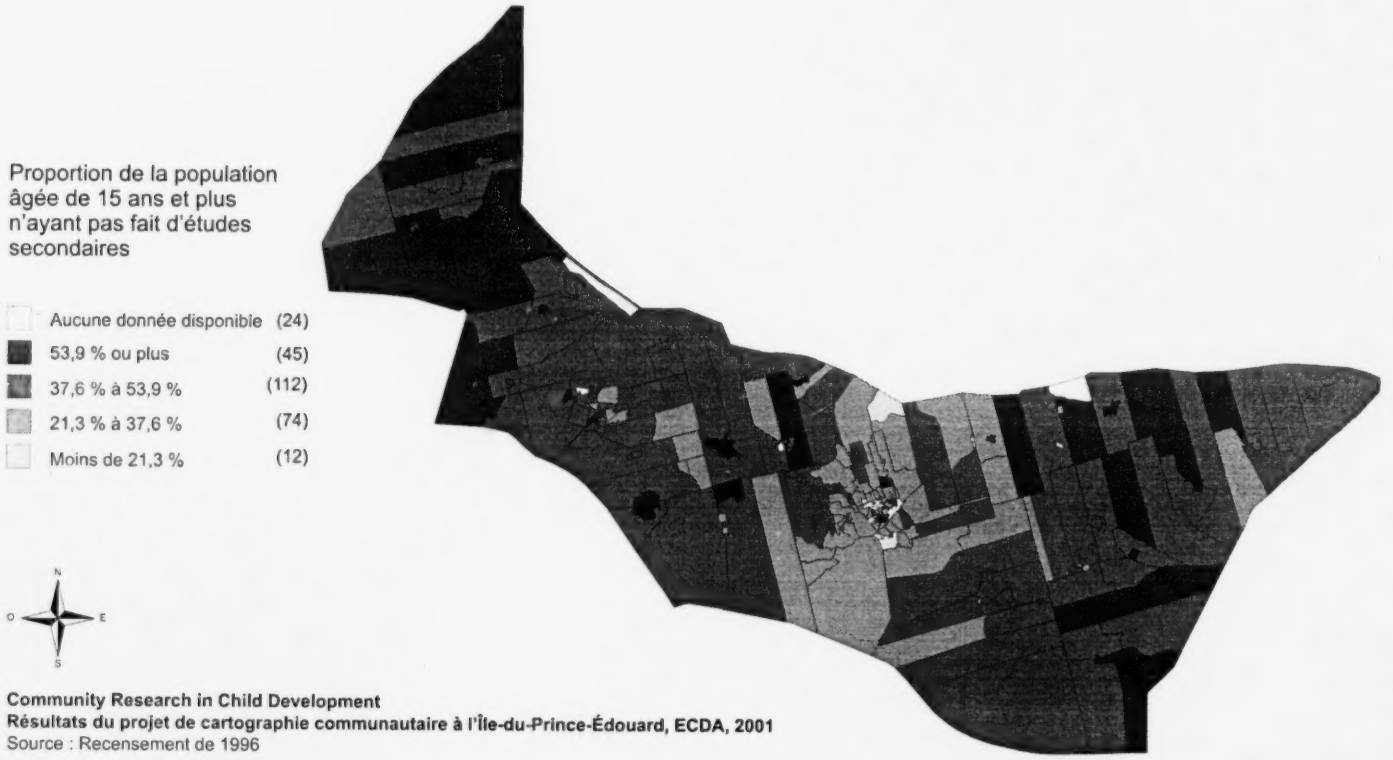
Community Research in Child Development
Résultats du projet de cartographie communautaire à l'Île-du-Prince-Édouard, ECDA, 2001
Source : Recensement de 1996

Carte 4b : Quels secteurs de Charlottetown comptaient la proportion la plus élevée de personnes ayant fait des études postsecondaires?

Carte 4c : Quels secteurs de Summerside comptaient la proportion la plus élevée de personnes ayant fait des études postsecondaires?



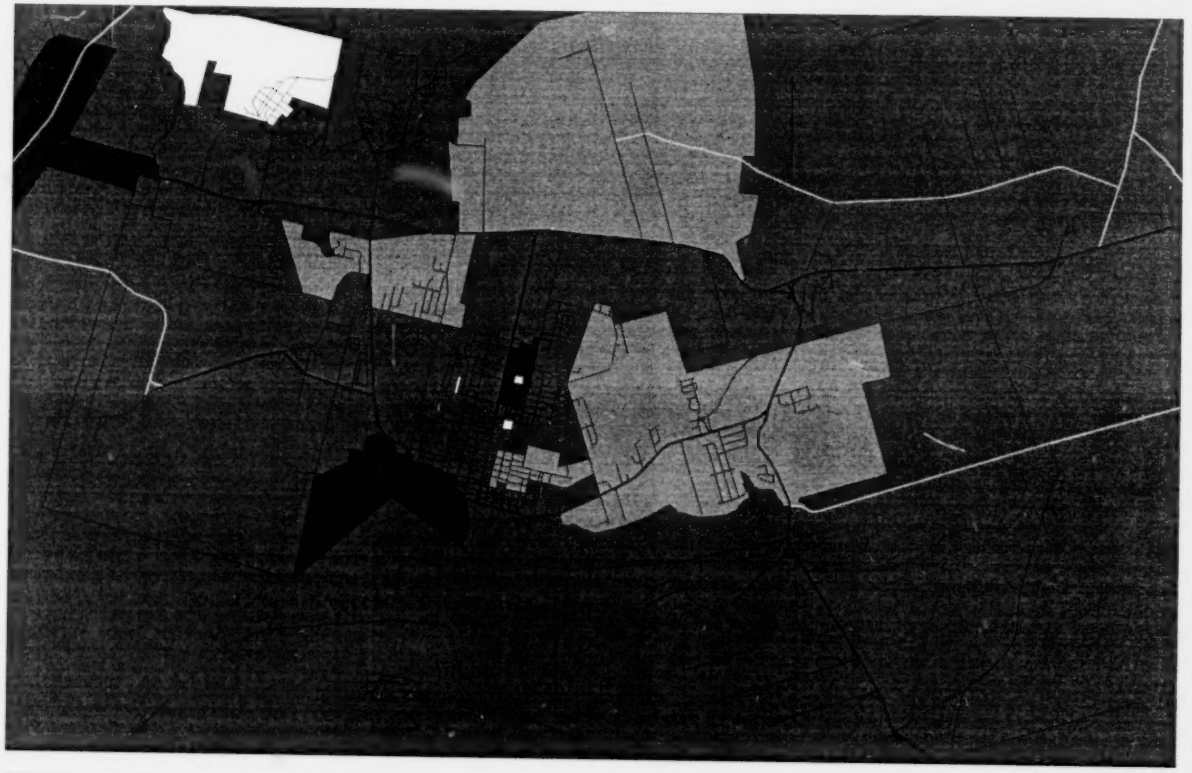
Carte 5a : Quels secteurs comptaient la proportion la plus élevée de personnes sans diplôme d'études secondaires?



Community Research in Child Development
Résultats du projet de cartographie communautaire à l'Île-du-Prince-Édouard, ECDA, 2001
Source : Recensement de 1996

Carte 5b : Quels secteurs de Charlottetown comptaient la proportion la plus élevée de personnes sans diplôme d'études secondaires?

Carte 5c : Quels secteurs de Summerside comptaient la proportion la plus élevée de personnes sans diplôme d'études secondaires?



Carte 6a : Quels étaient les taux d'emploi dans les quartiers de l'Île?

Community Research in Child Development
Résultats du projet de cartographie communautaire à l'Île-du-Prince-Édouard, ECDA, 2001
Source : Recensement de 1996

Carte 6b : Quels étaient les taux d'emploi dans les quartiers de Charlottetown?

Carte 6c : Quels étaient les taux d'emploi dans les quartiers de Summerside?

Taux de chômage

22 % ou plus	(32)
11 % à 21,9 %	(122)
Moins de 11 %	(89)
Aucune donnée disponible	(24)

- La majorité des quartiers de l'Î.-P.-É. (63 %, soit 154 SD) affichaient des taux de chômage supérieurs à la moyenne nationale.
- On retrouvait dans la province 32 quartiers affichant un chômage élevé (plus de 22 %). Environ 978 enfants de six ans ou moins vivaient dans ces quartiers, qui se retrouvaient dans les régions rurales de l'est, de l'ouest et du centre nord de la région centrale de la province.

En examinant les caractéristiques de l'emploi à l'Î.-P.-É., il faut se souvenir de la nature saisonnière des grandes branches d'activité, c'est à dire l'agriculture, le tourisme, la pêche et la fabrication. Comme 47 % de la superficie totale de l'Î.-P.-É. est consacrée à l'agriculture et qu'aucune collectivité ne se situe à plus de 16 kilomètres de la mer, les industries rurales et saisonnières influencent beaucoup la nature des collectivités de la province. Les cartes qui suivent sont conçues pour illustrer les répercussions que peuvent avoir les industries rurales et saisonnières sur le développement des jeunes enfants.

Carte 7 – Quels secteurs de l'Î.-P.-É. avaient le plus grand nombre de personnes travaillant dans l'agriculture?

- En 1996, environ 8 % de la population active de l'Î.-P.-É. travaillait dans le domaine de l'agriculture. Ce taux est plus élevé que le taux global du Canada (3 % de la population active).
- Dans environ 21 % des quartiers de la province (52 quartiers), plus de 15 % des résidents travaillaient dans le domaine de l'agriculture. Quelque 2 185 enfants de six ans ou moins vivaient dans des quartiers dont un fort pourcentage de la population travaillait dans le domaine de l'agriculture.
- Le pourcentage de la population active de la province employée dans le secteur agricole, qui représente surtout du travail saisonnier, est de 2,7 fois la moyenne nationale.

Carte 8 – Quels secteurs de l'Î.-P.-É. avaient le plus grand nombre de personnes occupées dans les industries rurales?

Les industries rurales illustrées par cette carte comprennent l'agriculture, la pêche, la fabrication et le transport.

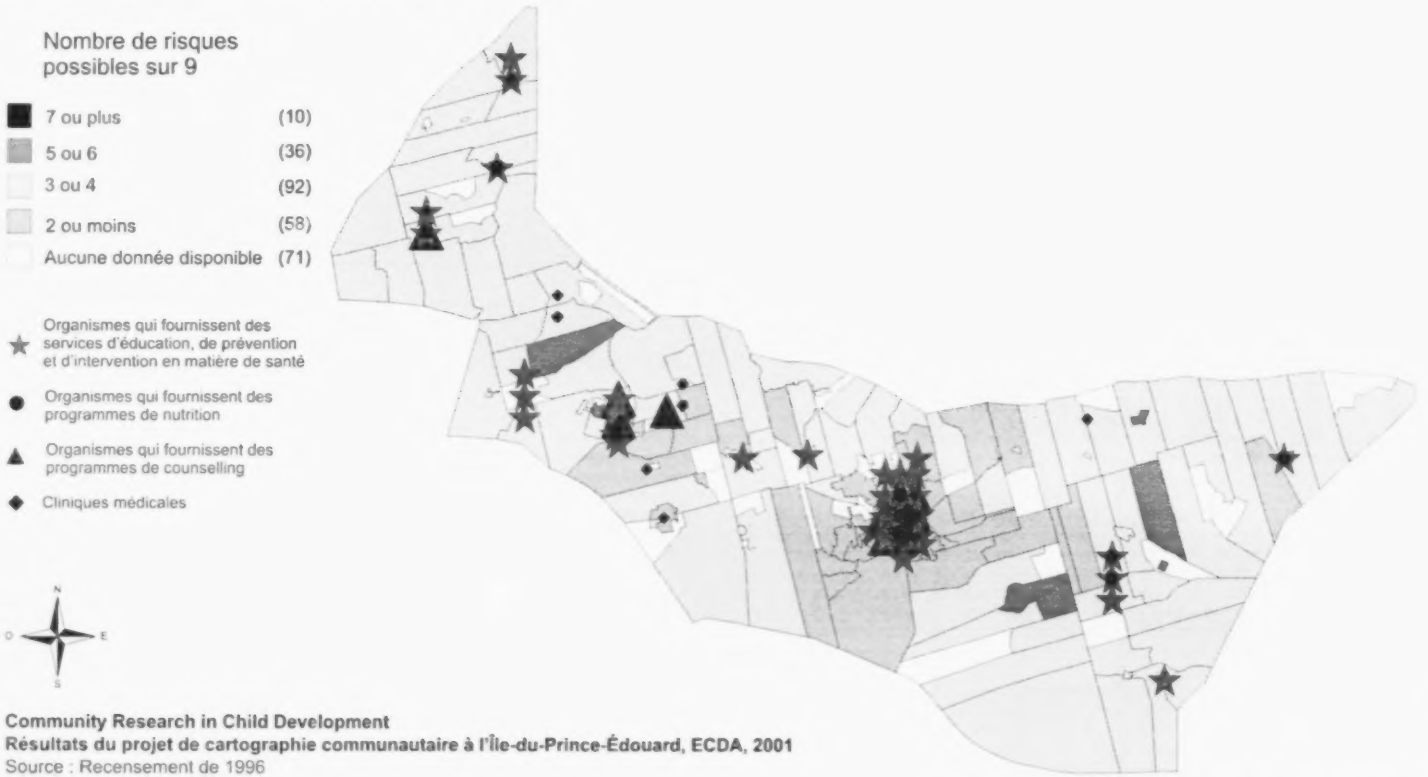
- Plus de 50 % des SD de la province représentent des quartiers dont au moins 25 % des habitants sont employés dans ces industries rurales.
- Environ 5 770 enfants de six ans ou moins (49 %) vivaient dans ces quartiers.
- C'est dans le centre de la province qu'on retrouvait la proportion la plus faible de personnes employées dans ces industries rurales.

Étant donné la nature de ces secteurs d'activité (c'est à dire longues journées et horaires irréguliers pendant la saison, peu de travail le reste de l'année, et production tributaire de la nature), il se peut que les ressources dont ont besoin les enfants et les familles de ces collectivités changent tout au long de l'année. En d'autres termes, il faut des services et des mesures de soutien souples qui correspondent aux fluctuations de la situation des enfants et des familles.

Carte 7 : Quels secteurs de l'Île-du-Prince-Édouard avaient le plus grand nombre de personnes travaillant dans l'agriculture?

Community Research in Child Development
Résultats du projet de cartographie communautaire à l'Île-du-Prince-Édouard, ECDA, 2001
Source : Recensement de 1996

Carte 8 : Quels secteurs de l'Î.-P.-É. avaient le plus grand nombre de personnes occupées dans les industries rurales?



Community Research in Child Development
Résultats du projet de cartographie communautaire à l'Île-du-Prince-Édouard, ECDA, 2001
Source : Recensement de 1996

Revenu des ménages

Quels étaient les niveaux de revenu des résidents de l'Île-du-Prince-Édouard?

Pourquoi poser cette question?

Un ménage doit disposer d'un revenu adéquat pour acheter des biens et des services, avoir accès à des ressources (en utilisant les services de transport, par exemple) et profiter de ressources culturelles comme les livres et le théâtre. Il se peut que les quartiers dont un grand nombre d'habitants vivent dans la pauvreté manquent de ressources et que les résidents y soient privés d'interactions avec les principaux réseaux sociaux et les grands modèles de comportement, à cause de leur isolement et d'une certaine ségrégation. Il se peut également que ces quartiers connaissent le surpeuplement, une sécurité moindre, un environnement physique moins désirable, et qu'ils manquent de ressources.

Les quartiers dont un grand nombre de résidents vivent dans la pauvreté peuvent représenter des défis pour les familles et les enfants, les fournisseurs de services et les décideurs.

Carte 9 – Quel était le revenu moyen des ménages dans les quartiers de l'Île?

- En 1996, le revenu moyen des ménages de l'Î.-P.-É. s'établissait à 42 637 $, soit 3 678 $ de moins que la moyenne nationale de 46 315 $. Plus de la moitié des quartiers de l'Î.-P.-É. affichaient des revenus moyens inférieurs à la moyenne nationale.
- À quatre exceptions près, le revenu moyen des ménages se situait entre 25 417 $ et 67 213 $ dans tous les quartiers de la province.
- Seuls trois quartiers affichaient un revenu moyen du ménage supérieur à 67 214 $, et ils se retrouvaient à Charlottetown et Stratford, localité située à proximité de Charlottetown.

Carte 10 – Quels secteurs de l'Î.-P.-É. avaient la proportion la plus élevée de ménages à faible revenu?

- À l'Î.-P.-É., le taux de pauvreté des particuliers (la proportion des personnes vivant en dessous des seuils de faible revenu de Statistique Canada) était de 15 %, par rapport à un taux national de 21 %.
- Dans sept quartiers, tous situés à Charlottetown, au moins 38 % des résidents vivaient dans la pauvreté.
- La plupart des quartiers de la province (plus de 70 %) affichaient des taux de pauvreté inférieurs à la moyenne nationale.
- Cependant, plus du quart de la population de la province et 3 189 enfants de six ans ou moins (27 %) vivaient dans des quartiers dont les niveaux de pauvreté étaient supérieurs à la moyenne nationale. On retrouvaient des enclaves de tels quartiers partout dans la province.

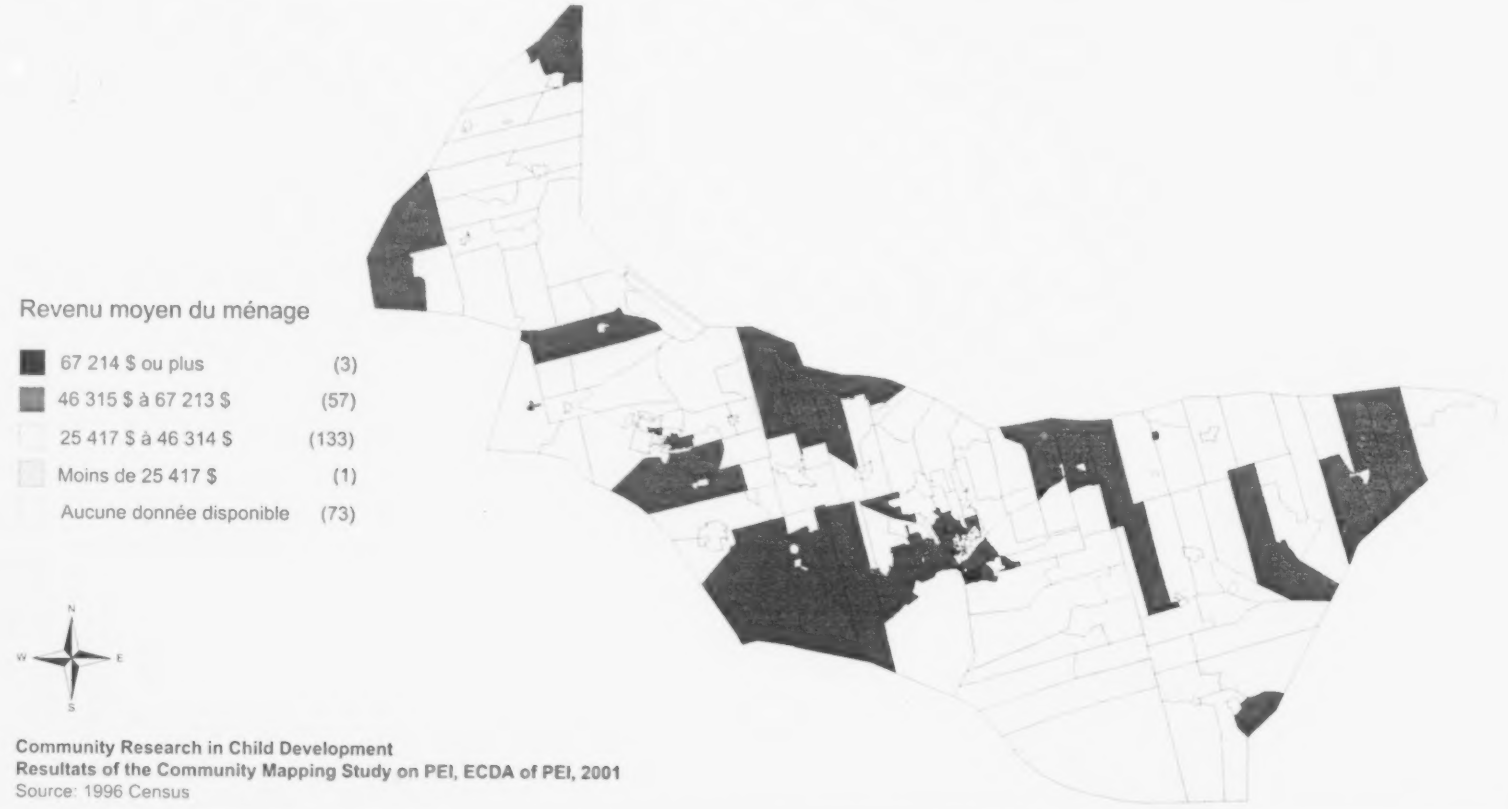
Structure familiale

Quelle était la structure familiale dominante dans les quartiers de la province?

Pourquoi poser cette question?

Même si la plupart des enfants venant de ménages monoparentaux affichent un bon fonctionnement, les recherches ont montré qu'une proportion plus élevée d'enfants ayant des problèmes cognitifs et comportementaux venaient de familles monoparentales (Lipman,

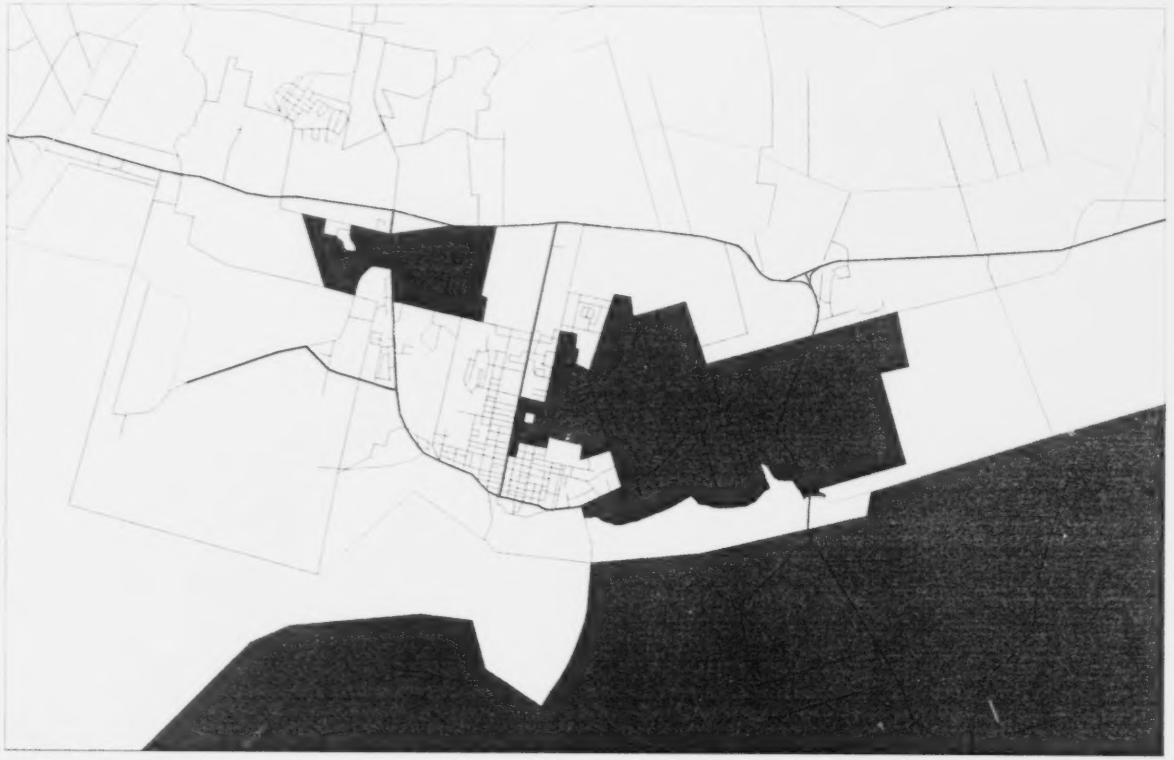
Carte 9a : Quels était le revenu moyen des ménages dans les quartiers de l'île?



Community Research in Child Development
Resultats of the Community Mapping Study on PEI, ECDA of PEI, 2001
Source: 1996 Census

Carte 9b : Quels était le revenu moyen des ménages dans les quartiers de Charlottetown?

Carte 9c : Quels était le revenu moyen des ménages dans les quartiers de Summerside?



Carte 10a : Quels secteurs de l'Î.-P.-É. avaient la proportion la plus élevée de ménages à faible revenu?

Carte 10b : Quels secteurs de Charlottetown avaient la proportion la plus élevée de ménages à faible revenu?

Carte 10c : Quels secteurs de Summerside avaient la proportion la plus élevée de ménages à faible revenu?

Boyle, Dooley et Offord, 1998; Ross, Roberts et Scott, 1998). De plus, on a établi des liens entre un nombre plus élevé de familles biparentales dans un quartier et un développement plus sain chez les enfants et les adolescents (Brooks-Gunn, Duncan, Klebanov et Sealand, 1993).

Carte 11 – Quels secteurs de l'Î.-P.-É. comptaient la proportion la plus élevée de familles monoparentales ayant des enfants?

- À l'Î.-P.-É., parmi les familles ayant des enfants, la proportion de familles monoparentales était de 19 %, soit moins que la moyenne nationale de 26 %.
- Dans 23 % des quartiers de la province, on retrouvait une proportion de familles monoparentales supérieure à la moyenne nationale. Un peu moins du quart de tous les enfants de 6 ans ou moins (2 650) vivaient dans ces quartiers.
- Il y avait relativement peu de quartiers (24) qui comptaient une forte proportion de familles monoparentales (plus de 44 %). Ils se retrouvaient à Charlottetown et à Summerside ainsi que dans trois régions rurales du comté de Queens et dans une collectivité de l'ouest de la province.

Diversité ethnique et linguistique

Dans quelle mesure la collectivité était elle diversifiée?

Pourquoi poser cette question?

La capacité de parler l'anglais ou le français — les deux langues officielles du Canada — est importante pour réussir les nombreuses transitions que suppose l'installation dans un nouveau pays. La connaissance des langues officielles d'un pays facilite l'accès aux biens et aux services et ouvre des portes lorsqu'il s'agit de trouver et de conserver un emploi. Ainsi, Kobayashi, Moore et Rosenberg (1998) ont constaté que les familles immigrantes qui ne parlaient ni l'une ni l'autre des langues officielles du Canada étaient moins susceptibles d'utiliser des soutiens communautaires formels, par exemple d'avoir recours à des professionnels des services sociaux ou communautaires, et de s'adresser à des dirigeants religieux ou spirituels.

Carte 12 – Quels secteurs avaient la proportion la plus élevée d'immigrants récents?

- Entre 1991 et 1996, la proportion de nouveaux immigrants était très faible dans tous les quartiers de la province. En fait, le taux moyen d'immigration était inférieur à 1 %, par rapport à la moyenne nationale de 7 %.

Carte 13 – Quels secteurs avaient la proportion la plus élevée de résidents qui ne parlaient ni anglais ni français?

Il y avait très peu de régions de l'Î.-P.-É. dont les résidents étaient incapables de parler l'anglais ou le français.

- La proportion moyenne des résidents de l'Î.-P.-É. qui ne parlaient ni l'une ni l'autre des langues officielles était de moins de 0,5 %, soit bien en dessous de la moyenne nationale de 4 %.

Vue d'ensemble : Créer un indice social

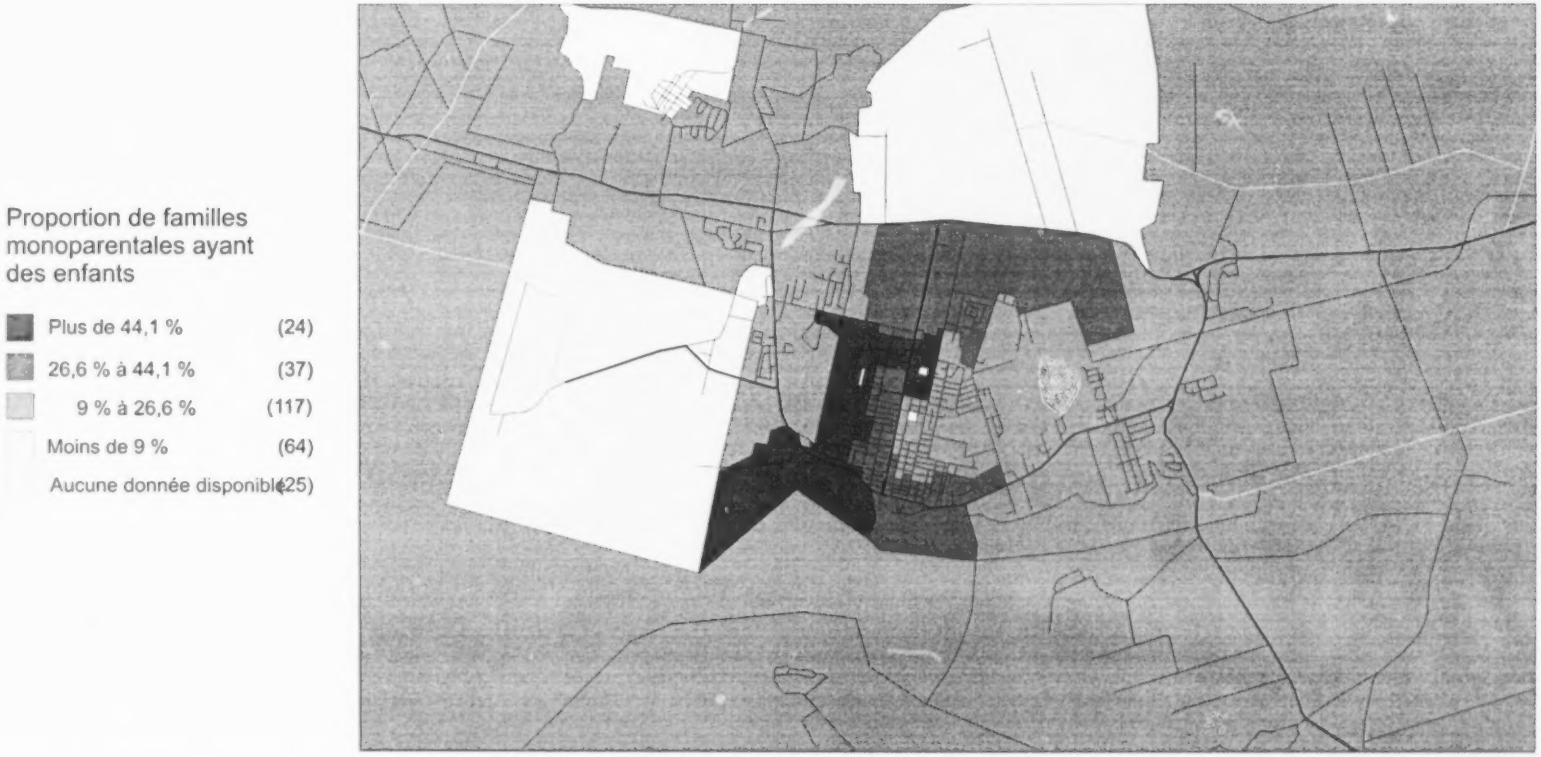
On a élaboré un indice social, à la fois pour brosser un portrait général des quartiers dans la collectivité et pour avoir une idée du nombre de défis qu'ils allaient peut être devoir relever.

Carte 11a : Quels secteurs de l'Î.-P.-É. comptaient la proportion la plus élevée de familles monoparentales ayant des enfants?

Community Research in Child Development
Resultats of the Community Mapping Study on PEI, ECDA of PEI, 2001
Source: 1996 Census

Carte 11b : Quels secteurs de Charlottetown comptaient la proportion la plus élevée de familles monoparentales ayant des enfants?

Carte 11c : Quels secteurs de Summerside comptaient la proportion la plus élevée de familles monoparentales ayant des enfants?



Carte 12 : Quels secteurs avaient la proportion la plus élevée d'immigrants récents?

Carte 13 : Quels secteurs avaient la proportion la plus élevée de résidents qui ne parlaient ni anglais ni français?

Community Research in Child Development
Resultats of the Community Mapping Study on PEI, ECDA of PEI, 2001
Source: 1996 Census

Neuf variables ont été choisies en fonction de leur utilité pour décrire le contexte socioéconomique des collectivités, notamment des mesures dans les domaines de la scolarité, de l'emploi, du niveau de revenu et du multiculturalisme. Chaque variable a ensuite été comparée à la moyenne nationale, qui représentait un seuil pour l'évaluation des quartiers. Il sera important de pouvoir se référer à une moyenne nationale comme norme de comparaison pour examiner les variations dans différentes régions du pays, à mesure que l'initiative CPE prendra de l'expansion. On pourra ainsi faire des comparaisons à l'intérieur d'une collectivité ou entre diverses collectivités et, en même temps, comparer telle ou telle collectivité au pays dans son ensemble. Quatre catégories ont été établies :

- risques faibles (un ou deux défis);
- risques relativement faibles (trois ou quatre défis);
- risques relativement élevés (cinq ou six défis);
- risques élevés (sept défis ou plus).

(On trouvera à l'annexe C plus de détails sur la façon dont l'indice social a été établi.)

Pour obtenir une mesure globale des risques socioéconomiques dans les collectivités, nous avons élaboré un indice social qui brosse un portrait général des quartiers au sein de la collectivité, tout en indiquant le nombre de défis auxquels ils peuvent faire face. L'indice social peut notamment servir d'outil pour aider la collectivité à mieux répartir ses ressources afin de répondre aux besoins des enfants et des familles, car il permet d'analyser la concentration des besoins et des demandes multiples en matière de services communautaires.

Voici la liste des neuf variables qui composaient l'indice social :

1. Taux de chômage;
2. Taux de pauvreté des particuliers;
3. Proportion des personnes de 15 ans et plus qui n'ont pas de diplôme d'études secondaires;
4. Proportion des familles ayant des enfants qui sont des familles monoparentales;
5. Proportion de la population qui ne parle ni l'anglais, ni le français;
6. Proportion de la population qui a immigré au Canada depuis 1991;
7. Mobilité depuis un an;
8. Résidents qui sont propriétaires de leur maison;
9. Proportion du revenu total des habitants des divers SD qui provient des transferts gouvernementaux (c'est à dire Régime de pensions du Canada, prestation fiscale canadienne pour enfants, versements provinciaux d'aide sociale).

Carte 14 – Qu'est-ce que l'indice social indiquait au sujet des risques socioéconomiques des quartiers de l'Î.-P.-É.?

- Dans la province, 3 755 enfants de six ans ou moins (32 390) vivaient dans les quartiers présentant le moins de risques (deux facteurs de risque ou moins).
- 8 595 enfants (74 %) vivaient dans des quartiers présentant peu de risques (quatre défis ou moins).
- Plus du quart des enfants de 6 ans ou moins, soit 3 090, vivaient dans des SD

Carte 14a : Qu'est-ce que l'indice social indiquait au sujet des risques socioéconomiques des quartiers de l'Î.-P.-É.?

Community Research in Child Development
Resultats of the Community Mapping Study on PEI, ECDA of PEI, 2001
Source: 1996 Census

Carte 14b : Qu'est-ce que l'indice social indiquait au sujet des risques socioéconomiques des quartiers de Charlottetown?

Carte 14c : Qu'est-ce que l'indice social indiquait au sujet des risques socioéconomiques des quartiers de Summerside?

dont on jugeait qu'ils présentaient des risques plus élevés. Ils se retrouvaient dans les secteurs plus urbains de Charlottetown et de Summerside, même si quelques uns se situaient dans les régions rurales de la province.

- Une cote de 7 ou plus sur 9 témoigne d'un quartier affichant les risques les plus élevés. Seulement 10 SD ont obtenu une cote de 7 et ils se trouvaient tous à Summerside ou à Charlottetown. Environ 615 enfants de 6 ans ou moins y vivaient. Aucun quartier de l'Î.-P.-É. n'a obtenu une cote de 8 ou de 9.

Comment cette information peut elle être exploitée à l'avantage des enfants?

- L'Île-du-Prince-Édouard a généralement obtenu de bons résultats à cette mesure composite de l'environnement socioéconomique. Cependant, il est important de déterminer les variables au titre desquelles les différents quartiers de la province ont obtenu des cotes systématiquement inférieures à la moyenne nationale. Par example, plus de 75 % des quartiers de la province ont affiché des cotes supérieures à la moyenne nationale pour ce qui est de la proportion de la population qui n'avait pas de diplôme d'études secondaires et de la proportion du revenu des qui provenait de transferts gouvernementaux. Dans beaucoup de ces secteurs, on retrouve également des niveaux élevés de chômage et/ou de pauvreté.
- La plupart des secteurs affichant des risques plus élevés se trouvaient à Charlottetown et à Summerside, où, comme on le verra dans les chapitres suivants, de nombreux services sont situés. Par conséquent, ces secteurs n'ont peut-être pas besoin de plus de services, mais bien de services conçus *expressément* pour aider les enfants et les familles à surmonter leur défavorisation.

Tableau 1 – Nombre d'enfants dans les SD selon le nombre de facteurs de risque

	Potentiel de risque dans les quartiers			
	Faibles risques (0 à 2 défis)	Risques relativements faibles (3 ou 4 défis)	Risques relativements élevés (5 ou 6 défis)	Risques élevés (7 défis ou plus)
Nombre de SD	58	92	36	10
Pourcentage des SD	29,6 %	46,9 %	18,4 %	5,1 %
Nombre d'enfants de 0 à 6 ans	3 775	4 820	2 475	615
Pourcentage d'enfants de 0 à 6 ans	32,3 %	41,2 %	21,2 %	5,3 %

* *données manquantes pour 71 SD*

- Aucun SD de la province n'a affiché de cotes de 8 ou 9, qui représentent les risques les plus élevés, parce qu'aucun n'a obtenu de cotes inférieures à la moyenne nationale pour deux variables, c'est à dire la proportion de la population qui ne parle ni l'une ni l'autre des langues officielles et la proportion de la population qui se compose d'immigrants récents. Même si, d'après ces résultats, les obstacles à la communication devraient être rares pour les résidents de la province, il n'en reste pas moins important de veiller à ce que des services soient offerts aux enfants et aux parents dans leur langue principale, à proximité de leur lieu de résidence. De plus, il conviendrait de s'attaquer à d'autres obstacles possibles à l'accès, par exemple les besoins en matière de transport et la nature saisonnière de l'emploi dans les régions rurales de la province, pour que les enfants et les familles puissent avoir accès aux soutiens et aux services.

IV. L'environnement physique

Dans les recherches relatives aux effets de la collectivité sur le développement des enfants, les caractéristiques physiques des quartiers n'ont pas fait l'objet de beaucoup d'attention, même si la qualité de l'environnement physique d'une collectivité peut influencer la santé et le bien être des familles et des enfants.

La composante de l'observation des quartiers de l'étude de cartographie communautaire avait été conçue pour évaluer les aspects physiques et infrastructurels de la collectivité. Divers facteurs qui peuvent influencer le développement et le comportement des enfants ont été cotés, notamment la qualité des maisons, les conditions d'éclairage des rues et la densité de la circulation, ainsi que la présence et le nombre de parcs et d'espaces verts.

Ce chapitre se concentre sur la qualité de l'environnement physique. On a recueilli de l'information par l'observation directe des quartiers au sujet des éléments suivants :

- la densité de la circulation;
- la présence d'ordures ou de détritus;
- une cote globale de l'environnement physique (on trouvera à l'annexe D une analyse complète des résultats de l'observation des quartiers).

Densité de la circulation

Quel est l'état de la circulation à l'Î.-P.-É.?

Pourquoi poser cette question?

Un bon réseau routier et une circulation fluide sont essentiels pour les déplacements et l'accès. Cependant, des problèmes de conception à ce chapitre peuvent avoir des répercussions sur la vie des jeunes enfants.

Une plus grande exposition à la circulation (d'après le nombre de rues que l'enfant doit traverser pour se rendre à l'école et en revenir) a été positivement corrélée aux taux d'accident avec blessures chez les enfants (Macpherson, Roberts et Pless, 1998). Les blessures, dont un grand nombre peuvent être occasionnées par des accidents de la route, sont l'une des principales causes de décès chez les enfants et les adolescents au pays (Comité consultatif fédéral-provincial-territorial sur la santé de la population, 1999).

De plus, les accidents peuvent être des causes de perturbation pour les enfants et leurs parents, car ils peuvent nécessiter des soins médicaux ou obliger les enfants à s'absenter de l'école. Il a été signalé que les accidents de la route avec blessures sont plus nombreux chez les garçons que chez les filles (Macpherson, Roberts et Pless, 1998).

Les enfants qui doivent traverser beaucoup de grandes rues ou de routes sont exposés à des risques plus grands. Il a été signalé que les enfants plus jeunes affichent des taux plus élevés de blessures, même s'ils sont moins exposés à la circulation que les plus vieux (Floss, Verreault, Arsenault, Frappier et Stulinskas, 1987).

Les taux d'accident avec blessures sont plus élevés chez les enfants vivant dans des secteurs dont le statut socioéconomique est plus faible.

Il y a également une relation entre le statut socioéconomique et les taux d'accident avec blessures, et plus le niveau de scolarité de la mère est élevé (12 ans ou plus), moins les enfants sont exposés à la circulation et moins élevés sont les taux d'accident avec blessures chez les enfants (Floss et coll., 1987). Paradoxalement, les enfants qui vivent dans des maisons unifamiliales dans des banlieues à faible densité doivent parfois traverser un plus grand nombre de rues, bien que la circulation puisse y être moins dense.

Carte 15 – Où vivaient les enfants par rapport aux axes de circulation à l'Île-du-Prince-Édouard?

On a évalué la densité de la circulation dans les divers quartiers en déterminant le nombre de véhicules à la minute.

- Dans la plupart des secteurs de l'Î.-P.-É., la circulation était légère. Dans près des trois quarts des quartiers, les cotes « légère » ou « très légère » ont été attribuées à la densité de la circulation.
- Aucun secteur de l'Î.-P.-É. n'affichait une circulation très intense.
- Plus de 28 % des quartiers affichaient une circulation modérée, c'est à dire entre 7 et 9 véhicules à la minute. Tous se retrouvaient dans les centres urbains de Charlottetown et de Summerside.
- 78,4 % des rues étaient des routes standard à deux voies. Les autres comptaient quatre voies ou plus (18,6 %) ou une seule voie (près de 3 %).
- Très peu de quartiers (moins de 5 %) comptaient des rues dotées de traverses pour piétons.
- On a observé des feux de circulation dans près du quart des quartiers (23,5 %), même si très peu de ces quartiers comptaient plus d'un feu de circulation.

Mouvements de la circulation et indice social

À l'Î.-P.-É., les secteurs connaissant une circulation plus intense sont les grandes villes. Un grand nombre de ces secteurs urbains avaient également tendance à afficher un nombre plus élevé de facteurs de risque selon l'indice social.

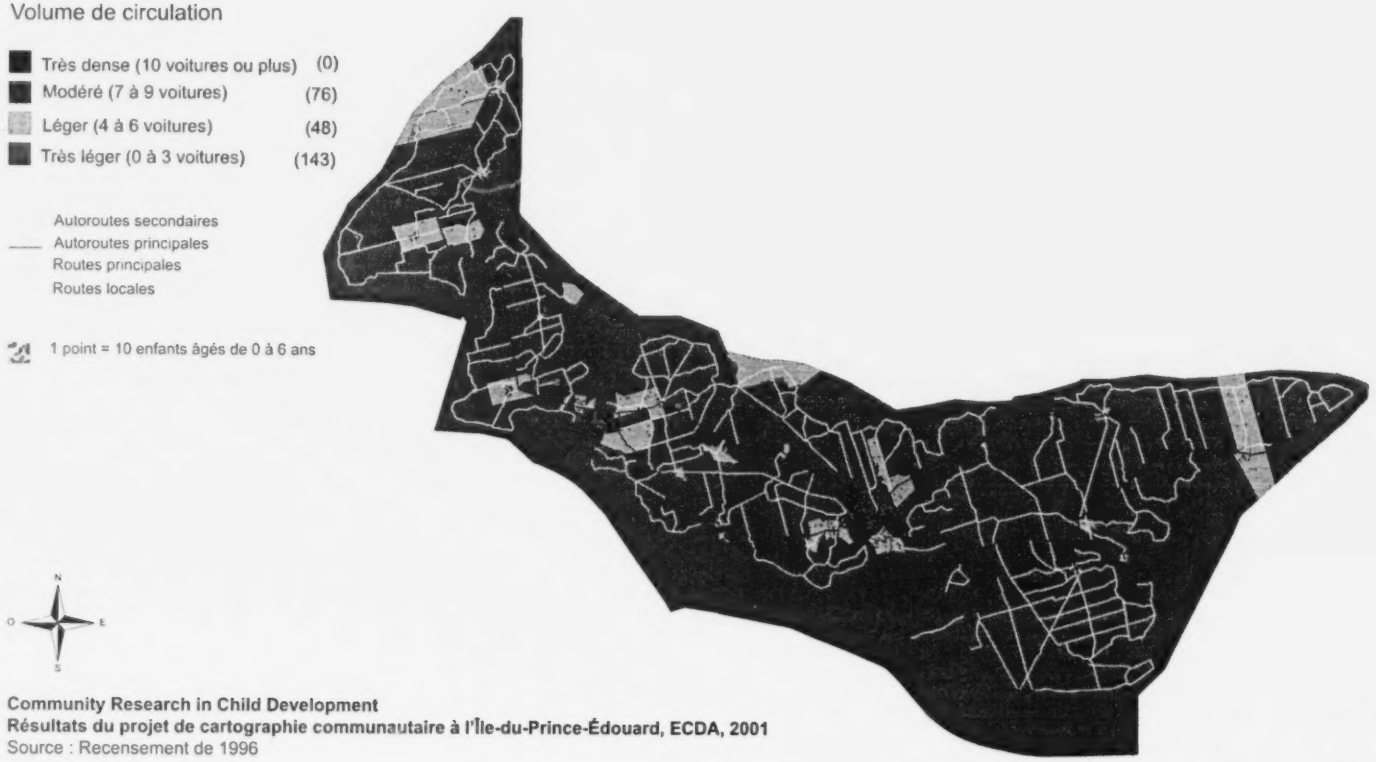
L'observation des tendances de la circulation s'est faite au printemps, saison dont on pense qu'elle est représentative de la circulation typique dans la province. Cependant, les mouvements de circulation à l'Î.-P.-É. varient tout au long de l'année. Sur les grandes routes de la province, particulièrement à Charlottetown, à Summerside et le long de l'autoroute 1 et de l'autoroute 2, il y a plus de circulation pendant les mois d'été.

Types de quartiers

Carte 16 – Dans quels types de quartiers vivent les enfants à l'Î.-P.-É.?

- Plus de la moitié des SD étaient des quartiers ruraux. On comptait 48 SD (18 %) qui étaient de petites villes et environ 30 % (76) qui étaient des quartiers des grandes villes de Charlottetown et de Summerside.
- Près de la moitié de tous les enfants de 6 ans ou moins de la province (47 %, soit 5 495 jeunes enfants) vivaient dans les collectivités rurales; 31 % (3 590) vivaient dans les villes de Charlottetown et de Summerside; environ 22 % (2 610) vivaient dans de petites villes ou des villages.

Carte 15a : Où vivaient les enfants par rapport aux axes de circulation à l'Île-du-Prince-Édouard?



Community Research in Child Development
Résultats du projet de cartographie communautaire à l'Île-du-Prince-Édouard, ECDA, 2001
Source : Recensement de 1996

Carte 15b : Où vivaient les enfants par rapport aux axes de dirculation à Charlottetown?

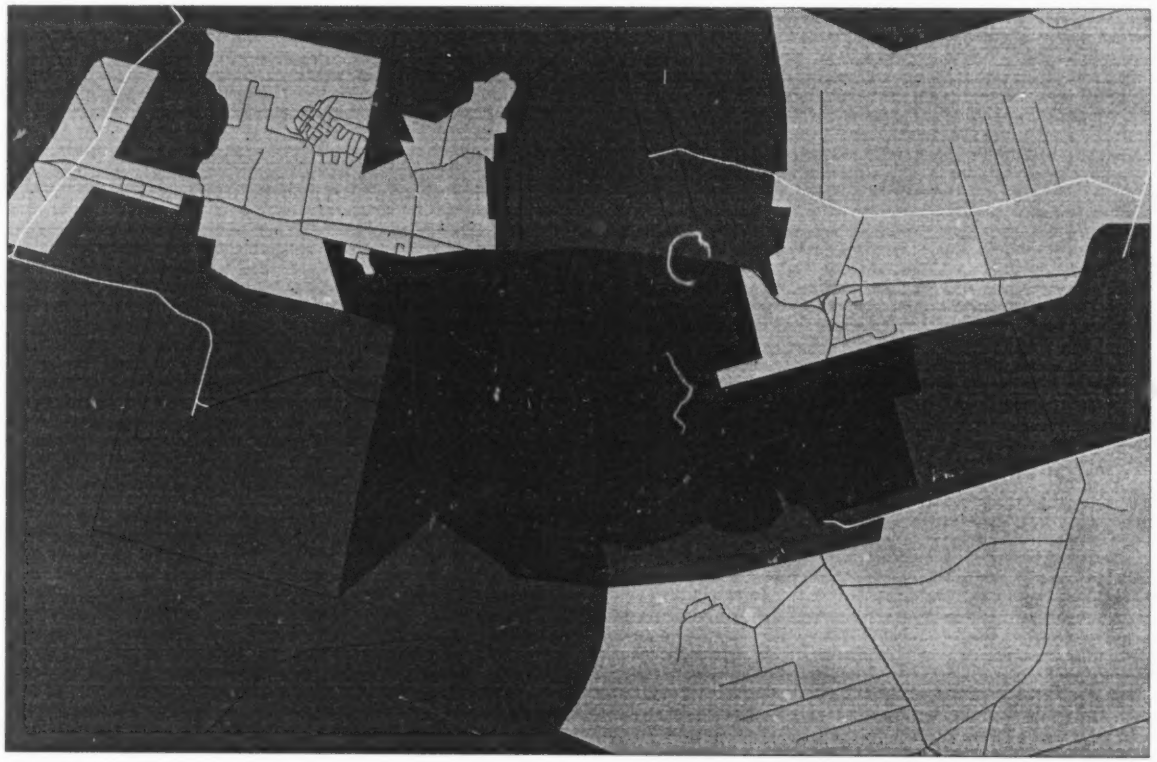
Volume de circulation

Très dense (10 voitures ou plus)	(0)
Modéré (7 à 9 voitures)	(76)
Léger (4 à 6 voitures)	(48)
Très léger (0 à 3 voitures)	(143)

Carte 15c : Où vivaient les enfants par rapport aux axes de dirculation à Summerside?

Volume de circulation

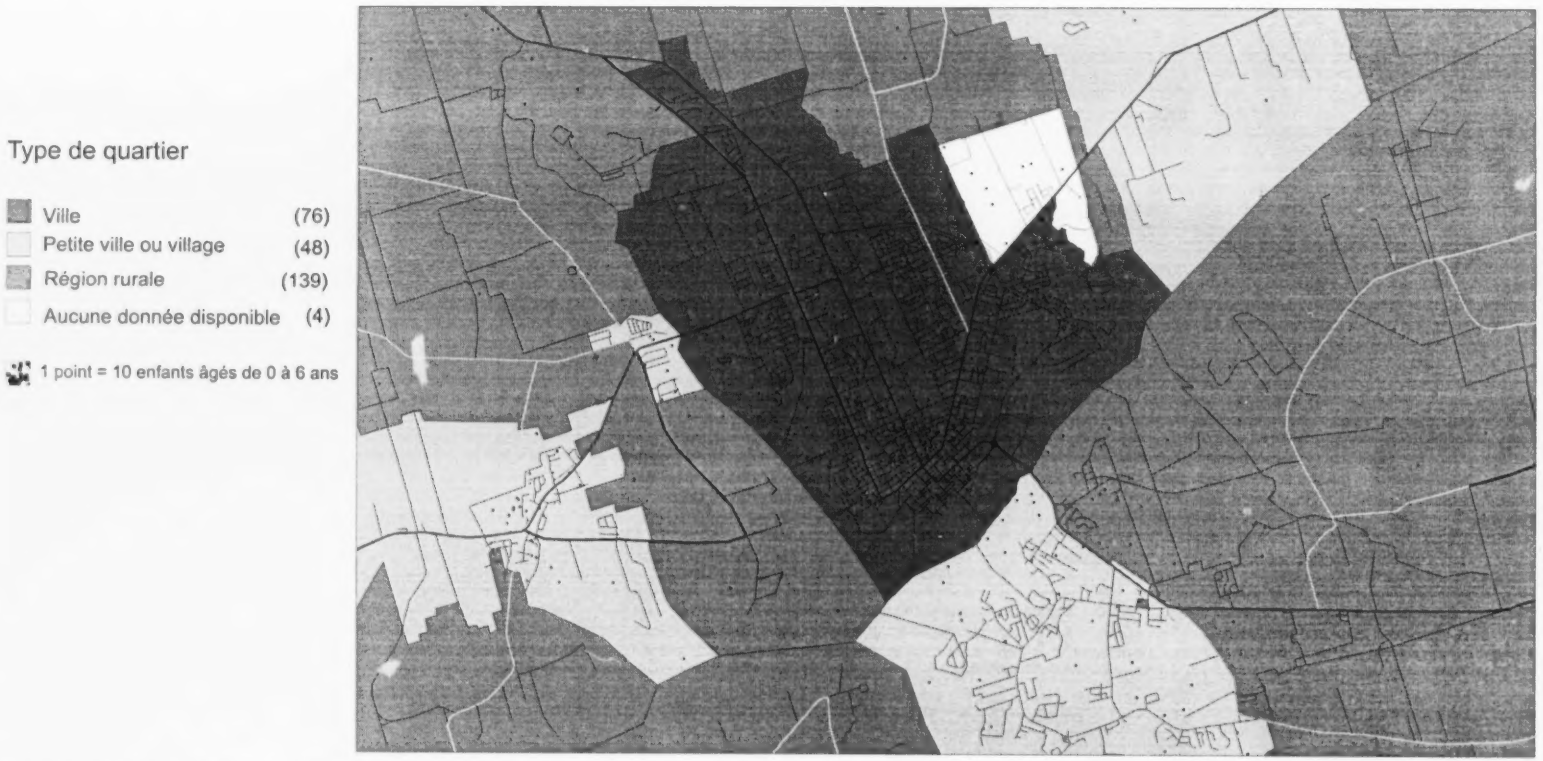
- Très dense (10 voitures ou plus) (0)
- Modéré (7 à 9 voitures) (76)
- Léger (4 à 6 voitures) (48)
- Très léger (0 à 3 voitures) (143)



Carte 16a : Dans quels types de quartiers vivent les enfants à l'Î.-P.-É.?

Community Research in Child Development
Résultats du projet de cartographie communautaire à l'Île-du-Prince-Édouard, ECDA, 2001
Source : Recensement de 1996

Carte 16b : Dans quels types de quartiers vivent les enfants à Charlottetown?



Carte 16c : Dans quels types de quartiers vivent les enfants à Summerside

Détritus

La carte 17 illustre la présence d'ordures, de détritus ou d'éclats de verre dans les rues, sur les trottoirs ou dans les cours de chaque quartier.

Carte 17 – Quels secteurs de l'Î.-P.-É. avaient le plus de déchets sauvages?

- On a trouvé des ordures et des détritus dans une faible proportion des quartiers seulement. Aucun ne s'est vu attribuer la cote la plus élevée à cette échelle, c'est à dire « beaucoup de détritus ».
- Dans plus de la moitié des SD (54 %), on n'a retrouvé aucun signe de détritus, d'ordures ou d'éclats de verre.
- C'est dans les villes de Charlottetown et de Summerside qu'on a observé le plus de détritus. C'est également dans ces secteurs qu'il y avait la plus forte concentration d'enfants de six ans ou moins.

Un peu plus de 12 % des quartiers avaient « beaucoup d'ordures » ou « des ordures presque partout ». Dans certains secteurs densément peuplés, surtout dans l'ouest et dans le sud est, on retrouvait des proportions plus élevées de quartiers où des détritus ont été observés.

Vue d'ensemble : Créer une échelle de l'environnement physique

Le milieu physique dans lequel vivent les enfants, et notamment des facteurs comme le surpeuplement et des maisons de piètre qualité, peut avoir des répercussions importantes sur leur santé et leur bien être. Ainsi, les enfants vivant dans des milieux plus pauvres sont plus susceptibles d'habiter dans des maisons qui sont en train de se détériorer ou qui ont besoin d'importantes réparations (Ross, Scott et Kelly, 1999).

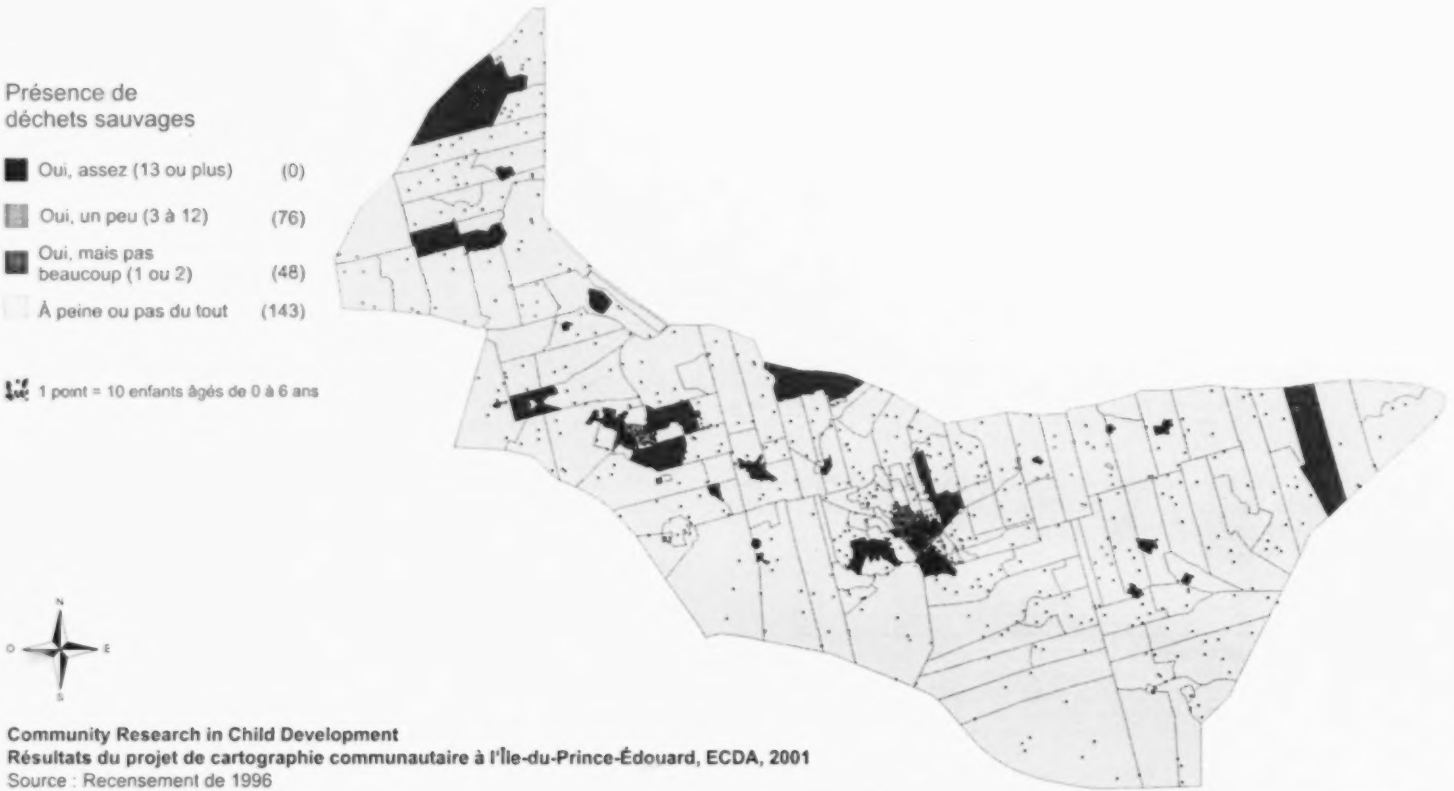
L'évaluation du milieu physique et des caractéristiques du voisinage est un aspect de la recherche communautaire qui est souvent négligé, ce qui s'explique en partie par les difficultés opérationnelles que pose la collecte de cette information. Par conséquent, une mesure consolidée des caractéristiques physiques des quartiers, l'échelle de l'environnement physique, a été élaborée. Reposant sur des facteurs dont on pense qu'ils influencent les résultats développementaux des enfants, cette mesure peut représenter une information utile pour les collectivités. L'échelle de l'environnement physique global de l'Î.-P.-É. rend compte des éléments suivants :

- ❖ état des immeubles;
- ❖ pourcentage des habitations ayant besoin de réparations;
- ❖ densité de la circulation dans les rues ou sur les routes;
- ❖ présence d'ordures, de détritus ou d'éclats de verre;
- ❖ niveaux du bruit;
- ❖ nombre de feux de circulation observés;
- ❖ nombre de voies dans les rues.

Carte 18 – Quelles étaient les conditions matérielles générales des quartiers de l'île?

- La grande majorité des quartiers ont obtenu des notes relativement bonnes à l'échelle de la qualité de l'environnement physique. En fait, plus des trois quarts des quartiers de l'île se sont vu attribuer une cote de 11 ou moins à une échelle allant de 6 à 24 (les cotes moins élevées

Carte 17a : Quels secteurs de l'Î.-P.-É. avaient le plus de déchets sauvages?



Community Research in Child Development
Résultats du projet de cartographie communautaire à l'Île-du-Prince-Édouard, ECDA, 2001
Source : Recensement de 1996

Carte 17b : Quels secteurs de Charlottetown avaient le plus de déchets sauvages?

Carte 17c : Quels secteurs de Summerside avaient le plus de déchets sauvages?

Présence de déchets sauvages

- Oui, assez (13 ou plus) (0)
- Oui, un peu (3 à 12) (76)
- Oui, mais pas beaucoup (1 ou 2) (48)
- À peine ou pas du tout (143)

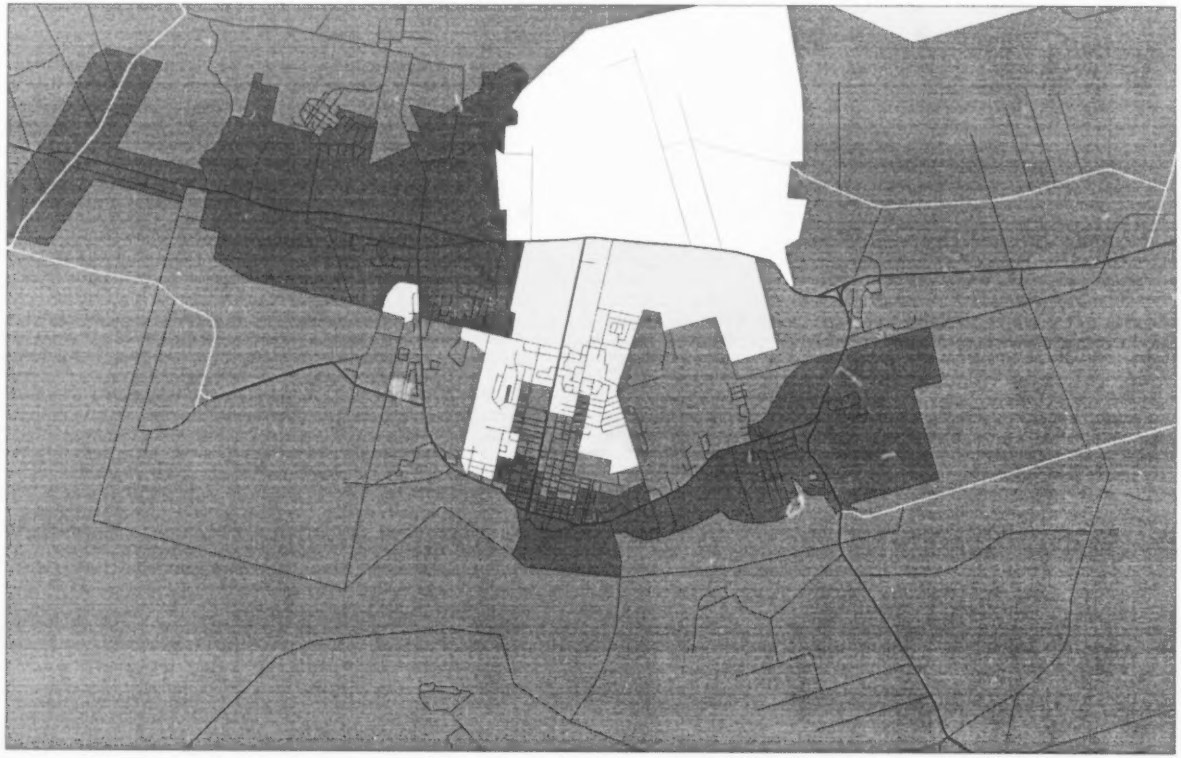
1 point = 10 enfants âgés de 0 à 6 ans

Carte 18a : Quelles étaient les conditions matérielles générales des quartiers de l'île?

Community Research in Child Development
Résultats du projet de cartographie communautaire à l'Île-du-Prince-Édouard, ECDA, 2001
Source : Recensement de 1996

Carte 18b : Quelles étaient les conditions matérielles générales des quartiers de Charlottetown?

Carte 18c : Quelles étaient les conditions matérielles générales des quartiers de Summerside?



signalent des caractéristiques plus positives).

- Un peu plus de 10 % des quartiers, toutefois, ont reçu des cotes signalant les conditions les moins favorables (secteurs ombrés en bleu foncé). Un grand nombre de ces secteurs comptaient également des proportions élevées d'enfants et affichaient un grand nombre de facteurs de risque socioéconomiques. Aucun secteur de l'île n'a obtenu une cote supérieure à 20.
- Dans les régions rurales de l'île de même que dans les deux grandes villes, certains secteurs ont obtenu de très bons scores (secteurs ombrés en jaune). En particulier, dans l'extrémité ouest de l'île, très peu de secteurs ont obtenu une mauvaise cote; la plupart ont obtenu moins de 11.
- Même si certains quartiers des grandes villes ont obtenu des scores plus faibles à l'échelle, ils se retrouvaient dans des régions ayant obtenu de meilleures cotes. C'était particulièrement vrai à Summerside, où une grande partie de la ville a obtenu de très bons résultats.

Comment la collectivité peut elle exploiter cette information?

- La plupart des secteurs de l'Î.-P.-É. semblent présenter un bon environnement physique dans lequel élever des enfants. Cependant, la collectivité devrait peut être évaluer certains endroits problèmes, pour trouver des moyens de les améliorer. Par exemple, dans les quartiers où les enfants ont besoin de traverser la rue pour se rendre à l'école, à un programme préscolaire ou dans une aire de jeu, on pourrait ajouter davantage de traverses pour piétons ou de feux de circulation.
- Des fenêtres brisées, un équipement de jeu en mauvais état et des détritus peuvent être associés à des comportements antisociaux comme les graffitis et le vandalisme. Par conséquent, des programmes communautaires comme les programmes de ramassage des détritus, d'installations de boîtes à fleurs et d'amélioration de l'éclairage présentent des possibilités d'amélioration de l'environnement physique de l'Î.-P.-É. De plus, les programmes d'amélioration des quartiers ont l'avantage de renforcer les réseaux favorisant la participation des associations et des collectivités, et les enfants eux mêmes peuvent y prendre part.

V. Ressources des quartiers

Le présent chapitre examine la distribution des ressources dans les quartiers de l'Île-du-Prince-Édouard et les constatations qu'on peut en tirer.

Les théories reposant sur les ressources communautaires considèrent la collectivité elle même comme une ressource pour le développement humain. Les ressources offertes dans un quartier représentent un soutien pour les familles et les résidents, en s'ajoutant aux efforts qu'ils font pour bien élever leurs enfants et assurer leur développement optimal. En examinant les liens entre la qualité et la quantité des services à la disposition des enfants (par exemple, les services de santé et services sociaux, les parcs, les loisirs ainsi que les services policiers) et les résultats développementaux des enfants (par exemple, leur développement affectif et cognitif), les collectivités peuvent évaluer l'efficacité de ces ressources et déterminer la meilleure façon de les répartir.

Les théories de ce genre tiennent pour acquis que des programmes et des services — appropriés — plus nombreux se traduiront par un enrichissement des expériences, davantage d'occasions de développement, l'accès à des réseaux sociaux d'appui, et moins de risques que des problèmes apparaissent. La rareté des ressources, par ailleurs, peut se traduire par une réduction des possibilités d'enrichissement, des lacunes au chapitre des environnements de soutien, et des besoins plus nombreux en matière de mesures de prévention et de correction. La mise en œuvre des services peut être coûteuse et demander beaucoup de main-d'œuvre, de sorte qu'il est essentiel de veiller à ce qu'ils soient efficaces et qu'ils offrent globalement la meilleure combinaison de services et une couverture adéquate (on trouvera dans Jencks et Mayer, 1990, un examen des théories relatives à l'influence du voisinage).

Comment les services étaient ils répartis dans l'Île-du-Prince-Édouard?

Pourquoi poser cette question?

Une collectivité peut desservir ses résidents en offrant un éventail de programmes et de services qui répondent aux besoins des enfants. Ces programmes peuvent avoir divers objectifs. Ainsi, il peut s'agir :

- de loisirs (par exemple, des équipes sportives communautaires);
- de programmes éducatifs (par exemple, des garderies éducatives);
- d'interventions en cas de problèmes (par exemple, des services de counselling familial).

Ces programmes peuvent donner aux participants l'occasion d'améliorer la qualité de leur vie en leur offrant des expériences d'apprentissage ou de loisir, tout en renforçant l'accès à des réseaux sociaux de soutien.

Des programmes ont été examinés dans cinq catégories qui revêtent de l'importance du point de vue des résultats développementaux des enfants :

1. éducation;
2. ressources sociétales;
3. services de santé;
4. sports et loisirs;
5. divertissement et culture.

Un chercheur communautaire de l'Î.-P.-É. a d'abord dressé la liste des programmes[2], puis est entré en communication avec le plus grand nombre possible d'organismes offrant des programmes partout dans la province pour recueillir de l'information au sujet des genres de services offerts; des clientèles cibles; des obstacles à la participation; et des secteurs problèmes. (On trouvera dans l'annexe E une description détaillée de la façon dont a été conçue l'enquête sur les programmes communautaires et ses résultats).

Les cartes présentées dans ce chapitre s'inspirent du répertoire des programmes et des services qui a été dressé. Les ressources ont été cartographiées selon la façon dont elles avaient été classées par le chercheur communautaire. Il est souvent arrivé que des mappes soient créées expressément pour Charlottetown et Summerside, parce que ces deux grands centres urbains comprennent de plus fortes concentrations de la population, de sorte que les SD couvrent des territoires beaucoup plus restreints. De plus, même si toutes les ressources apparaissent dans la collectivité où elles sont offertes, seules les ressources de Charlottetown et de Summerside sont indiquées à leur adresse véritable ou à proximité. Si l'adresse exacte d'un service dans l'une ou l'autre de ces villes n'était pas connue, le service était placé au hasard sur la carte.

Ressources éducationnelles

Trois genres de ressources éducationnelles peuvent éventuellement appuyer le développement des enfants :

- les ressources qui ciblent expressément les enfants (par exemple, les programmes d'éducation de la petite enfance [PÉPE] et les maternelles);
- les ressources destinées aux parents ou aux familles (par exemple, les programmes sur les pratiques parentales, les programmes prénatals et les programmes de soutien familial);
- les ressources communautaires à la disposition de tous (par exemple, les bibliothèques et les centres communautaires).

Carte 19 – Où sont situés les organismes qui offrent des services aux enfants de 0 à 6 ans à l'Î.-P.-É.?

- À l'Île-du-Prince-Édouard, il y avait environ 159 organismes qui offraient plus de 279 programmes aux enfants d'âge préscolaire. Il s'agissait notamment de centres de la petite enfance, de centres de ressources familiales de même que d'organismes communautaires qui dispensaient des programmes d'art et de loisirs ainsi que d'organisations provinciales qui dispensaient des programmes de santé et des programmes de bibliothèque.
- Plus de 50 % de ces organismes étaient situés dans la région de Charlottetown.

Programmes d'éducation de la petite enfance (PÉPE)

Pour certains enfants, la participation à un PÉPE peut constituer une première occasion d'être exposés à un milieu d'apprentissage structuré. Les PÉPE regroupent une multitude de programmes qui sont généralement offerts aux enfants et à leur famille entre la petite enfance et l'entrée à l'école. À l'Île-du-Prince-

[2] Cette liste représente une première étape franchie par la collectivité pour en apprendre davantage sur les ressources qui y sont offertes. Pour assurer l'intégralité de la base des données, il faut la mettre à jour régulièrement.

Carte 19a : Où sont situés les organismes qui offrent des services aux enfants de 0 à 6 ans à l'Î.-P.-É.?

Community Research in Child Development
Résultats du projet de cartographie communautaire à l'Île-du-Prince-Édouard, ECDA, 2001
Source : Recensement de 1996

Carte 19b : Où sont situés les organismes qui offrent des services aux enfants de 0 à 6 ans à Charlottetown?

Carte 19c : Où sont situés les organismes qui offrent des services aux enfants de 0 à 6 ans à Summerside?

Nombre d'enfants âgés de 0 à 6 ans par SD

■	110 à 190	(17)
■	60 à 109	(66)
■	10 à 59	(114)
■	0 à 9	(70)

☆ Organismes qui offrent des programmes aux enfants âgés de 0 à 6 ans (N=159)

Édouard, les programmes d'éducation de la petite enfance peuvent comprendre :

- des centres de la petite enfance destinés à plusieurs groupes d'âge qui peuvent offrir des services de garde à l'enfance, des programmes préscolaires, des garderies éducatives et/ou des programmes de maternelle;
- des haltes garderies;
- des programmes préscolaires/des garderies éducatives;
- des maternelles.

La capacité d'apprendre d'un enfant au moment où il commence l'école est un indicateur important de sa réussite scolaire et sociale future, qui, à son tour, peut influencer ses perspectives d'emploi et de sécurité financière à long terme. Les programmes éducatifs destinés aux jeunes enfants qui renforcent leur développement physique, social, affectif et cognitif contribuent à établir la base de l'apprentissage ultérieur. (Doherty, 1997.)

Un régime complet pour la petite enfance à l'Î.-P.-É.

Les enfants qui participent à des programmes préscolaires d'apprentissage peuvent faire des gains sur le plan des réalisations et, dans certains cas, sur le plan de l'estime de soi, de la motivation et de la socialisation (Westchester Institute For Human Services, 2000). Les programmes de maternelle peuvent également accroître la capacité d'apprendre de l'enfant, ce qui favorisera son développement intellectuel et personnel à long terme. Cependant, pour que ces programmes aident efficacement les enfants à exploiter leur plein potentiel, ils doivent être appropriés sur le plan développemental et tenir compte des expériences, des antécédents et des besoins des enfants (Doherty, 1997).

Notre province s'est donné pour mission d'offrir un continuum intégré de services et de programmes à l'appui du développement de la petite enfance qui aidera également les parents à mettre en balance responsabilités professionnelles et responsabilités familiales. Il existe à l'Î.-P.-É. un système communautaire de programmes de garde et d'éducation de la petite enfance qui comprend des programmes accrédités offrant des services de garde à l'enfance à longueur de journée, des programmes de maternelle et de garderie éducative à la demi journée, des garderies en milieu familial et des programmes destinés aux enfants d'âge scolaire. De plus, la province compte divers centres de ressources familiales offrant des programmes pour les enfants sur place et dans les collectivités avoisinantes, par exemple des groupes de jeu « maman [ou papa] et moi ».

Maternelle

En septembre 2000, la province de l'Île-du-Prince-Édouard a mis sur pied un nouveau système de maternelles communautaires financées par l'État. Les programmes de maternelle à l'Î.-P.-É. sont uniques en leur genre, en ce sens qu'il s'agit de programmes communautaires, que le ratio des membres du personnel par rapport aux enfants est peu élevé (1:12) et que les programmes sont dispensés par des éducateurs de la petite enfance.

Ce nouveau système favorise l'intégration des programmes de garde à l'enfance et de maternelle, de sorte que les enfants peuvent participer à des programmes développementaux sans avoir à se déplacer

d'un lieu à l'autre pendant la journée. En d'autres termes, les maternelles sont conçues et exploitées en fonction des besoins des enfants et de la collectivité. La maternelle peut représenter l'un des nombreux programmes d'un centre plus vaste de la petite enfance destiné à plusieurs groupes d'âge, ou il peut s'agir d'un programme élaboré expressément pour répondre aux besoins de la collectivité et qui s'adresse à un groupe d'âge en particulier.

C'est le ministère provincial de l'Éducation qui assume la principale responsabilité du nouveau programme des maternelles. Il s'occupe des frais payés par les parents, de l'élaboration des curriculums ainsi que de leur soutien, de même que des communications au sein du gouvernement et avec la collectivité.

Le ministère de la Santé et des Services sociaux participe également au programme des maternelles. Il a la responsabilité de l'octroi des permis, de l'agrément du personnel et des mesures de soutien pour les enfants ayant des besoins spéciaux.

Carte 20 – Où étaient offerts les programmes de maternelle à l'Î.-P.-É.?

- Il y avait environ 91 programmes de maternelle à l'Î.-P.-É., et ils se retrouvaient surtout dans les environs des collectivités les plus densément peuplées.
- Quelque 35 programmes de maternelle étaient offerts dans des centres de la petite enfance destinés à plusieurs groupes d'âge.

Carte 21 – Où étaient offerts les programmes préscolaires à l'Î.-P.-É.?

- Il y avait 33 programmes préscolaires et programmes de garderies éducatives à l'Î.-P.-É.
- La majorité se situait dans le comté de Queens, au cœur de la province.

Garde à l'enfance

Des changements sociodémographiques se sont traduits par une demande croissante de garde non parentale, de sorte que les services de garde à l'enfance représentent une ressource précieuse pour de nombreuses familles. Des services de garde à l'enfance de qualité peuvent jouer un rôle important dans le développement de l'enfant en lui offrant diverses expériences en matière d'éducation, d'apprentissage et de socialisation.

Carte 22 – Quels secteurs de l'Î.-P.-É. avaient le meilleur accès aux services de garde?

- Il y avait dans l'Î.-P.-É. 62 centres de la petite enfance destinés à plusieurs groupes d'âge qui offraient des services de garde à l'enfance.
- Plus de la moitié des programmes de garde à l'enfance se situaient dans la région métropolitaine de Charlottetown.

Programmes d'éducation de la petite enfance à l'Î.-P.-É.

Par l'entremise du Child Care Facilities Board (CCFB), le ministère provincial de la Santé et des Services sociaux a la responsabilité de réglementer l'industrie en vertu de la *Child Care Facilities Act (1988)*.

- En 2000, il y avait environ 4 300 places dans des centres agréés de la petite enfance et plus de 400 employés affichant divers niveaux de scolarité et de formation, et qui occupaient des postes à temps plein ou à temps partiel.

Carte 20a : Où étaient offerts les programmes de maternelle à l'Î.-P.-É.?

Community Research in Child Development
Résultats du projet de cartographie communautaire à l'Île-du-Prince-Édouard, ECDA, 2001
Source : Recensement de 1996

Carte 20b : Où étaient offerts les programmes de maternelle à Charlottetown?

Carte 20c : Où étaient offerts les programmes de maternelle à Summerside?

Carte 21 : Où étaient offerts les programmes préscolaires à l'Î.-P.-É.?

Community Research in Child Development
Résultats du projet de cartographie communautaire à l'Île-du-Prince-Édouard, ECDA, 2001
Source : Recensement de 1996

Carte 22a : Quels secteurs de l'Î.P.-É. avaient le meilleur accès aux services de garde?

Community Research in Child Development
Résultats du projet de cartographie communautaire à l'Île-du-Prince-Édouard, ECDA, 2001
Source : Recensement de 1996

Carte 22b : Quels secteurs de Charlottetown avaient le meilleur accès aux services de garde?

Carte 22c : Quels secteurs de Summerside avaient le meilleur accès aux services de garde?

Ressources éducationnelles ciblant les parents et les familles

Parmi les ressources qui viennent appuyer les familles ayant de jeunes enfants à l'Î.-P.-É., on retrouve :

- des programmes prénatals;
- des programmes sur les pratiques parentales;
- des groupes de soutien destinés aux parents;
- des programmes sur les pratiques parentales pour les adolescents;
- des programmes de gestion et de soutien de la famille.

Une relation a été établie entre des pratiques parentales positives et une augmentation des comportements prosociaux chez les enfants ainsi qu'une diminution des risques de problèmes comportementaux (Chao et Willms, 1998). Des auteurs qui ont examiné cette question sont également d'avis que des cours sur les pratiques parentales et la dynamique de la vie à l'intention des adultes peuvent servir de facteur de protection pour diminuer les risques de problème chez les enfants (Harachi, Catalano et Hawkins, 1997).

Comme la majorité des parents à l'Î.-P.-É. et au Canada en général font partie de la population active, il leur faut des soutiens qui les aident à balancer leurs responsabilités professionnelles et leurs responsabilités familiales, pour qu'ils puissent participer pleinement à la vie familiale et que cette participation soit de qualité. À l'occasion de consultations qui se sont tenues à l'échelle de la province en 1999 2000, le comité consultatif pour le sain développement de l'enfance (*Healthy Child Development Advisory Committee*) a relevé les remarques suivantes des parents :

> ...Les parents nous ont dit qu'ils voulaient élever leurs enfants le mieux possible, mais qu'à l'occasion, ils avaient besoin d'aide, c'est à dire information au sujet du développement de l'enfant, information et aide lorsqu'ils ont des difficultés (p. ex., quoi faire quand un enfant fait une crise de colère), soutien en cas de crise au sein de la famille et aide pour assumer toutes leurs responsabilités. De nombreux parents nous ont dit qu'ils avaient besoin d'aide pour trouver un bon service de garde à l'enfance et d'une aide financière pour y inscrire leurs enfants, de façon à pouvoir continuer de travailler en sachant que leurs enfants sont heureux et en sécurité (*pour nos enfants*, 2000, p. 114 115 — traduction).

Carte 23 – Où étaient situés les centres de ressources familiales et les programmes de haltes garderies à l'Î.-P.-É.?

Au total, il y avait à l'Î.-P.-É. 143 programmes et services à la disposition des parents et des fournisseurs de soins.

- La province comptait 9 centres de ressources familiales et 25 programmes de haltes garderies.
- Les 9 centres de ressources familiales (dont 7 recevaient du financement de Santé Canada) dispensaient plus de 65 des 143 programmes et services à la disposition des parents et des fournisseurs de soins; ces programmes et services étaient offerts dans les centres mêmes et par l'entremise de services d'extension.
- On retrouvait des centres de ressources familiales dans chacune des cinq régions sanitaires à l'Î.-P.-É., et notamment trois

Carte 23a : Où étaient situés les centres de ressources familiales et les programmes de haltes garderies à l'Î.-P.-É.?

Community Research in Child Development
Résultats du projet de cartographie communautaire à l'Île-du-Prince-Édouard, ECDA, 2001
Source : Recensement de 1996

Carte 23b : Où étaient situés les centres de ressources familiales et les programmes de haltes garderies à Charlottetown?

Carte 23c : Où étaient situés les centres de ressources familiales et les programmes de haltes garderies à Summerside?

dans le comté de Queens. La plupart de ces centres offraient également des services d'extension dans les collectivités plus petites des environs.

- Il y avait un centre de ressources familiales de langue française à Wellington, à l'ouest de Summerside, et un centre de ressources familiales Mi'Kmaq à Charlottetown.
- Même si les centres de ressources familiales de l'Î.-P.-É. veillent à ce que des programmes soient offerts dans chaque région de la province, le transport et la sensibilisation du public à l'existence des programmes continuent de faire obstacle. De plus, la majorité des programmes sont situés dans la région de Charlottetown, ce qui en limite l'accessibilité à l'extérieur de la région de la capitale.

Carte 24 – Quels secteurs de l'Î.-P.-É. avaient le meilleur accès aux programmes d'apprentissage des compétences parentales et aux ressources familiales?

- Il y avait dans l'Î.-P.-É. 17 organismes offrant des programmes prénatals et 50 organismes dispensant des cours et des programmes de compétences parentales.
- De plus, 30 organismes offraient des programmes de gestion et de soutien aux familles, y compris gestion du stress et gestion monétaire, ateliers de relations familiales et programmes de soins de répit.
- Ces programmes sur les pratiques parentales et ressources familiales se retrouvaient généralement dans les collectivités les plus peuplées de la province. Par conséquent, un certain nombre de familles vivant en milieu rural devaient franchir d'assez longues distances pour y avoir accès.

Ressources éducationnelles ciblant la collectivité

Selon diverses recherches, les enfants qui grandissent dans des familles dont les parents sont peu alphabétisés sont plus susceptibles d'afficher des problèmes en lecture de même qu'en mathématiques. Lorsque de faibles niveaux d'alphabétisation sont jumelés à d'autres indicateurs de la défavorisation comme une scolarité parentale et un revenu familial moindres, la relation négative avec les résultats développementaux de l'enfant est encore plus marquée (National Institute of Adult Education: Adult Literacy and Basic Skills Unit, 1993). Certaines études ont également montré que les adultes qui participent à des programmes d'alphabétisation affichent des gains positifs (par exemple, études plus poussées, revenu plus élevé, gains au chapitre de l'emploi et intérêt accru face aux études de leur enfant [Beder, 1999]).

Carte 25 – Quels secteurs de l'Î.-P.-É. avaient le meilleur accès aux bibliothèques et aux joujouthèques?

- Il y avait 41 bibliothèques et 8 joujouthèques/services d'échange à l'Î.-P.-É.
- On retrouvait des bibliothèques dans des collectivités de partout dans la province, y compris dans des secteurs où la proportion des enfants était élevée et dans des secteurs affichant des niveaux de risques élevés ou faibles.
- La plupart des joujouthèques et des programmes d'échange étaient situés dans des centres de ressources familiales. Il y en

Carte 24a : Quels secteurs de l'Î.-P.-É. avaient le meilleur accès aux programmes d'apprentissage des compétences parentales et aux ressources familiales?

Community Research in Child Development
Résultats du projet de cartographie communautaire à l'Île-du-Prince-Édouard, ECDA, 2001
Source : Recensement de 1996

Carte 24b : Quels secteurs de Charlottetown avaient le meilleur accès aux programmes d'apprentissage des compétences parentales et aux ressources familiales?

Carte 24c : Quels secteurs de Summerside avaient le meilleur accès aux programmes d'apprentissage des compétences parentales et aux ressources familiales?

Nombre de familles ayant des enfants

- 200 à 350 (17)
- 100 à 199 (92)
- 1 à 99 (133)
- Aucune famille avec enfants (25)

- ★ Organismes qui fournissent des services de soutien aux familles et de gestion
- ▲ Organismes qui fournissent des programmes prénataux
- Organismes qui fournissent des programmes d'apprentissage des compétences parentales

Carte 25a : Quels secteurs de l'Î.-P.-É. avaient le meilleur accès aux bibliothèques et aux joujouthèques?

Community Research in Child Development
Résultats du projet de cartographie communautaire à l'Île-du-Prince-Édouard, ECDA, 2001
Source : Recensement de 1996

Carte 25b : Quels secteurs de Charlottetown avaient le meilleur accès aux bibliothèques et aux joujouthèques?

Carte 25c : Quels secteurs de Summerside avaient le meilleur accès aux bibliothèques et aux joujouthèques?

avait 3 dans le comté de Prince, 2 dans le comté de Kings et 3 à Charlottetown. Il n'y avait pas de joujouthèque dans le comté de Queens.

Ressources sociétales

Logement social

L'accès à un logement abordable, sûr et de qualité est l'un des besoins les plus fondamentaux des Canadiens. En même temps, de nombreuses familles éprouvent de la difficulté à trouver un logement de ce genre, particulièrement lorsqu'elles doivent consacrer une proportion croissante de leur revenu à l'hébergement. Selon des lignes directrices de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, une famille éprouve des problèmes d'abordabilité en matière de logement lorsqu'elle consacre un tiers ou plus du revenu du ménage à ses frais de logement. En 1996, environ 30 % de toutes les familles canadiennes locataires consacraient le tiers ou plus de leur revenu au logement, et ce fardeau était le plus lourd chez les jeunes familles et les familles monoparentales (Conseil canadien de développement social, 1998). Cette tendance s'est accélérée au cours de la dernière décennie, particulièrement chez les familles monoparentales.

Au Canada, le tiers des familles locataires consacre une trop grande part de leur revenu aux frais de logement; le logement social dans la collectivité est donc un moyen de premier plan pour répondre au besoin fondamental des familles en matière de logement abordable, sûr et de qualité.

Carte 26 – Où étaient situés les logements familiaux et les organismes qui fournissent des programmes de logement à l'Î.-P.-É.?

- Il y avait 9 commissions du logement familial dans les collectivités de partout dans la province et elles disposaient de 453 unités de logement.
- La majorité de ces unités se retrouvaient dans les régions plus densément peuplées de Charlottetown et de Summerside : Charlottetown en comptait 167 et Summerside, 100.
- Même si la majorité des organismes qui dispensent des programmes de logement social se retrouvaient à Charlottetown, il y avait des organismes de logement social dans chaque région de l'Î.-P.-É. Il s'agissait notamment d'organismes qui offrent du soutien ou des centres d'hébergement et des services temporaires.

Les centres communautaires profitent à tous

Certains services communautaires, par exemple les centres communautaires, profitent à tous. Les programmes dispensés dans les centres communautaires donnent aux enfants l'occasion d'acquérir des compétences sociales et d'autres compétences par le biais d'interactions avec leurs camarades, de cours ou de mentorat de la part des adultes. Près des deux tiers de tous les enfants et 80 % des enfants de familles à faible revenu font rarement partie de clubs ou de programmes collectifs comme ceux qui sont offerts dans les centres communautaires (Ross et Roberts, 2000). Il se peut que des obstacles à l'accès, par exemple le coût et les transports, expliquent ces taux de participation plus faibles.

Carte 26 : Où étaient situés les logements familiaux et les organismes qui fournissent des programmes de logements à l'Î.-P.-É.?

Community Research in Child Development
Résultats du projet de cartographie communautaire à l'Île-du-Prince-Édouard, ECDA, 2001
Source : Recensement de 1996

Carte 27 – Quels secteurs de l'Î.-P.-É. ont le meilleur accès aux centres communautaires et récréatifs?

- Il y avait à l'Île-du-Prince-Édouard un réseau de 35 centres communautaires destinés aux 138 900 habitants de la province.
- On retrouvait des centres communautaires partout dans la province, y compris dans les secteurs comptant de fortes proportions de familles ayant des enfants.
- Même si un grand nombre des quartiers de l'Î.-P.-É. où se retrouvait une forte proportion de familles monoparentales avaient accès à des centres communautaires, il y avait des enclaves pour lesquelles ce n'était pas le cas.

Services de santé

Services médicaux

Y a t il un rapport entre la distribution des médecins et les caractéristiques d'une collectivité? Selon une récente étude (Krishnan, 1997), la distribution des médecins et des médecins spécialistes dépendait de certains facteurs sociodémographiques dans les collectivités.

- Les omnipraticiens se retrouvaient le plus généralement dans des régions métropolitaines comptant un pourcentage élevé d'habitants très instruits.
- Les omnipraticiens étaient moins susceptibles de se retrouver dans des secteurs dont la population comptait une forte proportion d'enfants de moins de cinq ans.
- Les médecins spécialistes étaient plus susceptibles de se retrouver dans les grands centres de population comptant une proportion plus élevée d'habitants ayant fait des études universitaires, et dans les régions comptant un pourcentage moindre d'enfants et de logements occupés par leurs propriétaires (Krishnan, 1997).

Carte 28 – Où étaient situées les cliniques médicales à l'Î.-P.-É.?

- Parmi les 36 cliniques médicales à l'Î.-P.-É., 17 se retrouvaient à Charlottetown, où se situaient également la majorité des cliniques médicales du comté de Queens. La plupart des spécialistes étaient également à Charlottetown.
- Les cliniques médicales étaient plus dispersées dans le comté de Prince que dans le comté de Queens, et il y en avait seulement quelques unes dans le comté de Kings.
- Dans de nombreux secteurs ruraux de l'Î.-P.-É., les familles devaient se déplacer pour avoir accès à une clinique médicale.

Services de santé d'urgence — hôpitaux et postes d'ambulances

Le nombre d'hôpitaux ou d'ambulances dans la collectivité influence-t il la santé de ses habitants? Il faudrait faire de nouvelles recherches pour déterminer l'impact de la distribution des services de santé dans la collectivité sur les taux d'utilisation et la santé de la population en général.

Carte 29 – Où étaient situés les services de santé d'urgence à l'Î.-P.-É.?

- Comme c'était le cas pour les cliniques médicales, le plus grand hôpital de la province se situait à Charlottetown, qui est la seule collectivité du comté de Queens à disposer d'un hôpital.

Carte 27 : Quels secteurs de l'Î.-P.-É. ont le meilleur accès au centres communautaires récréatifs?

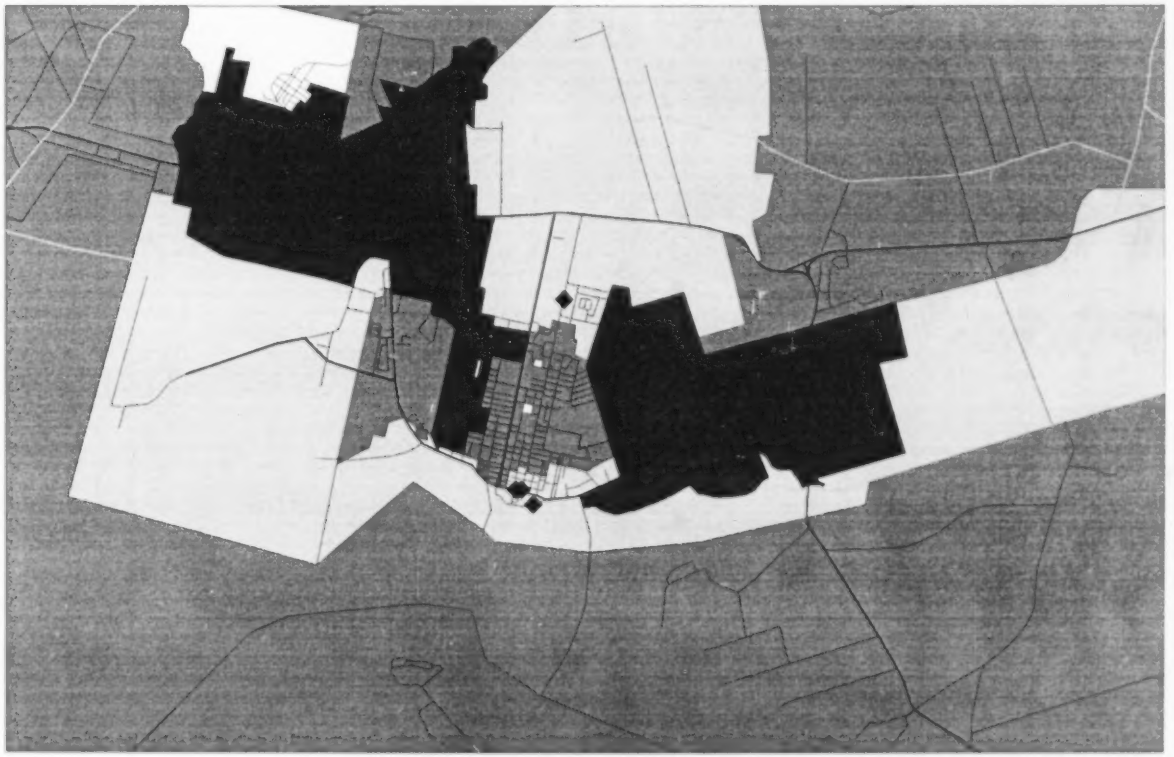
Community Research in Child Development
Résultats du projet de cartographie communautaire à l'Île-du-Prince-Édouard, ECDA, 2001
Source : Recensement de 1996

Carte 28a : Où étaient situés les cliniques médicales à l'Î.-P.-É.?

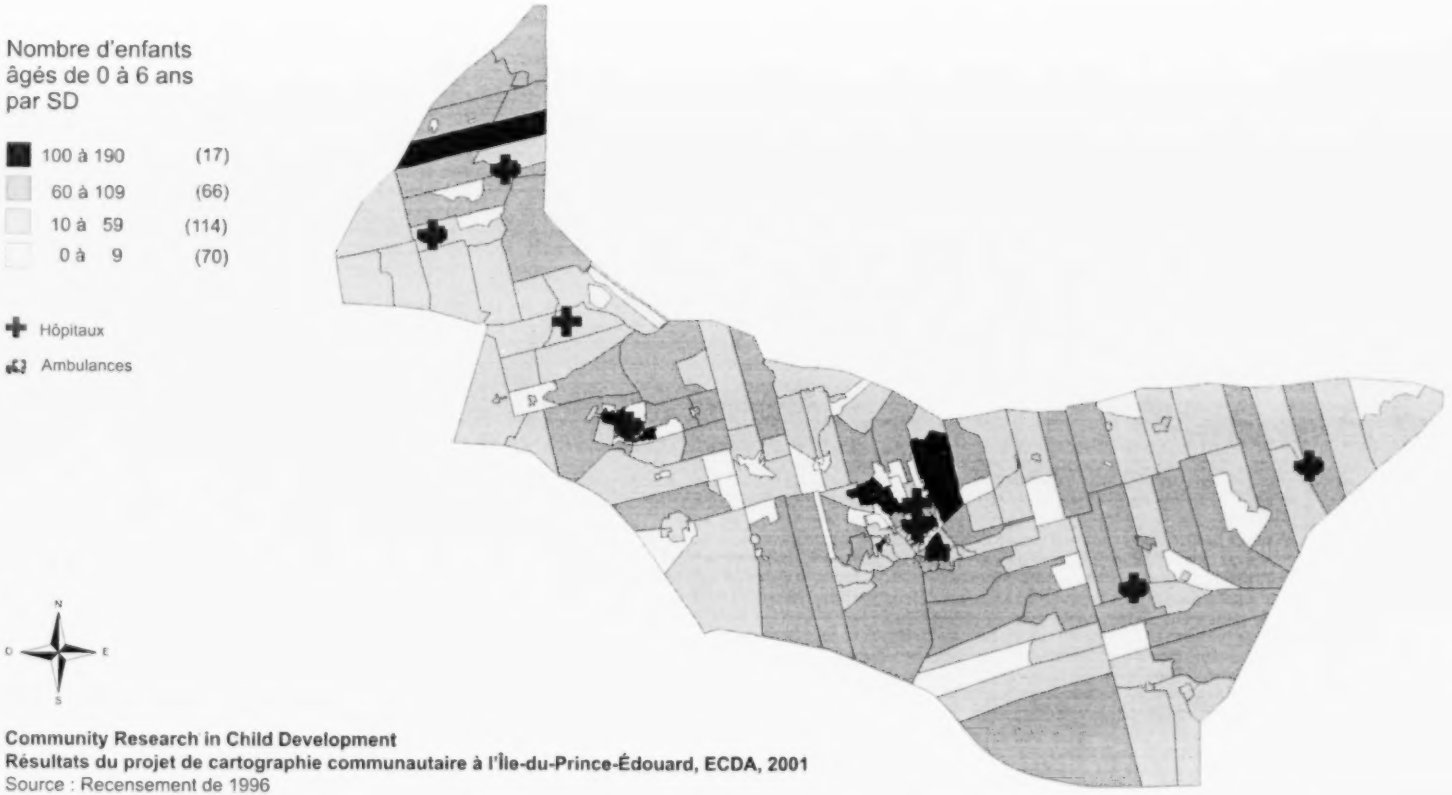
Community Research in Child Development
Résultats du projet de cartographie communautaire à l'Île-du-Prince-Édouard, ECDA, 2001
Source : Recensement de 1996

Carte 28b : Où étaient situés les cliniques médicales à Charlottetown?

Carte 28c : Où étaient situés les cliniques médicales à Summerside?



Carte 29 : O:ù étaient situés les services de santé d'urgence à l'Î.-P.-É.?



Community Research in Child Development
Résultats du projet de cartographie communautaire à l'Île-du-Prince-Édouard, ECDA, 2001
Source : Recensement de 1996

- Il y avait plus d'hôpitaux dans le comté de Prince que dans les autres régions : 4 dans le comté de Prince et 2 dans le comté de Kings.
- Il y avait 7 postes d'ambulances dans la province, soit 3 dans le comté de Prince, 2 dans le comté de Queens et 2 dans le comté de Kings.
- Dans de nombreuses régions rurales de l'Î.-P.-É., il n'y a ni poste d'ambulances, ni hôpital à proximité.
- Les collectivités où on trouve des hôpitaux et des postes d'ambulances semblent entourer de quartiers affichant une multitude de caractéristiques socioéconomiques différentes.

Services préventifs de santé

Une bonne santé — état caractéristique des enfants dont la santé physique, affective et spirituelle est la meilleure possible, qui ont une solide estime de soi, une bonne faculté d'adaptation et beaucoup d'enthousiasme — est l'un des grands objectifs de la stratégie de l'Île-du-Prince-Édouard pour le développement sain des enfants (...*For Our Children*, 2000). Les indicateurs de la santé comprennent un poids suffisant à la naissance, des taux élevés d'allaitement maternel, des enfants qui franchissent toutes les étapes appropriées du développement, qui n'ont pas de blessures et de maladies évitables, dont la nutrition est adéquate et qui affichent une bonne santé mentale (... *For Our children*, 2000). Des programmes de nutrition, des programmes de counselling et des mesures d'éducation publique dans les collectivités sont autant d'éléments qui permettent de veiller à ce que tous les enfants prennent le meilleur départ possible dans la vie. De plus, le fait d'aider les parents à déceler tôt les problèmes éventuels et de leur offrir des programmes d'intervention précoce augmente les chances de l'enfant d'atteindre un développement optimal.

Il y a une corrélation entre un climat social malsain, c'est à dire où il y a beaucoup d'iniquités socioéconomiques, d'isolement social et où la cohésion sociale fait défaut, et des résultats développementaux négatifs sur le plan de la santé, particulièrement chez les jeunes enfants. Dans de telles circonstances, les familles éprouvent également de la difficulté à créer un milieu positif pour les enfants.

Programmes de nutrition, de counselling et de promotion de la santé

Les années préscolaires représentent un stade important du développement des enfants. Par conséquent, les enjeux de la sécurité alimentaire, d'une nutrition adéquate et de la faim revêtent une grande importance pour les enfants d'âge préscolaire (Hay, 2000). Des recherches antérieures ont montré que les programmes de nutrition permettent d'améliorer les résultats développementaux des enfants (Steinhauer, 1998).

Des services préventifs ou correctifs de counselling et d'hygiène mentale peuvent se révéler profitables pour tous les membres de la collectivité. Ainsi, une récente étude menée aux États Unis a permis d'observer une relation entre la présence de services communautaires de ce genre et la diminution des taux d'hospitalisation des enfants présentant des perturbations affectives (McNulty, Evans et Grosser, 1996).

Carte 30 – Où étaient situées les ressources de santé préventives à l'Î.-P.-É.?

- On retrouvait à l'Î.-P.-É. 18 organismes qui dispensaient des programmes de nutrition, dont la moitié étaient à Charlottetown. Les programmes de nutrition comprennent des cuisines communautaires, des banques d'alimentation, des cours de cuisine et des programmes de nutrition destinés aux enfants. La plupart des centres de ressources familiales de la province offraient des programmes de nutrition dans leur collectivité respective.

- On retrouvait 17 organismes offrant des programmes de counselling pour les enfants d'âge préscolaire et leur famille. Ces organismes, qui se retrouvaient surtout à Charlottetown, offraient du counselling individuel et familial de même que des programmes de soutien et d'intervention dans toute la province.

- En outre, 67 organismes dispensaient des programmes d'éducation, de prévention et d'intervention en matière de santé. Même si la majorité se situaient à Charlottetown, il s'agissait d'organismes provinciaux chargés d'offrir des services de soutien et d'éducation dans toute la province. Les organismes de santé qui se concentraient sur des problèmes particuliers, par exemple la Société canadienne du cancer et la PEI Lung Association, les centres de santé communautaire et les Regional Health Authorities, sont compris dans ce nombre.

- On comptait 13 programmes de prévention et d'éducation en matière de violence familiale.

Installations de sport et de loisirs, parcs et terrains de jeu

Il est important pour la santé physique et affective d'un enfant qui grandit, pour ses compétences psychosociales et pour son estime de soi qu'il ait à sa disposition des services récréatifs abordables (CCDS, 1998). Il y a une relation entre la participation des enfants à des activités sportives et artistiques supervisées ou non et un meilleur développement psychosocial. On a établi des liens entre la présence de parcs et d'aires de jeu de qualité dans les quartiers où vivent les enfants et des taux accrus de participation à des activités sportives et artistiques supervisées ou non. Les enfants vivant dans des quartiers dont le tissu social est plus serré (et qui se caractérisent par des éléments comme des voisins disposés à donner un coup de main, un environnement sûr et la présence de bons modèles de comportement) étaient plus susceptibles d'avoir participé à des activités sportives (Offord, Lipman et Duku, 1998). De plus, une étude récente sur la participation aux activités sportives a constaté que les parents actifs ont tendance à avoir des enfants actifs et que les familles dont le revenu est plus élevé étaient plus susceptibles d'avoir des enfants qui participaient à des activités sportives, par rapport aux familles dont le revenu est moins élevé (Kremarik, 2000).

Non seulement la présence d'une aire de jeu à l'extérieur est elle importante, mais encore le genre et la quantité de la végétation qu'on y trouve (et que l'on mesure souvent en fonction du nombre d'arbres et des espaces verts ou des pelouses) font ils également une différence. Certaines études ont constaté que les adultes sont plus susceptibles d'utiliser les endroits où il y a plus de végétation, et les enfants plus susceptibles d'y jouer. On a observé que les enfants étaient presque deux fois plus nombreux à jouer dans les endroits

Carte 30a : Où étaient situés les services de santé préventive à l'Î.-P.-É.?

Community Research in Child Development
Résultats du projet de cartographie communautaire à l'Île-du-Prince-Édouard, ECDA, 2001
Source : Recensement de 1996

Carte 30b : Où étaient situés les services de santé préventive à Charlottetown?

Carte 30c : Où étaient situés les services de santé préventive à Summerside?

Nombre de risques possibles sur 9

- 7 ou plus (10)
- 5 ou 6 (36)
- 3 ou 4 (92)
- 2 ou moins (58)
- Aucune donnée disponible (71)

- ★ Organismes qui fournissent des services d'éducation, de prévention et d'intervention matière de santé
- ● Organismes qui fournissent des programmes de nutrition
- ▲ Organismes qui fournissent des programmes de counselling

comptant beaucoup d'arbres que dans les endroits en comptant peu (Coley, Kuo et Sullivan, 1997; Taylor, Wiley, Kuo et Sullivan, 1998). En outre, les jeux sont plus imaginatifs dans les endroits où il y a plus de végétation (Taylor, Wiley, Kuo et Sullivan, 1998).

Carte 31 – Quels secteurs de l'Î.-P.-É. ont le meilleur accès aux installations récréatives?

- Les installations récréatives semblaient assez bien réparties à l'Î.-P.-É.
- Il y avait 32 arénas dans la province, 16 piscines publiques et 91 terrains de sport.
- On retrouvait beaucoup de terrains et de terrains de sport où les enfants pouvaient jouer pendant l'été. De plus, il y avait des patinoires intérieures à proximité de la plupart des collectivités. La plus grande partie de ces installations communautaires offrent des programmes de patinage pour les enfants d'âge préscolaire, et des heures où les patinoires sont réservées aux familles.

Divertissement et culture

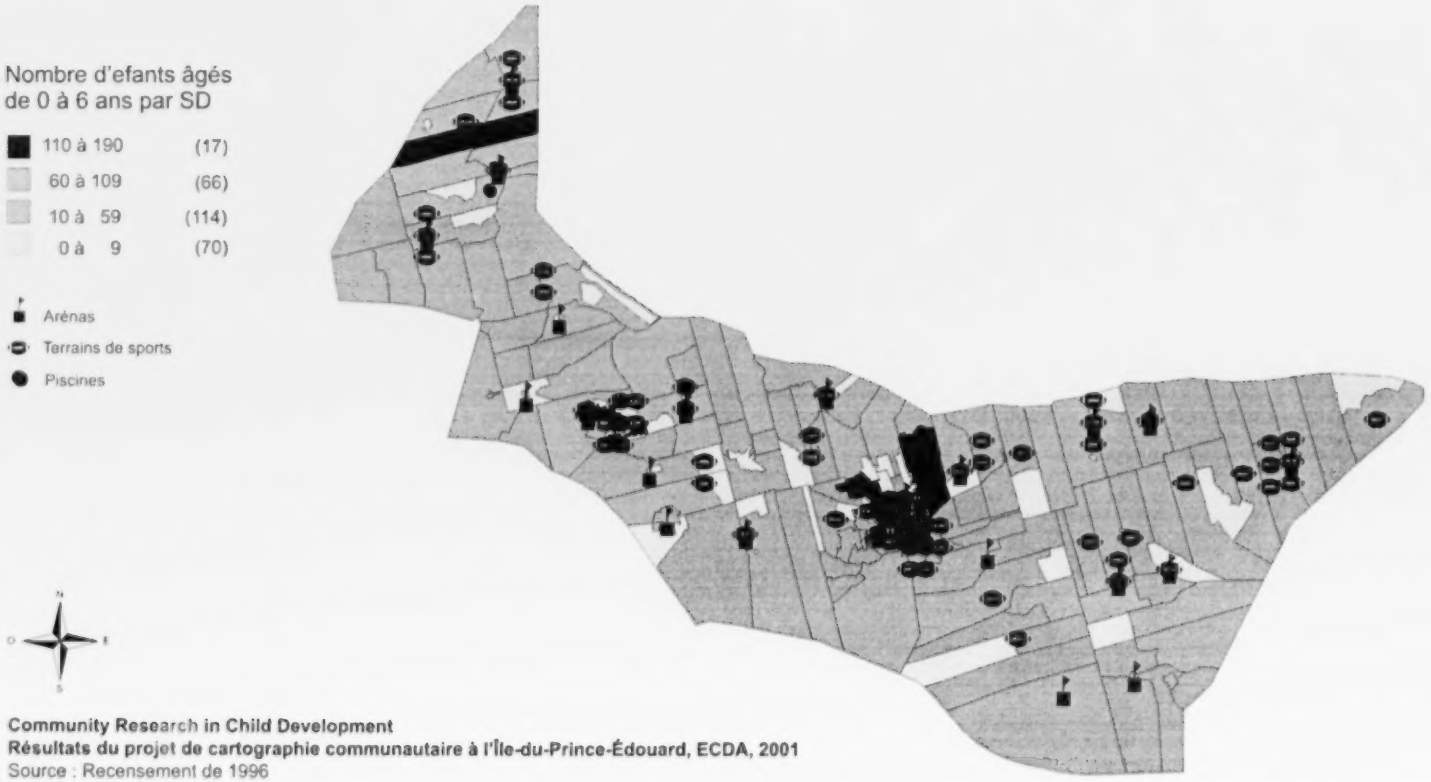
Les enfants qui participent à des activités artistiques se familiarisent avec l'histoire et la culture grâce à un vaste éventail d'expériences, et on a établi une relation positive entre cette participation et la présence de parcs, de terrains de jeu et d'aires de jeu de qualité dans un quartier. Le Dr Graham Chance, ex président de l'Institut canadien de la santé infantile, affirmait que l'enrichissement par le biais de la musique, des arts et des loisirs joue un rôle essentiel dans le bien être affectif et spirituel des enfants (Campbell, 2000).

Parmi les facteurs qu'on peut relier à une participation accrue à des activités artistiques et culturelles extrascolaires, on retrouve à la fois les caractéristiques de la famille (par exemple, le niveau de revenu) et les caractéristiques de la collectivité (par exemple, la disponibilité des ressources). Certaines recherches montrent que les enfants de familles à revenu moins élevé participent beaucoup moins que les enfants de familles à revenu plus élevé, dans des proportions de 26 %. Les enfants de familles affichant un revenu plus élevé ont des taux de participation plus élevés, ce qui s'explique peut être par le coût de l'équipement et des cours ainsi que la nature des programmes (Ross et Roberts, 2000). Cet écart dans les taux de participation des enfants aux activités artistiques selon le revenu montre qu'il y a là une bonne occasion d'améliorer les résultats développementaux.

Carte 32 – Où étaient offerts les programmes artistiques et récréatifs à l'intention des enfants âgés de 0 à 6 ans à l'Î.-P.-É.?

- Il y avait plus de 70 programmes artistiques et récréatifs destinés aux enfants d'âge préscolaire.
- La majorité d'entre eux se retrouvaient à Charlottetown et à Summerside. Ces deux grandes villes comptent effectivement les plus fortes proportions d'enfants, mais il reste que les enfants vivant dans les régions rurales de la province n'avaient pas autant d'occasions de participer à des programmes de musique, de danse et d'artisanat.

Carte 31a : Quels secteurs de l'Î.-P.-É. ont le meilleur accès aux installations récréatives?



Community Research in Child Development
Résultats du projet de cartographie communautaire à l'Île-du-Prince-Édouard, ECDA, 2001
Source : Recensement de 1996

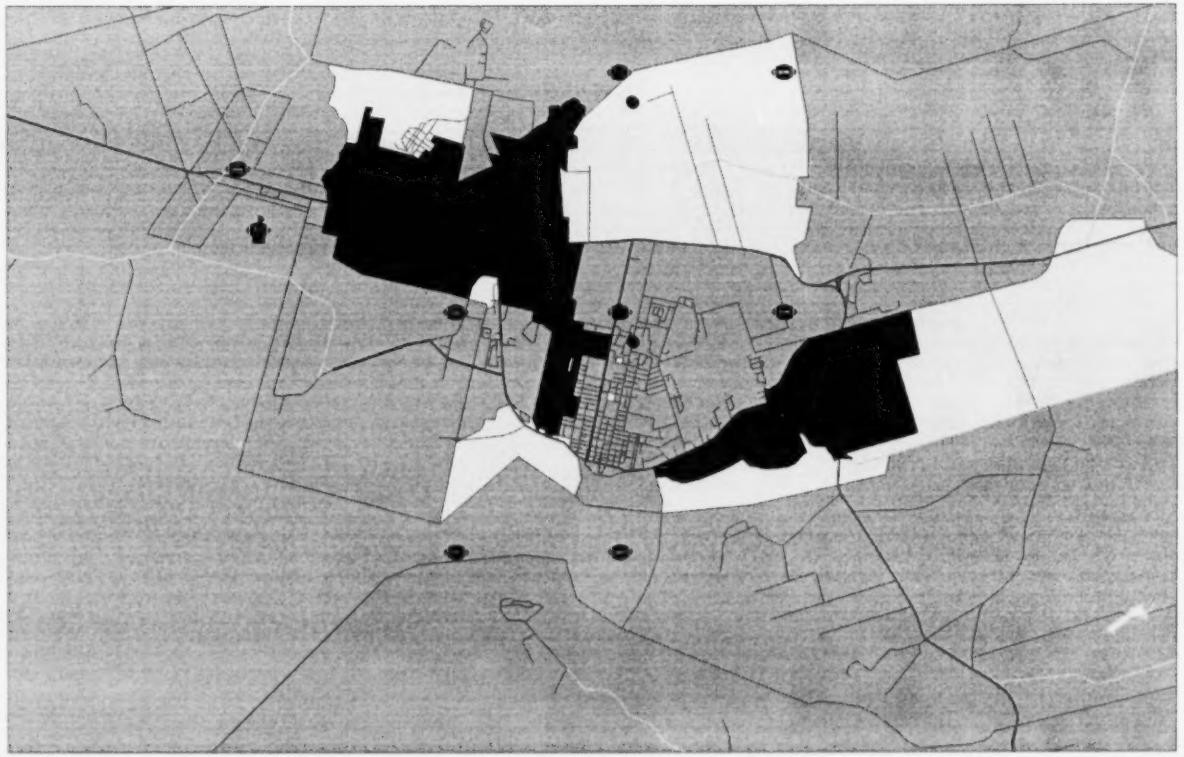
Carte 31b : Quels secteurs de Charlottetown ont le meilleur accès aux installations récréatives?

Carte 31c : Quels secteurs de Summerside ont le meilleur accès aux installations récréatives?

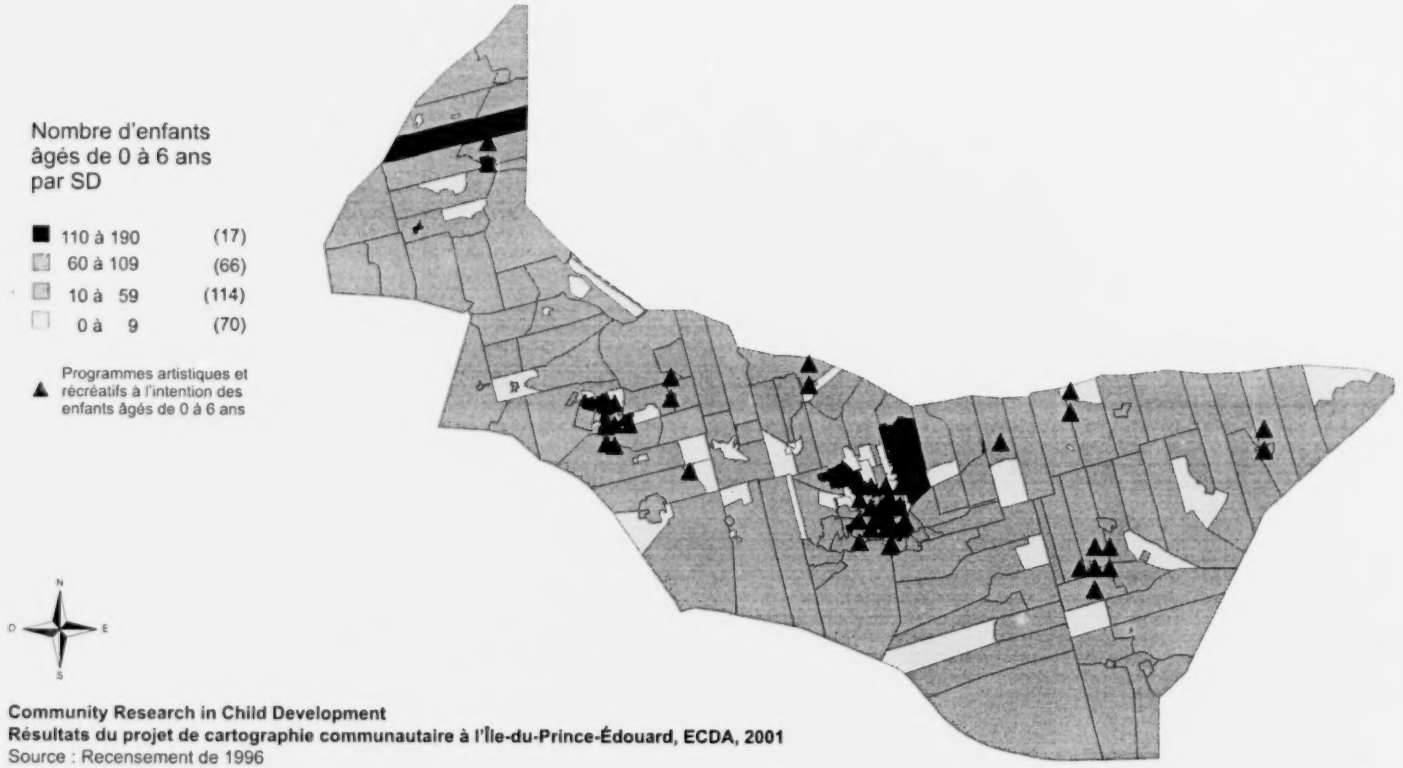
Nombre d'efants âgés de 0 à 6 ans par SD

	110 à 190	(17)
	60 à 109	(66)
	10 à 59	(114)
	0 à 9	(70)

- Arénas
- Terrains de sports
- Piscines



Carte 32a : Où étaient offerts les programmes artistiques et récréatifs à l'intention des enfants âgés de 0 à 6 ans à l'Î.-P.-É.?



Community Research in Child Development
Résultats du projet de cartographie communautaire à l'Île-du-Prince-Édouard, ECDA, 2001
Source : Recensement de 1996

Carte 32b : Où étaient offerts les programmes artistiques et récréatifs à l'intention des enfants âgés de 0 à 6 ans à Charlottetown?

Carte 32c : Où étaient offerts les programmes artistiques et récréatifs à l'intention des enfants âgés de 0 à 6 ans à Summerside?

Installations artistiques et culturelles

Carte 33 – Où étaient situés les galeries d'art, les musées et les salles de théâtre à l'Î.-P.-É.?

- Il y avait environ 19 galeries d'art, 51 musées ou centres du patrimoine et 13 théâtres et lieux de spectacle à l'Î.-P.-É. répartis un peu partout dans la province.
- Un grand nombre de ces ressources se situaient dans le comté de Queens, le long de la rive nord et de la rive sud. De plus, beaucoup n'étaient ouverts que pendant la haute saison.

Les enfants qui participaient à des activités artistiques étaient d'environ 30 % moins susceptibles d'afficher l'un ou l'autre des problèmes suivants : relations sociales dysfonctionnelles, redoublement d'une année à l'école, troubles affectifs ou comportementaux. (Offord, Lipman et Duku, 1998.)

Carte 34 – Où étaient situés les services de soutien et de sécurité communautaires à l'Î.-P.-É.?

- On retrouvait 36 organismes offrant des services de sécurité et de soutien communautaires, notamment des programmes de prévention du crime, des programmes culturels et patrimoniaux, et des services de surveillance de quartier.
- Il y avait environ 38 casernes de pompiers et 12 postes de police et de la GRC à l'Î.-P.-É..

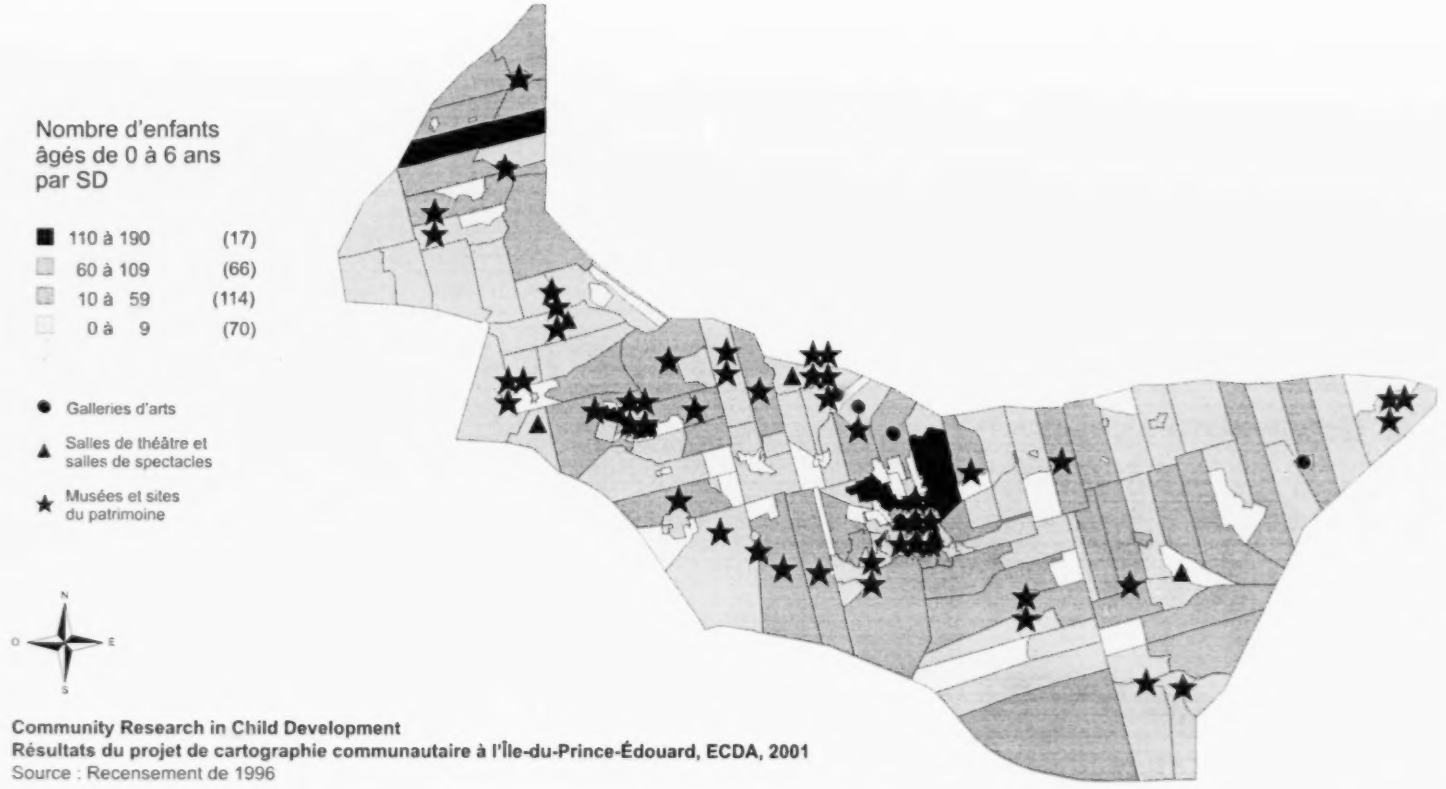
Écoles

Les écoles représentent l'une des ressources communautaires les plus importantes pour les enfants et les familles. Elles ne sont pas seulement des endroits où l'on s'instruit — elles sont des lieux publics utilisés par les enfants, les enseignants, les parents et la collectivité en général.

Carte 35 – Où étaient situées les écoles publiques à l'Î.-P.-É.?

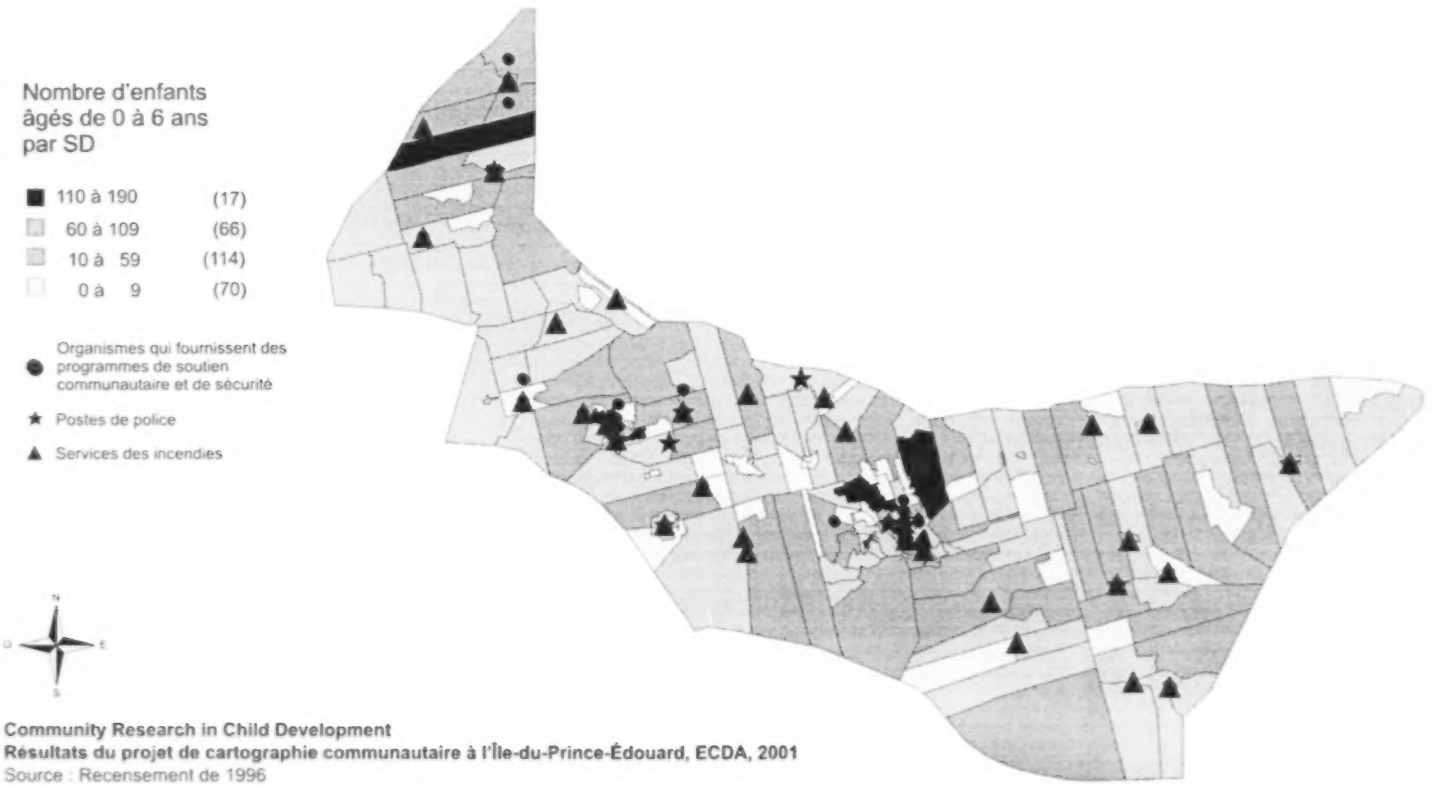
- Il y avait 68 écoles primaires, écoles secondaires de premier cycle et écoles secondaires à l'Île-du-Prince-Édouard.
- Il y avait également 5 écoles de langue française dans les comtés de Prince et de Queens.

Carte 33 : Où étaient situés les galeries d'art, les musées et les salles de théâtre à l'Î.-P.-É.?



Community Research in Child Development
Résultats du projet de cartographie communautaire à l'Île-du-Prince-Édouard, ECDA, 2001
Source : Recensement de 1996

Carte 34 : Où étaient situés les services de soutien et de sécurité communautaire à l'Î.-P.-É.?



Community Research in Child Development
Résultats du projet de cartographie communautaire à l'Île-du-Prince-Édouard, ECDA, 2001
Source : Recensement de 1996

Carte 35 : Où étaient situés les écoles publiques à l'Î.-P.-É.?

Annexe A : La Early Childhood Development Association of PEI

L'association du développement des jeunes enfants (*Early Childhood Development Association of PEI* (ECDA)) est le porte parole des professionnels de l'éducation et de la garde de la petite enfance de l'Île-du-Prince-Édouard depuis 25 ans. Il s'agit d'un organisme provincial sans but lucratif, constitué en 1974, qui se compose de quatre organismes régionaux de plus petite taille. Le comité exécutif provincial comprend des membres de chacun des comités exécutifs régionaux.

Objectifs de l'ECDA :

- Fournir de l'information aux parents, aux membres du grand public et aux professionnels au sujet de l'éducation et de la garde des jeunes enfants, et échanger de l'information avec eux.
- Fournir de l'information aux membres de l'association, faciliter les communications entre eux et renforcer leur professionnalisme.
- Appuyer les activités d'autres organisations qui s'intéressent aux jeunes enfants.

Les membres de l'ECDA s'intéressent au développement de la petite enfance ou y participent de près. Ce sont des propriétaires et des exploitants de services accrédités de garde à l'enfance, des professionnels travaillant dans des domaines connexes, des enseignants et des parents. Les quelque 400 membres de l'ECDA ont donné leur adhésion à l'énoncé de mission et aux objectifs de l'Association :

Énoncé de mission

La Early Childhood Development Association of PEI est un organisme provincial sans but lucratif résolu à promouvoir le développement physique, affectif, social, cognitif et créatif des jeunes enfants.

L'ECDA encourage les éducateurs de la petite enfance à respecter des lignes directrices professionnelles et renforce leurs compétences par le biais d'activités de diffusion de l'information, d'ateliers, de conférences et d'autres initiatives de nature éducative. Par ailleurs, l'ECDA est affiliée à la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance, de sorte que ses membres ont accès à l'information et aux recherches les plus récentes qui intéressent la profession dans une perspective nationale.

Historiquement, l'ECDA entretient une relation soutenue de coopération et de collaboration avec le ministère de la Santé et des Services sociaux, le ministère de l'Éducation ainsi que le PEI Child Care Facilities Board. Ses membres ont collaboré avec ce dernier au fil des ans pour élaborer des règlements et des politiques qui allaient assurer des services de garde à l'enfance de qualité aux enfants, pendant que leurs parents apportaient leur contribution à l'économie de la province par le biais de l'emploi, de la formation et d'activités communautaires. Cette relation demeure solide et dynamique, car le gouvernement provincial s'efforce de promouvoir le développement sain des enfants de l'Île-du-Prince-Édouard.

Les membres de l'ECDA ont joué un rôle de premier plan dans les dossiers suivants :

- l'adoption de la première loi provinciale sur la garde à l'enfance;
- des consultations avec le gouvernement au sujet des règlements et des lignes directrices découlant de la *Child Care Facilities Act;*
- la phase des consultations communautaires qui a entouré l'élaboration du Programme d'action communautaire pour les enfants de Santé Canada, qui a donné lieu à l'ouverture de sept centres de ressources familiales dans la province;
- la mise sur pied d'un système de maternelles communautaires subventionnées par l'État.

L'ECDA, qui travaille en collaboration avec d'autres organismes sans but lucratif de la province, a été (et continue d'être) un partenaire important de diverses initiatives multisectorielles :

- des protocoles de lutte contre la violence sexuelle envers les enfants (partenariat entre la police, le Premier's Action Council on Family Violence et d'autres membres);
- alphabétisation de la famille;
- cadre et coalition pour la santé mentale des enfants;
- Centres de ressources familiales du PACE;
- Child Find PEI;
- stratégie de lutte contre le tabac de l'Î.-P.-É.

En 1999 et en 2000, l'ECDA a présidé le Healthy Child Development Advisory Committee, que le gouvernement provincial avait chargé d'élaborer une stratégie exhaustive pour le développement sain des enfants à l'Î.-P.-É. Cette initiative, qui a intégré les travaux de cinq ministères gouvernementaux et organismes communautaires de la province, a été présentée au gouvernement en novembre 2000. Parmi les autres membres du comité consultatif, on retrouvait des représentants des ministères de la Santé et des Services sociaux, de l'Éducation, des Affaires communautaires et culturelles, du Développement ainsi que du Procureur général, de même que des régions sanitaires et des écoles. L'engagement à long terme de l'ECDA en faveur des activités de développement de la petite enfance, le leadership dont elle a fait preuve dans l'élaboration d'une stratégie provinciale pour les enfants et ses antécédents de collaboration avec le gouvernement fédéral ont eu des répercussions sur le développement sain des enfants de la province.

Annexe B:
Cartes supplémentaires

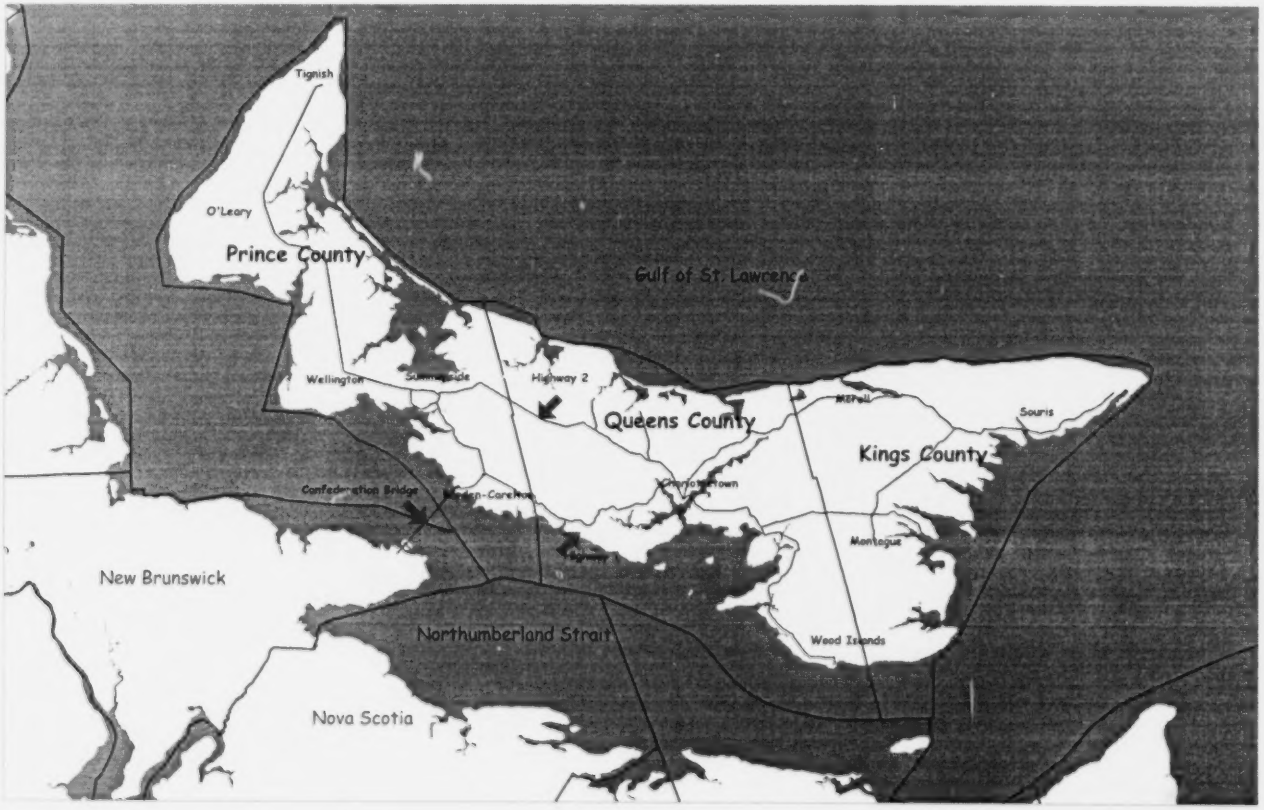
Carte S1 : Île-du-Prince-Édouard

Carte S2 : Charlottetown

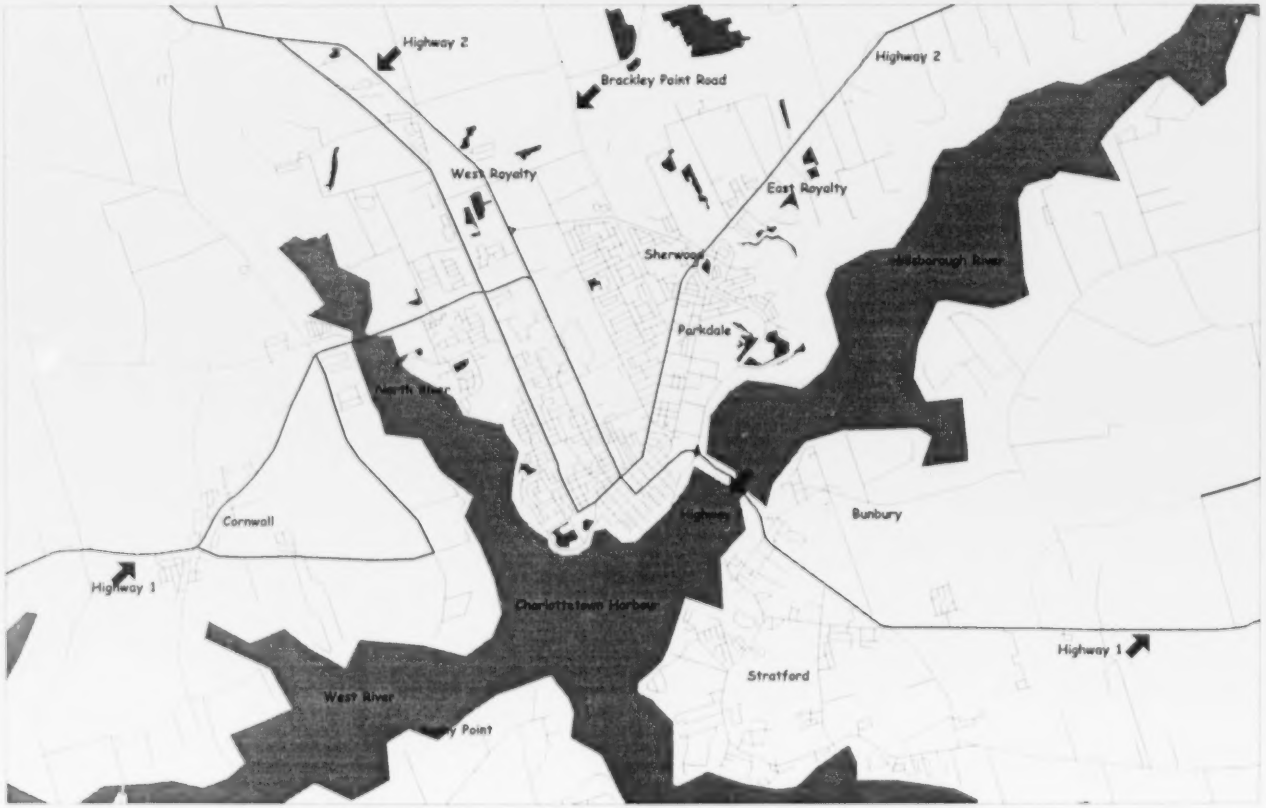
Carte S3 : Summerside

Ces cartes supplémentaires de l'Île-du-Prince-Édouard, de Charlottetown et de Summerside illustrent les principales routes et les collectivités à l'Î.-P.-É.

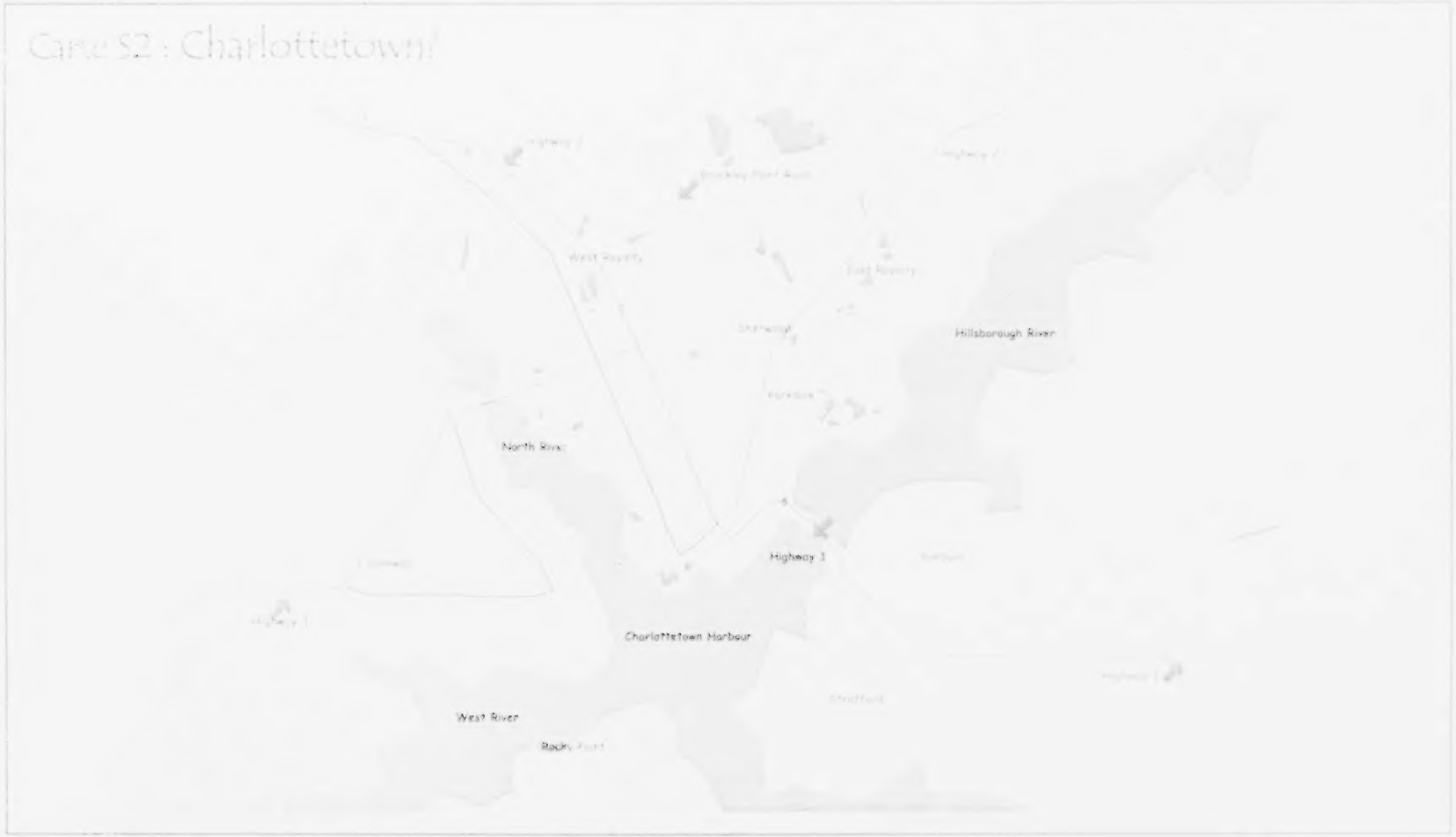
Carte S1 : L'Île-du-Prince-Édouard?



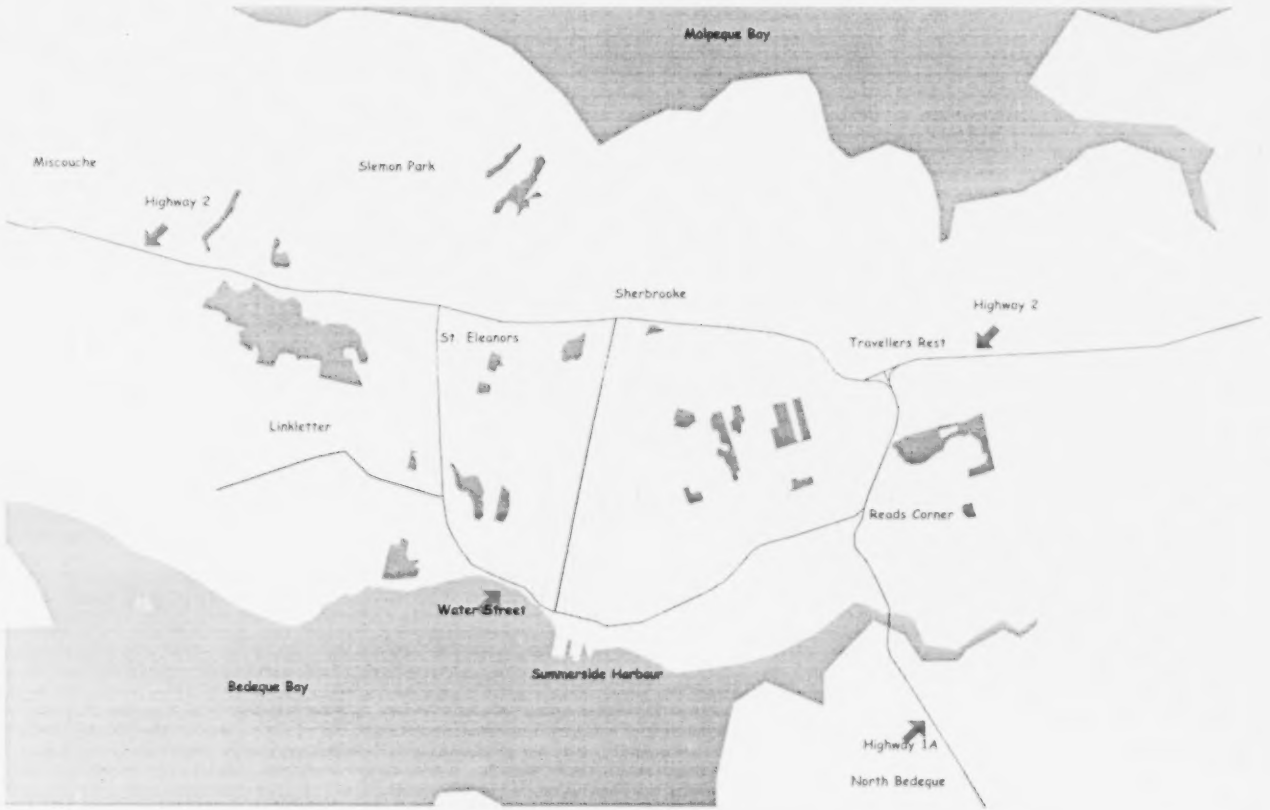
Carte S2 : Charlottetown?



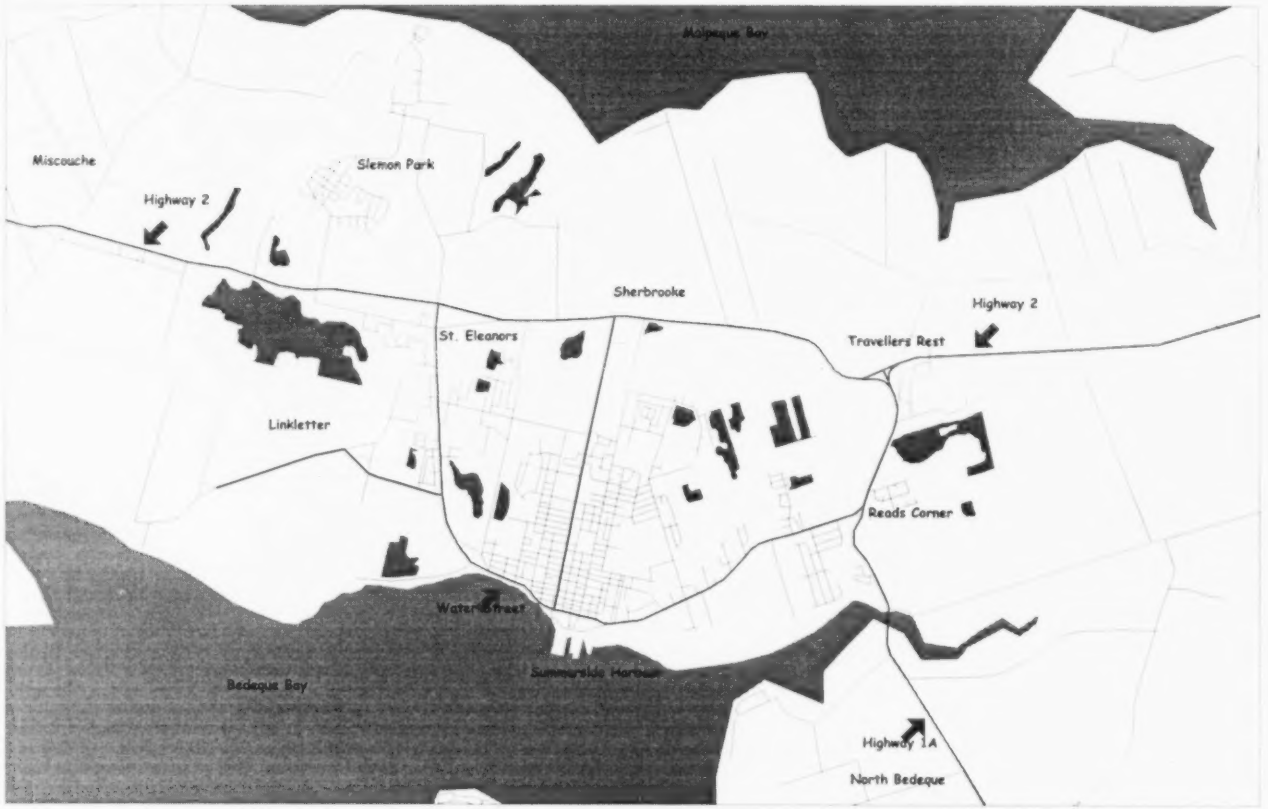
Carte S1 : L'Île-du-Prince-Édouard?


Hillsborough River
North River
Highway 1
Charlottetown Harbour
West River

Carte 55 : Summerside?



Carte S3 : Summerside?



Annexe C : Élaboration de l'indice social

La création d'un indice social devait répondre à un objectif, celui de présenter un tableau exhaustif mais simple des facteurs de risque de nature socioéconomique dans la collectivité, tout en indiquant dans quelle mesure les services correspondaient aux besoins des familles et des enfants. D'après des recherches antérieures, neuf variables (voir ci dessous) ont été choisies en fonction de leur utilité pour décrire le contexte socioéconomique des collectivités, notamment des mesures dans les domaines de la scolarité, de l'emploi, de la pauvreté et du multiculturalisme.

Chaque variable a été comparée à la moyenne nationale, ce qui a permis d'évaluer la collectivité. Les moyennes nationales ont permis de faire des comparaisons à l'intérieur d'une collectivité et entre diverses collectivités, et en même temps, de comparer telle ou telle collectivité au pays dans son ensemble. Cet exercice se révélera très utile à mesure que le projet prendra de l'expansion partout au pays.

Nous avons comparé les valeurs des neufs variables dans chaque SD à la moyenne nationale. Chaque fois que la valeur d'une variable dépassait la moyenne nationale, le SD se voyait attribuer un point; si la valeur de la variable était égale ou inférieure à la moyenne nationale, aucun point n'était attribué. On a ensuite créé un indice global en additionnant les points attribués aux neufs variables, pour déterminer le score global de chaque SD sur un total possible de neuf. Un score plus élevé signale des caractéristiques plus nombreuses associées aux risques et à la défavorisation; c'est donc que les besoins en matière de services de prévention ou de soutien sont peut être plus nombreux. Toutes les données de l'indice social proviennent du Recensement de 1996.

Voici les variables que comprend l'indice social :

1. Taux d'emploi — Proportion des hommes de 15 ans et plus qui étaient employés à temps plein et à l'année (49 semaines ou plus) au cours de l'année précédente dans chaque SD[1].

2. Proportion des résidents à faible revenu — Proportion de la population globale vivant dans des ménages privés dont le revenu est inférieur au seuil de faible revenu (SFR) de Statistique Canada[2].

3. Niveau de scolarité — Proportion de la population de 15 ans et plus qui ne possède pas de diplôme d'études secondaires.

---

[1] Cette variable a été choisie parce qu'elle donne une meilleure idée du taux de participation au marché du travail dans un quartier que les taux traditionnels de chômage.

[2] Les seuils de faible revenu, établis par Statistique Canada, indiquent le niveau de revenu en dessous duquel une famille consacrera une part démesurée de son revenu avant impôt à des nécessités de base comme l'alimentation, les vêtements et le logement, par rapport à la famille moyenne. Pour les créer, Statistique Canada ajoute 20 points de pourcentage à la proportion moyenne du revenu familial avant impôt consacré à l'alimentation, aux vêtements et à l'hébergement, puis rajuste ces chiffres en fonction de la taille de la collectivité et de la famille et les remet à jour chaque année pour tenir compte de l'inflation. Les familles dont le revenu est inférieur au SFR sont considérées comme éprouvant des difficultés financières.

4. Statut familial — Proportion des familles ayant des enfants qui sont des familles monoparentales[3].

5. Mobilité — Proportion de la population qui a déménagé depuis un an[4].

6. Langue — Proportion de la population qui ne parle ni l'anglais, ni le français[5].

7. Résidents qui sont propriétaires — Proportion des habitations qui sont de propriété privée[6].

8. Statut d'immigrant — Proportion de l'ensemble des habitants qui sont des immigrants récents[7].

9. Transferts gouvernementaux — Proportion du revenu total dans le SD qui provient des transferts gouvernementaux[8].

---

[3] La prévalence de la monoparentalité a été calculée en fonction du nombre de familles qui ont des enfants, plutôt que selon le nombre total des familles; on a pu ainsi se concentrer sur la structure familiale typique la plus pertinente pour les enfants, plutôt que sur la structure familiale typique dans le voisinage en général.

[4] On a établi une relation entre le nombre de déménagements de la famille et le nombre de problèmes de comportement chez les enfants (Dewit, Offord et Braun, 1998); par ailleurs, dans les quartiers où la stabilité résidentielle est élevée, on observe des liens sociaux plus solides et une plus grande efficacité collective, et donc une réduction de la déviance sociale (Sampson, Raudenbush et Earls, 1997).

[5] Même si elle est faible, la proportion de la population qui ne parle ni l'une ni l'autre des langues officielles est considérée comme étant extrêmement défavorisée, compte tenu des divers obstacles à la participation auxquels elle se heurte — particulièrement sur le marché du travail.

[6] On pense que le fait de posséder sa maison, tout comme la stabilité résidentielle, favorise une plus grande cohésion sociale et une plus grande efficacité collective dans les quartiers, et peut réduire la déviance sociale (Sampson, Raudenbush et Earls, 1997).

[7] C'est à dire qui avaient immigré entre 1991 et 1996 selon le Recensement de 1996.

[8] Cette mesure de la dépendance envers les transferts sociaux établit la part du revenu des habitants du quartier qui provient de tous les programmes de transferts gouvernementaux, y compris les prestations quasi universelles (c'est à dire le Régime de pensions du Canada, le Régime de rentes du Québec et les prestations pour enfants). C'est donc une mesure moins précise de la dépendance que la proportion du revenu qui provient des seuls versements de l'aide sociale, mais ces données ne sont pas accessibles.

Annexe D : Résultats de l'observation des quartiers Contexte et méthodes

L'instrument d'observation des quartiers se compose de 19 questions permettant de recueillir de l'information objective sur l'état physique du quartier, par exemple la qualité des maisons, l'éclairage, le niveau de bruit et l'état général des rues et des parcs (on trouvera cet instrument dans Connor et Brink, 1999).

L'Île-du-Prince-Édouard a été divisée selon les secteurs de dénombrement (SD) établis aux fins du Recensement. Des données ont été recueillies pour 264 SD sur les 267 qui composent la province. Dans chacun de ces 264 SD, un secteur a été choisi au hasard pour être observé. Comme les SD sont établis en fonction de la densité de la population, un grand nombre des régions rurales de l'Î.-P.-É. couvrent de plus grandes superficies, tandis que les SD des centres urbains de Charlottetown et de Summerside représentent des secteurs géographiques plus petits (en général, quelques pâtés de maisons).

Les SD (soit, ici, les quartiers) sont les secteurs géographiques normalisés les plus petits pour lesquels les données du recensement sont signalées. Il y a 267 SD dans l'Île-du-Prince-Édouard. Les SD sont regroupés en secteurs de recensement, qui sont au nombre de quatre dans la province.

Deux chercheurs communautaires qui avaient reçu de la formation sur la façon d'évaluer les quartiers ont rempli les questionnaires au printemps 2000. Toutes les observations ont eu lieu pendant la journée (entre 8 h et 19 h).

Aperçu des quartiers

La majorité des quartiers de l'Île-du-Prince-Édouard sont ce qu'il est convenu d'appeler des « secteurs ruraux » (53 %). Environ 40 % sont réservés à un usage principalement résidentiel. En ce qui concerne l'état général des immeubles, la plupart étaient en bon état : 54 % des quartiers cotés avaient des immeubles bien entretenus et moins de 1 %, des immeubles en mauvais état ou gravement détériorés. De plus, la plupart des habitations étaient en bon état.

Il n'y a pas de transport public à l'Î.-P.-É. Dans environ 14 % des quartiers a t on observé des affiches annonçant des événements ou des réunions communautaires.

Les rues et les routes

Plus de 90 % des routes sont pavées et environ 6 % des routes observées étaient des routes de terre ou de gravier. La plupart des routes cotées (47 %) étaient en assez bon état, et 18 % en très bon état. Par ailleurs, 31 % avaient besoin de réparations légères ou montraient des signes de négligence. La circulation était intense (10 véhicules ou plus à la minute) sur seulement 15 % des routes. Dans la plupart des cas (70 % des routes), la circulation était légère ou inexistante. On retrouve des véhicules particuliers, par exemple des automobiles, des camions et des fourgonnettes, sur les routes de la province. Sur plus de 20 % des routes, on retrouvait également des véhicules agricoles et sur environ 9 %, des véhicules commerciaux de grande dimension.

La plupart des rues de l'Î.-P.-É. (95 %) comptaient deux voies. Cependant, la plupart des quartiers n'avaient pas de feux de circulation (92 %) ou de traverses pour piétons.

Éclairage, bruit et sécurité

En ce qui concerne le niveau du bruit, dans 16 % des quartiers cotés, le volume du bruit était dérangeant. Toutefois, dans la plupart des quartiers (83 %), le volume était léger ou à peine perceptible. Il était excessif dans moins de 1 % des quartiers.

Plus de 58 % des quartiers ont été cotés comme étant mal éclairés, c'est à dire qu'il y avait peu ou pas de lumières. Par ailleurs, 31 % étaient bien éclairés, comptant de nombreuses lumières et autres sources d'éclairage; la plupart se retrouvaient à Charlottetown et à Summerside. Le reste des quartiers, c'est à dire 11 %, comptaient certaines lumières, mais aussi des secteurs qui auraient eu intérêt à être mieux éclairés.

Les deux chercheurs ont également été priés d'indiquer s'ils se sentaient en sécurité et leur degré général de confort pendant qu'ils étaient dans le quartier[9]. Très peu de quartiers (moins de 2 %) ont donné aux évaluateurs l'impression qu'ils n'étaient pas en sécurité.

Parcs et terrains de jeu

La présence de parcs et d'aires de jeu de qualité dans le quartier d'un enfant a été reliée à des taux accrus de participation à des activités sportives supervisées ou non. Cette participation, quant à elle, a été associée à une meilleure adaptation psychosociale chez les enfants (Offord, Lipman et Duku, 1998). Quoi qu'il en soit, l'utilité des parcs et des terrains de jeu sera peut être limitée si l'équipement n'est pas en bon état. Parmi les quartiers observés à l'Î.-P.-É., 33 % comptaient un parc, un terrain de jeu ou un autre terrain. La plupart d'entre eux étaient en bon état et 25 % ont été cotés excellents, dotés d'un équipement et d'immeubles neufs ou bien entretenus, et d'une aire de jeu sûre et propre. Un peu plus de 55 % ont reçu la cote « très bien », ce qui indique que l'équipement est en bon état.

9 Il s'agit évidemment d'une évaluation subjective de la sécurité dans la collectivité

Annexe E : Conception et résultats de l'enquête sur les programmes communautaires

Une collectivité peut desservir ses résidents en offrant un vaste éventail de programmes et de services qui répondent à leurs besoins. Les programmes peuvent avoir divers objectifs : il peut s'agir de programmes strictement récréatifs (équipes sportives communautaires); de programmes éducatifs (garderies éducatives); ou de programmes d'intervention pour aider les personnes ou les collectivités aux prises avec des problèmes particuliers (surveillance de quartier). Ces programmes peuvent donner aux participants l'occasion d'améliorer la qualité de leur vie dans le cadre d'une expérience d'apprentissage ou de loisirs et d'accroître leurs contacts sociaux, ce qui peut renforcer la cohésion sociale au sein de la collectivité.

Six genres de programmes ont été jugés importants pour les jeunes enfants et leurs familles (Connor et Brink, 1999) : éducation (programmes de bibliothèque, programmes destinés à la petite enfance); santé et bien être (programmes de nutrition, programmes prénatals); divertissement et culture (cours de musique, cours d'art); programmes sociétaux (programmes d'accueil des nouveaux immigrants, programmes destinés aux enfants handicapés, programmes de transport); programmes axés sur des intérêts spéciaux (programmes d'études religieuses, programmes de patrimoine culturel); ainsi que sports et loisirs (programmes sportifs, groupes communautaires).

Procédures

Les chercheurs communautaires sont entrés en communication avec le plus grand nombre possible d'organismes à l'Î.-P.-É., pour recueillir de l'information sur la gamme des programmes, les clientèles et les obstacles à l'accès.

Aux fins de cette étude, les programmes étaient définis selon les critères suivants :

- Il fallait absolument que les programmes visent les enfants de six ans ou moins et/ou leurs parents;
- Les programmes devaient viser directement les enfants et/ou leurs parents (par exemple, les comités ou le travail d'action sociale n'étaient pas compris);
- Les programmes devaient être offerts pendant au moins six semaines et avoir été dispensés au moins une fois au cours des 12 mois précédents;
- Les programmes pouvaient comprendre notamment, mais non exclusivement, des services et du soutien, du dépistage ou des évaluations, des traitements ou des interventions, des cours, de l'information ainsi que du counselling ou de l'aide;
- Quelques exemples de programmes destinés aux parents et/ou aux enfants sont : aide aux victimes de violence familiale, alphabétisation, nutrition, programmes prénatals et banques d'alimentation; et
- Un programme pouvait être offert dans plus d'un lieu et selon différents horaires.

Dans le cadre de l'enquête sur les programmes communautaires, deux intervieweurs ont parlé avec des représentants

de 666 programmes qui étaient exploités par 315 organismes au cours du printemps et de l'été 2000.

Sommaire des ressources à l'Î. P. .É.

Ce que l'enquête nous a appris :

- La majorité des organismes (52 %) se situaient à Charlottetown;
- La majorité des programmes étaient dirigés par des employés rémunérés, mais comptaient également sur des bénévoles. Environ 10 % des programmes étaient exploités par des bénévoles seulement;
- Environ 62 % des programmes étaient exploités à pleine capacité en tout temps, et 29 % avaient des listes d'attente;
- 60 % des programmes demandaient des frais;
- Environ 42 % du financement des organismes provenait des frais payés par les parents, 36 % du gouvernement provincial et 17 % d'activités de collecte de fonds; et
- Près du quart (24 %) des programmes offraient des services de transport.

Programmes sur les pratiques parentales et la petite enfance dans le comté de Prince : faits saillants

- Parmi les organismes qui offraient des programmes et des services destinés aux enfants de six ans ou moins et à leur famille, 69 se retrouvaient dans le comté de Prince;
- Environ 84 % d'entre eux étaient à Summerside;
- On comptait 70 programmes destinés aux enfants de six ans ou moins et 45 programmes prénatals et programmes sur les pratiques parentales;
- 38 % de ces programmes offraient des services de transport;
- 74 % étaient exploités à pleine capacité en tout temps;
- 34 % avaient des listes d'attente;
- 61 % demandaient des frais.

Programmes sur les pratiques parentales et la petite enfance dans le comté de Queens : faits saillants

- Deux cent trois des organismes qui offraient des programmes et des services destinés aux enfants de six ans ou moins et à leur famille, se retrouvaient dans le comté de Queens;
- 80 % d'entre eux étaient à Charlottetown;
- On comptait 167 programmes destinés aux enfants de six ans ou moins et 72 programmes prénatals et programmes sur les pratiques parentales;
- 11 % de ces programmes offraient des services de transport;
- 60 % étaient exploités à pleine capacité en tout temps;
- 30 % avaient des listes d'attente;
- 62 % demandaient des frais.

Programmes sur les pratiques parentales et la petite enfance dans le comté de Kings : faits saillants

- Parmi les organismes qui offraient des programmes et des services destinés aux enfants de six ans ou moins et à leur famille, 41 se retrouvaient dans le comté de Kings;
- 31 % d'entre eux étaient dans la ville de Montague;
- On comptait 42 programmes destinés aux enfants de six ans ou moins et 25 programmes prénatals et programmes sur les pratiques parentales;
- 52 % de ces programmes offraient des services de transport;
- 37 % étaient exploités à pleine capacité en tout temps;
- 17 % avaient des listes d'attente;
- 49 % demandaient des frais.

Bibliographie

Beder, H. (1999). *The Outcomes and Impacts of Adult Literacy Education in the United States*, Cambridge, MA, The National Center for the Study of Adult Learning and Literacy.

Brooks-Gunn, J., G.J. Duncan, P. K. Klebanov et N. Sealand. (1993). Do neighbourhoods influence child and adolescent development?, *American Journal of Sociology*, 99, 353-395.

Campbell, Cathy. (Janvier 2000). Développer le cœur et l'intellect, *Institut Vanier de la famille, Bulletin Familles et santé*, 8, 5.

Chao, R. K., et D. J. Willms. (Octobre 1998). *Les pratiques parentales font elles une différence?*, communication présentée à l'occasion de la conférence Investir dans les enfants de Développement des ressources humaines Canada, Ottawa, Ontario.

Chase-Lansdale, P. L., R. A. Gordon, J. Brooks Gunn et P. K. Klebanov. (1997). Neighbourhood and family influences on the intellectual and behavioral competence of preschool and early school-age children, dans *Neighbourhood poverty: Context and Consequences for Children, Volume I*, ouvrage collectif publié sous la direction de J. Brooks Gunn, G. J. Duncan et J.L. Aber, 79 118, NY, Russell Sage.

Coley, R. L., F. E. Kuo et W. C. Sullivan. (1997). Where does community grow? The social context created by nature in urban public housing, *Environment and Behavior*, 29, 468-492.

Comité consultatif fédéral provincial-territorial sur la santé de la population. (1999). *Pour un avenir en santé : Deuxième rapport sur la santé de la population canadienne*, Ottawa, Ontario, Santé Canada.

Connor, S. (sous presse). *Développement de la petite enfance à North York*, Hull, Québec, Développement des ressources humaines Canada.

Connor, S., et S. Brink. (1999). *Comprendre la petite enfance : L'influence de la collectivité sur le développement de l'enfant*, Hull, Québec, Développement des ressources humaines Canada, W 99-6F.

Conseil canadien de développement social. (1998). *Le Progrès des enfants au Canada 1998 : Gros plan sur les jeunes*, Ottawa, Ontario.

Conseil canadien de développement social. (2000). *Le Progrès des enfants au Canada : À l'aube du millénaire*, Ottawa, Ontario.

Conseil national du bien être social. (1997). *Parents en santé, bébés en santé*, Ottawa, Ontario, ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada.

Developmental Health and the Wealth of Nations: Social, Biological, and Educational Dynamics, ouvrage collectif publié sous la direction de Daniel P. Keating et C. Hertzman, (1999), New York, The Guilford Press.

Dewit, D. J., D. R. Offord et K. Braun. (1998). *The relationship between geographic relocation and childhood problem behaviour*, Hull, Québec, Développement des ressources humaines Canada, W-98-17E.

Doherty, G. (1997). *De la conception à six ans : Les fondements de la préparation à l'école*, Hull, Québec, Développement des ressources humaines Canada, R-97-8F.

Furstenberg, F. F. Jr., et M. E. Hughes. (1995). The influence of neighborhoods on children's development: A theoretical perspective and a research agenda, *Indicators of Children's Well-being, Volume III. Cross-cutting Issues: Population, Family, and Neighborhood: Social Development and Problem Behaviors*, communication présentée à une conférence sur les indicateurs du bien être des enfants tenue à Rockville, MD, Institute for Research on Poverty Special Report, No. 60c.

Halpern-Felsher, B., J. P. Connell, M. B. Spencer, J. L. Aber, G. J. Duncan, E. Clifford, W. Crichlow, P. Usinger et S. S. Cole. (1997). Neighborhood and family factors predicting educational risk and attainment in African American and White chidlren and adolescents, dans *Neighbourhood poverty: Context and Consequences for Children, Volume I*, ouvrage collectif publié sous la direction de J. Brooks Gunn, G. J. Duncan et J.L. Aber, 146 173, NY, Russell Sage.

Harachi, T. W., R. F. Catalano et J. D. Hawkins. (1997). Effective recruitment for parenting programs within ethnic minority communities, *Child and Adolescent Social Work Journal*, 14(1), 23-39.

Hay, D. I. (2000). Programmes scolaires de nutrition : un bon choix pour les enfants?, *Perception*, 23(4), Ottawa, Ontario, Conseil canadien de développement social.

Healthy Child Development Advisory Committee. (2000). *...For Our Children: A Strategy for Healthy Child Development*, Île-du-Prince-Édouard, www.gov.pe.ca/hcd/.

Healthy Child Development Advisory Committee. (2000). *...For Our Children: A Strategy for Healthy Child Development. A Statistical Profile of Island Children*, Île-du-Prince-Édouard, www.gov.pe.ca/hcd/.

Jencks, C., et S. Mayer. (1990). The social consequences of growing up in a poor neighbourhood, dans *Inner-city Poverty in the United States*, ouvrage collectif publié sous la direction de L. E. Lynn et G. H. McGreary, 111 186, Washington, DC, National Academy Press.

Kobayashi, A., E. Moore et M. Rosenberg. (1998). *Des enfants immigrants en santé : une analyse démographique et géographique*, Hull, Québec, Développement des ressources humaines Canada, W 98 20F.

Kohen, D. E., C. Hertzman et J. Brooks Gunn. (1998). *Les influences du quartier sur la maturité scolaire de l'enfant*, Hull, Québec, Développement des ressources humaines Canada, W 98 15F.

Kremarik, Frances. (Automne 2000). L'activité sportive chez les enfants, une affaire de famille, *Tendances sociales canadiennes*, 20 24, Hull, Québec, Statistique Canada.

Krishnan, V. (1997). A Macro approach to the explanation of physician distribution in Canada, *Journal of Health and Social Policy*, 9(1), 45-61.

Lipman, E. L., M. H. Boyle, M. D. Dooley et D. R. Offord. (1998). *Les enfants et les familles gynoparentales : Étude des facteurs influant sur le bien être de l'enfant*, Hull, Québec, Développement des ressources humaines Canada, W 98 11F.

Ludwig, J. O., G. J. Duncan et P. Hirschfield. (2000). *Urban Poverty and Juvenile Crime: Evidence from a Randomized Housing-Mobility Experiment*, JCPR Working Paper 158. Téléchargé de http://www.jcpr.org/wp/wpprofile.cfm?ID=162, novembre 2000.

Macpherson, A., I. Roberts et I. B. Pless. (1998). Children's Exposure to Traffic and Pedestrian Injuries, *American Journal of Public Health*, 88, 12.

McCain, M., et J. F. Mustard. (1999). *Étude sur la petite enfance : Inverser la véritable fuite des cerveaux*, Toronto, Ontario, Secrétariat à l'enfance de l'Ontario.

McNulty, T. L., M. E. Evans et R. C. Grosser. (1996). If you build it, they will come: the relationship between hospitalization and community based services for children with emotional and behavioral disorders, *Research in the Sociology of Health Care*, 13b, 267 287.

National Institute of Adult Education: Adult Literacy and Basic Skills Unit. (1993). *Parents and their Children: The Intergenerational Effect of Poor Basic Skills*, National Institute of Adult Education: Adult Literacy and Basic Skills Unit.

Offord, D. R., E. L. Lipman et E. K. Duku. (1998). *Les sports, les arts et les programmes communautaires : Taux et corrélats de la participation*, Hull, Québec, Développement des ressources humaines Canada, W 98 18F.

Pless, I. B., R. Verreault, L. Arseneault, J. Y. Frappier et J. Stulginskas. (1987). The Epidemiology of Road Accidents in Childhood, *American Journal of Public Health*, 77, 358 360.

Ross, D. P., et P. Roberts. (2000). *Le bien être de l'enfant et le revenu familial : un nouveau regard au débat sur la pauvreté*, Ottawa, Ontario, Conseil canadien de développement social.

Ross, D. P., P. A. Roberts et K. Scott. (1998). *Variation des résultats développementaux chez les enfants des familles monoparentales*, Hull, Québec, Développement des ressources humaines Canada, W 98 7F.

Ross, D. P., K. Scott et M. Kelly. (1999). *La pauvreté des enfants : Quelles en sont les conséquences?*, Ottawa, Ontario, Conseil canadien de développement social.

Sampson, J., S. W. Raudenbush et F. Earls. (Août 1997). Neighborhoods and violent crime: A multilevel study of collective efficacy, *Science*, 277, 918-923.

Steinhauer, P. D. (1998). Développer la résilience chez les enfants des milieux défavorisés, *La santé au Canada : un héritage à faire fructifier*, Études du Forum national sur la santé, Sainte-Foy, Québec, Éditions MultiMondes.

Taylor, A., A. Wiley, F. Kuo et W. Sullivan. (Janvier 1998). Growing up in the Inner City: Green Spaces as Places to Grow, *Environment & Behaviour*, 30, (1).

The Barbara Bush Foundation for Family Literacy. (1989). *First Teachers: A family literacy handbook for parents, policy makers and literacy providers*, Washington, DC, The Barbara Bush Foundation for Family Literacy.

Toronto Children's Services. (1999). *Toronto Report Card on Children, 1999*, Toronto, Ontario, ville de Toronto.

Vulnerable Children in Canada, ouvrage collectif publié sous la direction de J. D. Willms, Edmonton, Alberta, University of Alberta Press, sous presse.

Westchester Institute for Human Services Research. (2000). *The Balanced View: Early Childhood Education – Part 1: What the Research Tells Us* [en direct], adresse Internet : http://www.emsc.nysed.gov:9210/rscs/echild1.html